AGISSEZ AVEC NOUS, DEVENEZ SENTINELLES DE LA NATURE.

Sentinelles de la Nature est disponible
sur sentinelledelanature.fr et App Store et Google Play.

Document édité par FNE Normandie.
Guide: idée originelle de Picardie Nature, reprise et développée par FNE Normandie en 2016 et 2026.

Nos partenaires financiers :

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT NORMANDIE

SENTINELLES DE LA NATURE

métropole ROUEN NORMANDIE

PRÉFET DE LA REGION NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

OFB OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT NORMANDIE

GUIDE JURIDIQUE SENTINELLES DE LA NATURE

2026

Fiches pratiques à destination
des associations, bénévoles et citoyens



SENTINELLES DE LA NATURE

MENTIONS LÉGALES

Idée originelle de Picardie Nature, reprise et développée par FNE Normandie en 2016 et 2026.
Conception / réalisation : FNE Normandie - QUILLERET Marine
Illustrations : Marine QUILLERET (www.marinequilleret.com)
Remerciements à nos partenaires :
Pour leurs financements : Direction Régionale de l'Environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), Office Français de la Biodiversité (OFB), France Nature Environnement (FNE), Métropole Rouen Normandie.
Pour leurs photographies : Alain Deschandole, Francis Bia, Richard Grège, Pascal Kerbellec-Turmel, Philippe Morgoun, Sentinelles de la Nature, CANVA, PIXELS, PIXABAY.
Document édité par FNE Normandie - www.fne-normandie.fr. L'Atrium - 115 boulevard de l'Europe - 76 100 Rouen.
Rédaction : FNE Normandie - Naomie MARECHAL et Philippine DE SAINT REMY.
Toute reproduction totale ou partielle des photographies et/ou illustrations sans l'autorisation expresse de l'auteur est interdite.
Pour toutes citations : FNE Normandie, «Guide Sentinelle de la Nature», 2026. Document sous licence CC-BY-NC-ND (libre de reproduction, de distribution et de communication au public, sans utilisation commerciale, ni modifiable).



SOMMAIRE

THÈME 1 : Eau
1. Pollution de l'eau et des milieux aquatiques p. 8
2. Busage, recalibrage, dérivation d'un cours d'eau p. 15
3. Protection des captages d'eau potable p. 20

THÈME 2 : Littoral
4. Pollution marine : le cas de la pollution dans les ports maritimes p. 25
5. Urbanisation illicite du littoral p. 29

THÈME 3 : Biodiversité
6. Atteintes aux espèces sauvages p. 36
7. Espèces exotiques envahissantes p. 41
8. Actes de chasse p. 46
9. Pêche en eau douce p. 54

THÈME 4 : Espaces naturels et paysages
10. Atteintes aux espaces protégés p. 59
11. Protection des haies et boisements p. 72
12. Travaux en zone humide, zone humide dégradée p. 86

THÈME 5 : Déchets
13. Dépôts irréguliers de déchets p. 91
14. Brûlage de déchets verts p. 99

THÈME 6 : Agriculture
15. Épandage illicite d'effluents d'élevage p. 103
16. Distance d'utilisation des pesticides p. 108

THÈME 7 : Nuisances
17. Installations classées pour la protection de l'environnement p. 116
18. Pollution de l'air p. 122
19. Pollution lumineuse p. 126
20. Affichage publicitaire p. 133

THÈME 8 : Activités anthropiques
21. Aliénation/annexion des chemins ruraux p. 141
22. Remblais et déblais du sol p. 147
23. Circulation d'engins motorisés en milieu naturels p. 152
24. Camping, caravanage et habitations légères de loisirs p. 158

INTRODUCTION

France Nature Environnement Normandie

France Nature Environnement Normandie (FNE Normandie) est une fédération régionale d'associations de protection de la nature et de l'environnement (APNE), membre du réseau national de France Nature Environnement.
Son action porte notamment sur la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, la lutte contre les atteintes ou la destruction des écosystèmes marins et terrestres ainsi que la contribution à leur restauration. Elle veille à l'application des principes de prévention, de précaution et de responsabilité. Aussi, elle sensibilise aux objectifs de développement durable et de protection de la nature. De ce fait, elle intervient sur un ensemble de thématiques ayant trait à ces sujets (agriculture, alimentation, biodiversité, déchets, eaux et milieux aquatiques, énergie, risques industriels, transports et mobilités).

Sentinelles de la nature

Sentinelles de la nature, portée par France Nature Environnement, est une interface cartographique participative qui, dans un démarche de mobilisation citoyenne, invite les citoyens à agir concrètement pour prévenir et résorber les atteintes à l'environnement. Cette démarche citoyenne facilite le développement de synergies vertueuses en contribuant à l'amélioration de la veille environnementale, à la diminution des atteintes aux milieux naturels et à la valorisation d'initiatives locales favorables à l'environnement, tout en rendant les citoyens acteurs de la protection de l'environnement. France Nature Environnement Normandie administre le dispositif dans les cinq départements normands depuis 2017. Il couvre aujourd'hui l'ensemble du territoire hexagonal, la Guyane et Mayotte.

Le recensement cartographique permet ensuite à FNE Normandie de proposer les suites à donner à chaque alerte après avoir vérifié les faits :

- **En cas d'atteinte :** elle accompagne les sentinelles dans leurs démarches en indiquant les autorités à saisir et le cadre réglementaire applicable afin de prévenir ou résorber la dégradation ;
- **En cas d'initiative favorable :** elle publie les signalements afin de mettre en lumière ces bonnes pratiques et favoriser leur reproduction.

Pour nous alertez d'une dégradation ou d'une bonne initiative, rendez-vous sur sentinellesdelanature.fr ou sur l'application mobile Sentinelles de la nature.

Le guide « Sentinelles de la nature »

Le droit de l'environnement correspond à l'ensemble des règles ayant pour finalité la protection de l'environnement. Il interdit et sanctionne des actes portant atteinte à l'environnement. Pour les APNE, ce droit est une arme et une possibilité de se battre pour la nature, la biodiversité et les écosystèmes qu'elles défendent. Cependant, ces règles sont souvent méconnues, empêchant souvent l'identification d'infractions et la manière d'agir.

Le guide « Sentinelles de la nature » présente les dégradations environnementales les plus fréquentes organisées par fiches thématiques. Celles-ci exposent la législation applicable, en la rendant accessible au plus grand nombre, ainsi que les démarches à entreprendre.

En 2009, Picardie Nature a créé le premier guide intitulé « Sentinelle de l'Environnement » pour accompagner les personnes confrontées à des atteintes environnementales. Celui-ci s'est rapidement diffusé dans le réseau des associations de protection de la nature et de l'environnement. Confrontés à des dégradations quotidiennes et à une volonté grandissante d'agir pour préserver la nature, les bénévoles ont fait remonter le besoin d'adapter ce guide aux spécificités du territoire normand dont la version, inspirée du modèle original, est sortie en 2016. L'évolution du droit étant constante, des mises à jour de ce guide juridique ont été réalisées jusqu'à cette dernière édition.



À NOTER :

En raison de l'objet statutaire de FNE Normandie, la fédération n'a pas vocation à intervenir dans les conflits de voisinage, sauf à ce que ces faits soient constitutifs d'une infraction susceptible d'entraîner une atteinte grave à l'environnement pour laquelle elle aurait un intérêt à agir.

Comment peut-on lutter contre une dégradation environnementale ?

I. Démarche amiable

Souvent, les incivilités et infractions de faible importance peuvent être réglées à l'amiable par le rappel de la loi et du caractère préjudiciable d'un comportement néfaste pour l'environnement. Cette action est parfois plus efficace que la saisine des autorités compétentes ou de la justice, très engorgées par des signalements moins prioritaires, au détriment d'infractions de plus grande ampleur.

II. Démarche administrative

Si la voie amiable échoue, est impossible ou si la gravité de l'infraction exige des sanctions appropriées, il est alors possible de saisir les autorités compétentes. Les sanctions administratives s'appliquent lorsque l'activité litigieuse relève d'un régime qui la soumet à des formalités administratives non respectées. Elles prennent différentes formes selon la situation (amende, limitation/suspension de l'activité, remise en état, etc.)

III. Démarche judiciaire

La voie administrative peut avoir des limites. Les citoyens ou APNE peuvent se heurter à une forme de pesanteur de la part de l'administration lorsqu'il s'agir de faire usage des pouvoirs de

police. Aussi, la gravité ou le caractère répété de certaines infractions impose parfois le recours à des poursuites judiciaires. En parallèle de sanctions administratives, des sanctions pénales peuvent être prononcées par les tribunaux pour les contraventions et délits (amende, remise en état, emprisonnement, etc.) Des dommages et intérêts peuvent être également octroyées aux victimes de ces infractions.

Ces trois démarches sont indépendantes et peuvent être menées successivement en fonction des circonstances. L'objectif recherché étant la cessation de l'atteinte et, si possible, une remise en état des lieux. A travers le projet Sentinelles de la nature et ce guide juridique, FNE Normandie présente les démarches adaptées aux atteintes constatées et peut également leur apporter un appui complémentaire.

Qui sont les acteurs de la police de l'environnement ?

Pour faire l'objet d'une sanction, une infraction doit être constatée par une autorité compétente. Si les autorités varient d'une infraction à l'autre, les officiers et agents de police judiciaire (maires, adjoints, gendarmes, officiers et agents de police nationale, etc.) sont habilités à rechercher et constater les infractions pénales.

L'article *L.172-1* du *Code de l'environnement* renvoie aux « inspecteurs de l'environnement » pour constater des infractions environnementales générales. Il faudra préférentiellement faire appel à l'un de ces inspecteurs qui varie selon l'infraction concernée :

- L'OFB (Office français de la biodiversité, issu de la fusion entre l'Agence française pour la biodiversité et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage) est compétente pour les atteintes à la biodiversité et aux milieux aquatiques ;
- La DDTM (Direction départementale des territoires et de la mer) est habilitée pour contrôler les installations, ouvrages, travaux et aménagements soumis à la loi sur l'eau (IOTA) et l'arrachage de haies agricoles ;
- La DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) est chargée du contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) industrielles ;
- La DDPP (Direction départementale de la protection des populations) est désignée pour le contrôle des ICPE agricoles.



À NOTER :

En raison de la baisse de moyens humains, matériels et financiers, ces corps d'inspection ont également des limites ou priorité d'actions. Ce guide permet également aux sentinelles de clarifier et d'identifier les infractions qui sont de leur ressort et ainsi faciliter leur traitement.

Mode d'emploi du guide

Ce guide propose **24 fiches thématiques** organisées en **8 thèmes**. Celles-ci sont divisées en **trois parties** :

Comprendre l'atteinte : présentation du sujet, des définitions et des enjeux environnementaux ;

Connaître le droit : récapitulatif de la réglementation applicable, des exceptions, des autorités compétentes à constater l'infraction et des sanctions encourues ;

Comment agir : mise en situation et présentation des démarches à accomplir pour résorber l'atteinte.



À NOTER :

Ce guide est non-exhaustif et apporte des indications d'ordre général sur l'état de la réglementation sur les situations les plus communes. Il est recommandé de consulter et vérifier les textes visés pour s'assurer de leur exactitude et affiner la caractérisation de l'atteinte.



THÈME 1 : EAU

POLLUTION DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

QUELLES SONT LES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE POLLUTION DES EAUX ?

QUELLES SONT LES SANCTIONS ?

QUI EST COMPÉTENT POUR CONSTATER LE DÉLIT DE POLLUTION DE L'EAU ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définitions

Une eau est dite polluée lorsque ses qualités sont dégradées, perturbant la vie aquatique et rendant son utilisation dangereuse pour les humains et/ou pour les animaux. Cette dégradation résulte la plupart du temps de la présence de "polluants" en quantité suffisante pour qu'ils puissent être nocifs.

L'eau que l'on pollue c'est aussi l'eau que l'on consomme !

On peut distinguer différents types de polluants et de pollutions :

- **Les polluants organiques :** débris végétaux, excréments, déchets alimentaires. Ils sont biodégradables, mais présents en quantité trop importante, ils ne peuvent se dégrader entièrement. Ils peuvent alors nuire à la qualité de l'eau.
- **Les nutriments :** éléments minéraux utilisés pour la nutrition des végétaux (nitrates, phosphores, etc.). Présents en excès dans le milieu aquatique,ils conduisent souvent à son eutrophisation (enrichissement excessif des cours d'eau et des plans d'eau en éléments nutritifs), au détriment de la faune aquatique, asphyxiée par la biomasse végétale surabondante. Les algues vertes en sont une résultante.
- **Les polluants toxiques :** produits chimiques tels que plomb, mercure, hydrocarbures, PCB, pesticides, les substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS) etc... qui ont un effet toxique direct sur les êtres vivants.
- **Les contaminants microbiologiques :** microbes pathogènes pouvant provoquer des maladies, tant pour la faune et la flore que pour les humains.
- **La pollution thermique :** correspond à l'augmentation ou à la diminution de la température de l'eau par rapport à son niveau normal. Cette pollution affecte le milieu aquatique, on peut par exemple observer de fortes proliférations ou un taux de mortalité important des algues. Ce type de pollution est particulièrement lié à l'industrie, qui utilise l'eau comme liquide de refroidissement pour ensuite la rejeter réchauffée.
- **La pollution par des hydrocarbures**, que l'on ne rencontre pas uniquement en milieu marin.
- **Les pollutions radioactives** (Tritium…)

POURQUOI FAUT-IL LUTTER CONTRE LA POLLUTION DE L'EAU ?

➜ Préserver la qualité de l'eau ;

➜ Lutter contre la disparition de la faune et de la flore aquatique ;

➜ Préserver la santé humaine.



© Sentinelles de la nature

CONNAÎTRE LE DROIT

Quelles sont les règles ?

Trois articles du *Code de l'environnement* sont susceptibles de sanctionner un délit de pollution de l'eau, ce sont les articles *L. 216-6*, *L. 218- 73* et *L. 432-2*. L'article *L. 216-6* est une disposition

générale, très large dans sa formulation, alors que les articles *L. 218-73* et *L. 432-2* sont des dispositions spéciales. Ainsi, l'article *L. 216-6* sanctionne le délit de pollution des eaux en général, alors que l'article *L. 432-2* sanctionne le délit de pollution des eaux lorsque les rejets sont nuisibles à la vie piscicole, et l'article *L. 218-73* quand ils sont nuisibles à la faune et à la flore marine.

La pollution des eaux superficielles, souterraines ou de mer, dans la limite des eaux territoriales, ainsi que l'atteinte à la faune et à la flore aquatique, sont réprimées par le *Code de l'environnement*.

Comment s'appliquent-elles ?

Articles		
L. 216-6 C. env. Délit général de pollution des eaux	*L. 432-2 C. env.* Délit de pollution des eaux douces de surface	*L. 218-73 C. env.* Délit de pollution des eaux salées
Eaux concernées		
Eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales. (Couvre toutes les eaux)	Art. *L. 431-3* : les cours d'eau, canaux, ruisseaux et plans d'eau (pour ceux affluant à la mer, en amont de la limite de salure des eaux) à l'exception des eaux closes (art. *L. 431-4*) et des pisciculture (art. *L. 431-6* et *L. 431-7*).	En mer ou dans la partie des cours d'eau, canaux ou plans d'eau où les eaux sont salées
Nature et effet des substances déversées		
Substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé, la faune et la flore ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade. Dans son arrêt du 26 novembre 2013[1], la Cour de cassation précise que ce délit peut être caractérisé même en l'absence d'effets sur la santé ou le milieu naturel, dans le cas où des autorités auraient pris des mesures de restriction de l'usage de l'eau.	Substances quelconques dont l'action ou les réactions ont détruit le poisson ou nui à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire. La loi n'exige pas qu'il y ait eu destruction effective de poisson. Il suffit que le déversement de substances polluantes ait été susceptible de détruire le poisson, de nuire à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire (*Cass. Crim. 18 juill. 1995, n° 94-85249*) ou qu'il ait nui à son biotope (*Cass. Crim. 29 nov. 1995, n°94-85072*).	Substances ou organismes nuisibles pour la conservation ou la reproduction des mammifères marins, poissons, crustacés, coquillages, mollusques ou végétaux, ou de nature à les rendre impropres à la consommation.
Le rejet ou l'écoulement		
Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler directement ou indirectement dans les eaux.	Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler directement ou indirectement dans les eaux.	Pas de distinction selon si la pollution est d'origine tellurique (issu de la terre) ou provient d'un navire.

Les exceptions

L'article *L. 216-6* ne sanctionne pas, lorsqu'ils sont autorisés, les utilisations agricoles d'engrais et de pesticides, les vidanges de barrages, les rejets industriels, etc. (➜ voir Fiche - Distance d'utilisation des pesticides, Épandage illicite d'effluents d'élevage, Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)). En effet, il prévoit que « lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions [du premier alinéa] ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées ».

Parmi les trois articles, seul celui-ci prévoit une telle cause d'irresponsabilité pénale. Ainsi, le respect d'une autorisation de rejet ne peut exonérer le responsable de la pollution dans le cas des articles *L. 218-73 et L. 432-2 C. env (Cass. Crim. 19 nov 1997, n°96-86694).*

Les autorités compétentes

Sont habilités à rechercher et à constater les infractions :

- pour les trois infractions, les officiers et agents de police judiciaire mentionnés à l'art. *L. 172-1* du *Code de l'environnement* (OFB en premier lieu),
- pour l'infraction prévue à l'article *L. 216-6*, les agents mentionnés à l'art. *L. 216-3* (Agents de l'ONF, du littoral, gardes champêtres etc.) Les articles *L. 216-4* et *L. 216-5* établissent la liste de leurs pouvoirs ;
- pour l'infraction prévue à l'article *L. 432-2*, les agents mentionnés à l'art. *L. 437-1* ;
- pour l'infraction prévue à l'article *L. 218-73*, les personnes listées à l'art. *L. 218-77*.

Les sanctions

- Art. *L. 216-6 C. env.* : 2 ans d'emprisonnement, 75 000 euros d'amende. Le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu aquatique dans le cadre de la procédure.

➜ Suite page suivante

[1] Cour de cassation, criminelle, Chambre criminelle, 26 novembre 2013, 12-80.906,



REMARQUE :

Ces mêmes peines et mesures sont applicables au fait de jeter ou abandonner des déchets en quantité importante dans les eaux superficielles ou souterraines ainsi que dans les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, sur les plages ou sur les rivages de la mer. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux rejets en mer effectués à partir des navires.

- Art. *L. 432-2 C. env.* : 2 ans d'emprisonnement, 18 000 euros d'amende
- Art. *L. 218-73 C. env.* : 100 000 euros d'amende.

Les cas particuliers

1. Les cyanobactéries

Si vous observez une coloration de l'eau (bleue, verte, orangée…), parfois avec de la mousse, ce sont peut-être des algues bleues (cyanobactérie). En cas de contamination des eaux de baignade, les autorités (souvent le maire) informent le public et sont tenues de prendre toutes mesures utiles pour protéger la santé des baigneurs, allant jusqu'à l'interdiction de baignade (art. *D. 1332-15 C. santé pub*. sur la qualité des eaux de baignade).

Si vous constatez une telle pollution, alertez l'Agence Régionale de Santé qui fera des analyses. Informez également le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) de votre territoire.

2. La pollution des puits, lavoirs et fontaines

Si l'eau du puits, du lavoir ou de la fontaine est polluée (odeur, couleur, aspect…), prélevez un échantillon d'eau et transmettez-le à un laboratoire d'analyse agréé au titre sanitaire ou environnemental. Les prélèvements sont soumis à des règles que vous pourrez retrouver dans la fiche « Puits et fontaines pollués ou asséchés » de l'association Eaux et rivières de Bretagne. Une fois les résultats obtenus, alertez l'Agence Régionale de Santé et le maire de la commune. Vous pouvez aussi porter plainte contre X.

Si le puits, le lavoir ou la fontaine sont asséchés, alors que cela n'était jamais arrivé, faite venir un hydrogéologue et informez la structure animatrice du SAGE ainsi que la DDT(M).



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

A. Rejet ponctuel : vous découvrez des poissons morts, constatez une couleur bizarre, une écume anormale, une odeur suspecte, un rejet qui vous semble ponctuel, soudain et d'ampleur.

B. Rejet chronique : Vous voyez un rejet liquide, ou des matériaux déversés ou jetés. Il semble qu'il s'agisse d'un rejet chronique (pollution régulière), ou qui n'a pas provoqué de mortalité manifeste de la faune et de la flore.

Dans les deux cas, **prenez des photos,** y compris de l'origine présumée de la pollution. Si vous souhaitez prélever des échantillons, veillez à ce qu'ils le soient dans les règles de l'art (et placer le poisson ou l'échantillon d'eau dans un récipient hermétique, au frais, dans le noir le plus vite possible, le tout avec un maximum de précaution : gants, se rincer les mains...). Si vous ne parvenez pas à faire déplacer les agents assermentés, contactez la presse.

➜ QUE FAIRE ?

A. Dans le cas d'un rejet ponctuel :



© Sentinelles de la nature



© Sentinelles de la nature

Signalez rapidement les faits à la gendarmerie locale (si présence d'hydrocarbures) ou au Service départemental d'incendie et de Secours (SDIS) qui sont les plus rapides pour intervenir et faire cesser les faits.

Ensuite, contactez le service départemental de l'OFB ou la DDT(M). Si l'auteur des faits ne réagit pas de manière adaptée pour faire cesser la pollution ou y remédier, le préfet de département pourra lui ordonner de prendre des mesures adaptées qu'il détaillera (art. *L. 211-5 C. env)*.

Vous pouvez aussi prévenir l'association de pêche locale ou sa fédération départementale.

B. Dans le cas d'un rejet chronique :

Le caractère d'urgence est moins évident et les services de l'État peuvent décider de ne pas se déplacer. Si le rejet provient d'une installation industrielle, prévenez les inspecteurs des ICPE (DREAL Normandie).

Alertez-nous sur Sentinelles de la Nature de la façon la plus étayée possible en décrivant la couleur, l'odeur, voire la quantité du rejet. Localisez le plus précisément la source du rejet sur la carte interactive

et ajoutez des photos. Ce signalement sera transmis aux services de la préfecture, avec copie à l'OFB.

Enfin, vous pouvez aussi faire intervenir un huissier pour réaliser un constat (ces dépenses pourront être prises en charge par votre assurance si vous subissez une nuisance).



Liens utiles

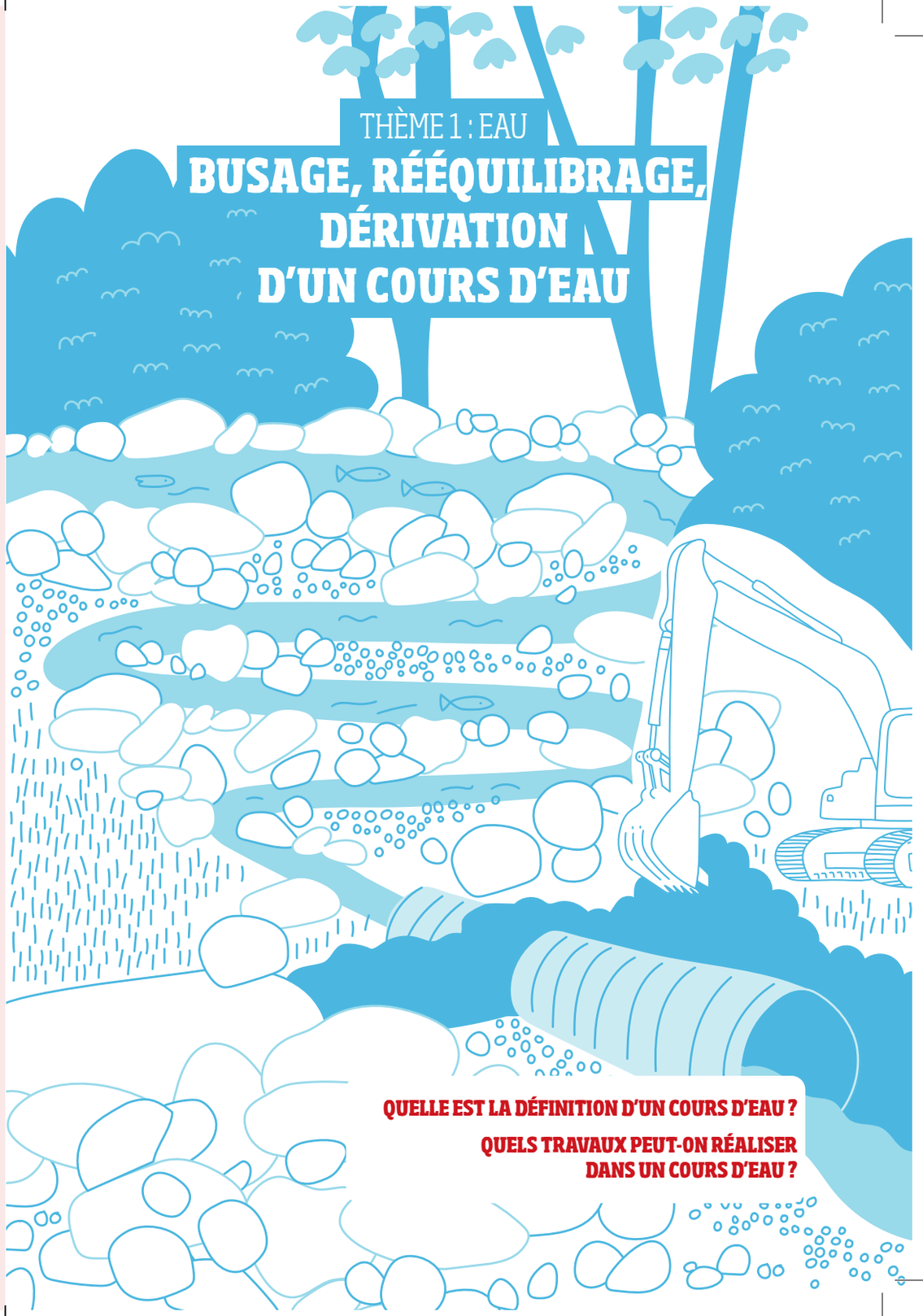
➜ Le portail de l'eau, point d'entrée sur Système d'Information sur l'Eau (SIE) : **http://www.eaufrance.fr**

➜ Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux : **http://www.cedre.fr/index.php**

➜ Les Agences de l'eau : **www.lesagencesdeleau.fr**

THÈME 1 : EAU

BUSAGE, RÉÉQUILIBRAGE, DÉRIVATION D'UN COURS D'EAU



QUELLE EST LA DÉFINITION D'UN COURS D'EAU ?

QUELS TRAVAUX PEUT-ON RÉALISER DANS UN COURS D'EAU ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définitions

Cours d'eau : l'article *L. 215-7-1 du Code de l'environnement* donne la définition d'un cours d'eau. Cette notion repose essentiellement sur :

- la présence et la permanence d'un **lit naturel à l'origine** ;
- l'alimentation par une source ;
- la **permanence d'un débit suffisant** une majeure partie de l'année (indice : indication du « cours d'eau » sur une carte IGN même si l'absence de cartographie n'exclut pas la qualification de cours d'eau).

Cette définition reprend les critères posés par l'arrêt du *Conseil d'État, 21 octobre 2011 « MEDDE c/EARL Cintrat », n°334322*. En pratique, u**n faisceau d'indices aide à caractériser l'existence d'un cours d'eau**[1] :

- la présence d'un écoulement indépendant des pluies (après 8 jours de pluie avec un cumul total < 10 mm) ;
- une berge de plus de 10 cm entre le fond et la surface du sol ;
- un substrat différencié du fond du cours d'eau par rapport à la parcelle voisine ;
- la présence d'organismes inféodés au milieu aquatique, ou de leurs traces (invertébrés et/ou végétaux).

POURQUOI LIMITER LES TRAVAUX DANS LES COURS D'EAU

•

Limiter les modifications durables des composantes physiques des cours d'eau (pente, profondeur, vitesse du courant, forme des berges, etc) pour limiter les répercussions sur le fonctionnement des écosystèmes (obstacle à la luminosité entraînant une baisse de la vie aquatique).

On distingue les cours d'eau domaniaux, qui font partie du domaine public fluvial, des cours d'eau non domaniaux qui n'en font pas partie.

Lit mineur d'un cours d'eau : espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.



© Canva

Busage d'un cours d'eau : installation de buses dans un cours d'eau, i.e. ouvrages constitués d'au moins un conduit transversal (en béton, en métal...), laissant circuler l'eau sous une route, une voie ferrée ou une autre structure. Le busage est une modification du profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau.

Recalibrage d'un cours d'eau : intervention sur une rivière consistant à reprendre en totalité le lit et les berges du cours d'eau dans l'objectif prioritaire d'augmenter la capacité hydraulique du tronçon. Cela implique l'accélération des flux et donc l'augmentation des risques de crues en aval.

[1] CE. ch. réunies. 22 février 2017, *Coordination rurale – Union Nationale* n° 395021

Dérivation d'un cours d'eau : Détournement d'un cours d'eau via un lit artificiel.

CONNAÎTRE LE DROIT

Le principe

Les Installations, Ouvrages, Travaux ou Activités (IOTA) figurant dans la nomenclature EAU sont soumis à une procédure d'autorisation ou de déclaration, en fonction des dangers ou inconvénients qu'ils représentent pour la ressource en eau et ses usages fondamentaux ainsi que pour la qualité ou la diversité des milieux aquatiques (art. *L. 214-1* et s. et art. *R. 214-1* et *s. C. env.*).

Cette nomenclature, annexée à l'article *R. 214-1* du *Code de l'environnement*, liste sous des rubriques numérotées les définitions techniques des IOTA. Le busage, le recalibrage et la dérivation d'un cours d'eau sont couverts par les rubriques 3.1.2.0, 3.1.3.0 et 3.1.1.0 de cette nomenclature :

Rubrique 3. 1. 2. 0.

Les installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3. 1. 4. 0[2], ou **conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :**

- sont soumis à autorisation s'ils portent sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m ;
- sont soumis à déclaration s'ils portent sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m.

Rubrique 3. 1. 3. 0.

Les installations ou ouvrages a**yant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique**s dans un cours d'eau :

- sont soumis à autorisation s'ils portent sur une longueur supérieure ou égale à 100 m ;
- sont soumis à déclaration s'ils portent sur une longueur supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m.

Rubrique 3. 1. 1. 0.

Les installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, **constituant un obstacle à la continuité écologique :**

- sont soumis à autorisation lorsqu'ils entraînent une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation ;
- sont soumis à déclaration lorsque cette différence de niveau est comprise entre 20 cm et 50 cm.

Les exceptions

L'autorisation ICPE vaut autorisation IOTA. Dans ce cas, les ICPE ne sont pas soumises aux règles de forme ni aux règles de procédure d'autorisation/déclaration des IOTA, mais sont soumises aux règles de fond qui s'appliquent à celles-ci.

[2] Consolidation ou protection des berges par des techniques autres que végétales vivantes.

Les autorités compétentes

Sont habilités à rechercher et à constater les infractions à ces dispositions les officiers et agents de police judiciaire et les inspecteurs de l'environnement mentionnés à l'article *L. 172- 1 C. env.* (ex : l'OFB ; art. *L. 216-3 C. env.*).

Les sanctions

Le fait d'effectuer de tels travaux ou ouvrages sans autorisation (art. *L. 173-1 C. env.*), sans déclaration préalable (art. *L. 173-2 C. env.*), en violation d'une décision d'opposition à déclaration ou de refus d'autorisation (art. *L. 173-1 C. env.*) est un délit puni d'1 à 2 ans d'emprisonnement et d'une amende pouvant aller jusqu'à 100 000 euros.



Recalibrage de la Risle © Richard Grège



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

Vous constatez qu'un ruisseau a été couvert, busé (présence de buses / anneaux en béton sur plusieurs mètres) ou recalibré (les méandres ont été supprimés, le cours d'eau est rectiligne...).

➜ QUE FAIRE ?

Vérifiez que l'aménagement est réalisé sur un cours d'eau (et non un fossé) :

- soit en consultant la carte IGN au 1/25000ème ;
- soit en consultant l'inventaire des cours d'eau de votre commune, souvent en ligne sur le site de la préfecture.

À défaut, cherchez à caractériser le cours d'eau à l'aide des critères admis par la jurisprudence (voir la définition supra).

Demandez à la Préfecture si une autorisation ou déclaration a été délivrée. Signalez les aménagements en cours à la DDT(M), la DREAL ou au service départemental de l'OFB en précisant



la situation géographique des aménagements (vous pouvez rechercher la parcelle cadastrale dont il s'agit sur www.cadastre.gouv.fr ou www.geoportail.gouv.fr). Envoyez une copie du courrier éventuel à FNE Normandie et **informez-nous de vos démarches sur le site Sentinelle de la nature.**

Ces services ont vocation à exercer un contrôle de terrain, pour constater la situation irrégulière et verbaliser l'infraction éventuelle.

En l'absence d'autorisation ou de déclaration, demandez une mise en demeure administrative (art. *L. 216-1 C. env.*) et que soit dressé un procès-verbal afin d'assurer la remise en état du site.

En cas de situation irrégulière, l'auteur de l'aménagement doit le régulariser en présentant une demande a posteriori. Si ces travaux ne peuvent être régularisés, le préfet doit déterminer les prescriptions techniques de remise en état des lieux. L'infraction pourra faire l'objet d'une sanction pénale indépendamment de cette régularisation éventuelle.



Liens utiles

➜ Le portail de l'eau : **http://www.eaufrance.fr**

➜ Les Agences de l'eau : **www.lesagencesdeleau.fr**

THÈME 1 : EAU

LA PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE



QU'EST-CE QU'UN CAPTAGE D'EAU POTABLE ?
COMMENT SONT-ILS PROTÉGÉS ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définitions

Points de captage d'eau potable : ouvrages de prélèvement d'eau dans les milieux naturels, via un système de prise dans les eaux superficielles ou de forage dans les eaux souterraines, en vue de la production et de la distribution d'eau potable.

Aire d'alimentation de captage : surface sur laquelle l'eau alimente le captage par infiltration ou ruissellement.



Périmètre rapproché de captage et culture de maïs © Francis Bia

POURQUOI PROTÉGER LES CAPTAGES D'EAU POTABLE ?

- ➜ Préserver la qualité de l'eau en réduisant la pollution de l'eau causée par des produits phytopharmaceutiques et autres polluants ;
- ➜ Préserver la santé humaine ;
- ➜ Favoriser une agriculture plus respectueuse de l'environnement ;
- ➜ Préserver la biodiversité proche ;
- ➜ Réduire le coût de traitement des eaux.

CONNAÎTRE LE DROIT

Les différents types de protection

La protection des points de captage d'eau potable s'inscrit dans un enjeu de santé publique. L'article *L. 1321-2* du *Code de la santé publique* prévoit la mise en place de mesures de protection « *en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux* ».

Une ordonnance du 22 décembre 2022[1] transpose la directive européenne du 16 décembre 2020 dite « *directive eau potable* », qui fixe de nouvelles règles pour protéger la santé humaine des risques de contamination des eaux potables.

Pour éviter les contaminations, la réglementation prévoit une protection sous forme de zonage. Il en existe trois :

- les **périmètres de protection de captage :** protègent le captage contre les pollutions ponctuelles et accidentelles
- la **zone de protection des aires d'alimentation de captage :** lutte contre les pollutions diffuses
- les **zones soumises à contraintes environnementales.**

➜ Suite page suivante

[1] Ordonnance n° 2022-1611 du 22 décembre 2022 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine

Les périmètres de protection de captage (PPC)

Zone de protection autour du point de captage permettant de limiter ou interdire certaines activités polluantes en instaurant des servitudes d'utilité publique. Sur demande du maire, un arrêté préfectoral portant déclaration d'utilité publique crée ces périmètres (art *L. 1321-2 C. santé pub.*). Vous pouvez consulter les servitudes qui s'imposent dans le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de votre commune. Il en existe 3 :

- **Périmètre de protection immédiate (PPI) :** terrains achetés par une collectivité pour interdire toute utilisation directe de substances polluantes. Il mesure entre quelques mètres et une centaine de mètres carrés autour du captage.
- **Périmètre de protection rapprochée (PPR) :** Il vise à conserver la qualité de l'environnement du captage en le protégeant de la migration souterraine de substances polluantes. Il correspond à une zone où peuvent être interdits ou réglementés certains aménagements, travaux, activités, occupation du sol, dépôts susceptibles de nuire directement ou indirectement à la qualité de l'eau (forage, épandage, dépôt d'ordures ménagères…). Lorsque la collectivité est propriétaire des terres situées dans ce périmètre, elle peut, lors de la conclusion ou du renouvellement d'un bail rural, contraindre le locataire à respecter certains modes d'utilisation du sol pour préserver la qualité de l'eau (réduire ou supprimer les produits phytosanitaires, pâtures, limiter le nombre d'animaux sur la parcelle…). Il mesure entre une dizaine et plusieurs dizaines d'hectares.
- **Périmètre de protection éloignée (PPE : facultatif) :** Permet de réglementer le même type d'activités que le PPR. Il est mis en place notamment en fonction de la nature du terrain. Il prolonge le PPR pour renforcer la protection.

La zone de protection des aires d'alimentation de captage (AAC)

Une AAC constitue la surface sur laquelle l'eau qui s'infiltre ou ruisselle alimente le captage (elle englobe les 3 PPC). Facultative, la zone de protection permet de lutter contre les pollutions diffuses. Cette protection passe par l**a mise en place d'un programme d'action réglementant les pratiques agricoles** pour préserver l'eau qualitativement et quantitativement (art *L. 211-3 C. env.*). Cette zone, plus large, peut s'ajouter aux périmètres de protection de captage. Son régime juridique est le même que celui des zones sous contraintes environnementales.

Les zones soumises à contraintes environnementales (ZSCE)
(art. L. 114-1 et s. et R. 114-1 et s. C. rur.)

Elles correspondent aux secteurs nécessitant des règles particulières pour préserver des intérêts environnementaux. **Elles s'appliquent aux zones d'érosion, aux zones humides d'intérêt environnemental particulier, aux bassins connaissant d'importantes marées vertes et aux zones de protection des aires d'alimentation de captage** (art *R. 114-1 C. rur.*).

Pour protéger les intérêts environnementaux, sont mis en place des programmes d'actions qui favorisent voire imposent des pratiques culturales spécifiques (couverture végétale, gestion des intrants, diversité des cultures, maintien ou création des haies... art. *R. 114-6 C. rur.*). Un arrêté préfectoral peut les rendre obligatoires (art. *R. 114-8 C. rur.*).



À SAVOIR :

En plus de ces protections, des programmes d'action sont mis en place pour lutter contre la pollution de l'eau due aux nitrates d'origine agricole (➜ voir Fiche - Épandage illicite d'effluents d'élevage).

L'actualité juridique

Le stationnement de caravanes à usage d'habitation et de véhicules sur une parcelle privée constitue un trouble manifestement illicite, du fait du risque de pollution des captages d'eau. L'interdiction de stationnement est parfaitement proportionnée au regard de la salubrité publique et du risque de compromettre l'alimentation en eau potable de la population. (CA Chambéry, 05/10/2023[2])



Captage de Saint Nicolas © Philippe Morgoun

Les sanctions

- **Le non-respect des mesures du programme d'actions obligatoires** dans les zones soumises à contraintes environnementales et zones de protection des aires d'alimentation de captage est puni d'une amende maximale de 1 500 €, pouvant aller jusqu'à 3 000 € en cas de récidive (art. *R. 114-10 C. rur. et 132-11 C. pénal*).
- **Le non-respect des règles applicables aux périmètres de protection :**
  - **Sanctions administratives** prises par le préfet : mise en demeure, exécution d'office, consignation, suspension ou suppression de l'activité (art. *L. 1324-1 A et B, C. santé pub.*).
  - **Sanctions pénales :**
    - un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende (art. *L. 1324-3 C. santé pub.*).
    - trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende en cas de pollution des eaux dans la zone de captage (art. *L. 1324-4 C. santé pub.*).

[2] 5 octobre 2023, Cour d'appel de Chambéry, RG n° 22/01709

Les autorités compétentes

Peuvent rechercher et constater les infractions précitées (art. *L. 1324-1 C. santé pub.*) :

- Les officiers de police judiciaire.
- Les agents mentionnés à l'article *L. 1312-1* du *Code de la santé publique*, habilités et assermentés à cet effet (médecins inspecteurs de santé publique, inspecteurs de l'action sanitaire et sociale, ingénieurs du génie sanitaire...).
- Les agents mentionnés aux articles *L. 172-4 et L. 216-3* du *Code de l'environnement*, pour la méconnaissance des règles relatives aux périmètres de protection (fonctionnaires, agents de l'Etat, agents des collectivités, ingénieurs au service de l'ONF...).



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

Vous constatez que des substances polluantes ont été utilisées / déposées / épandues dans un des périmètres / zones où elles sont normalement interdites ou réglementées.

➜ QUE FAIRE ?

Assurez-vous que l'utilisation ou le dépôt est autorisé. Prenez des photos de la pollution et de l'origine présumée de celle-ci. Prévenez les autorités compétentes pour qu'elles constatent les faits et fassent cesser le trouble le cas échéant. Alertez FNE Normandie sur Sentinelles de la Nature et informez-nous de vos démarches et des retours obtenus.



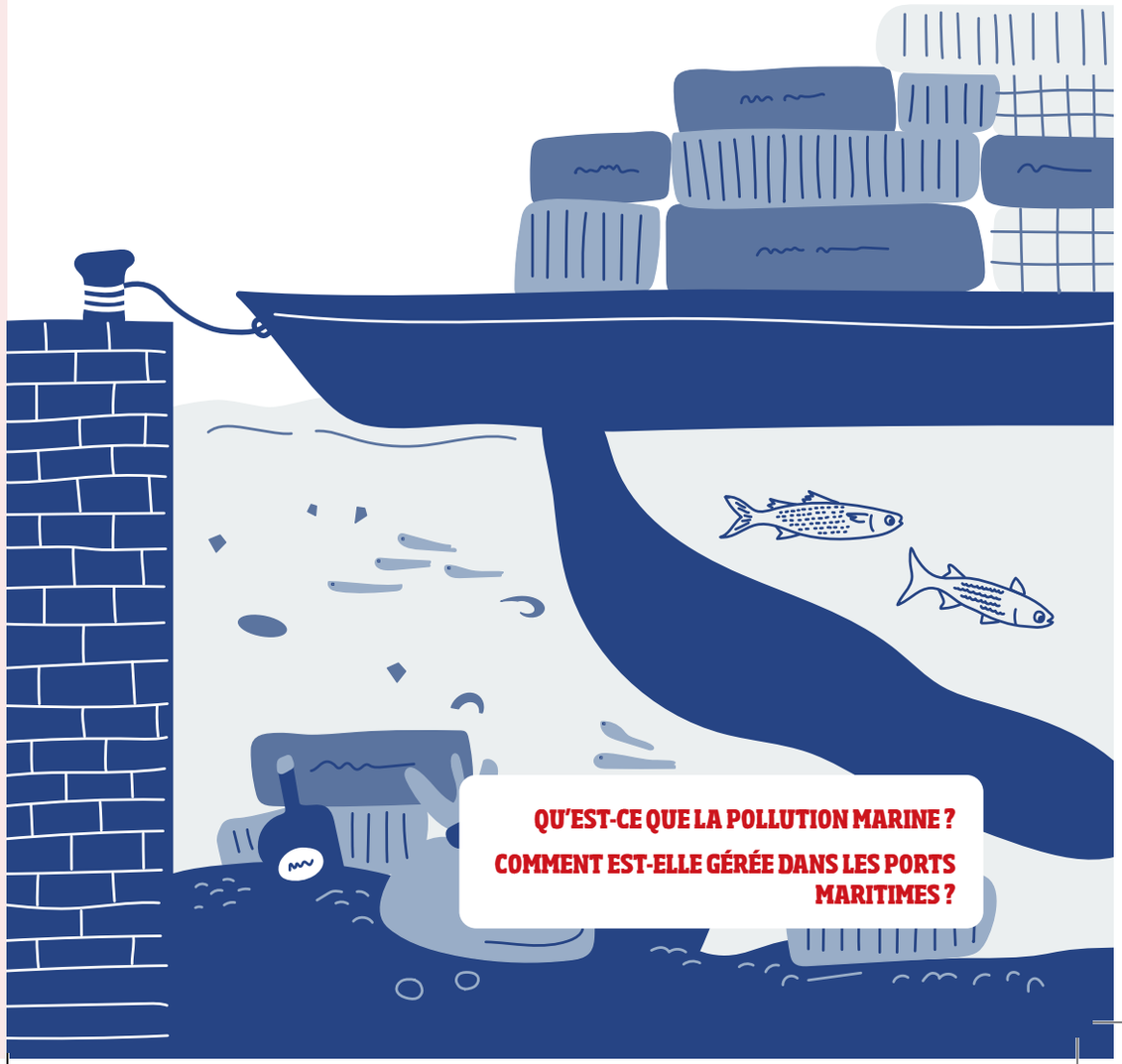
Liens utiles

➜ Guide « **protection d'aire d'alimentation de captage en eau potable** » (Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt)

➜ Aire d'alimentation de captage : **https://aires-captages.fr/page/quest-ce-quun-captage**

THÈME 2 : LITTORAL

POLLUTION MARINE : LE CAS DE LA POLLUTION DANS LES PORTS MARITIMES



QU'EST-CE QUE LA POLLUTION MARINE ?

COMMENT EST-ELLE GÉRÉE DANS LES PORTS MARITIMES ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définitions

Domaine public portuaire : ouvrages ou installations appartenant à une personne publique, destinés à assurer la sécurité et la facilité de la navigation maritime (art. *L. 2111-6 CGPPP*)

Pollution marine d'origine tellurique : ensemble des polluants d'origine terrestre qui atteignent les mers et océans, soit par déversement ou dépôt à partir de la côte, soit par les cours d'eau, canalisations, eaux de ruissellement…

Déchets d'exploitation des navires : tous les déchets, y compris les eaux usées, et les résidus autres que les résidus de cargaison, produits durant l'exploitation d'un navire.

Résidus de cargaison : les restes de cargaison à bord qui demeurent dans les cales ou dans les citernes à cargaison après la fin des opérations de déchargement et de nettoyage, y compris les excédents et quantités déversées lors du chargement ou du déchargement.

POURQUOI LUTTER CONTRE CETTE POLLUTION ?

➜ Réduire la dégradation du littoral ;

➜ Préserver les milieux naturels proches des ports ;

➜ Préserver la santé humaine ;

➜ Maintenir l'économie littorale ;

➜ Réduire le taux de mortalité de la faune causée par cette pollution (ingestion de déchets, blessure, intoxication…).

CONNAÎTRE LE DROIT

De manière générale, la pollution marine d'origine tellurique est réglementée par des textes internationaux (Convention de Paris (OSPAR) du 22/09/1992 pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est), européens (directive-cadre sur l'eau (DCE) du 23/10/2000 ; directive- cadre « stratégie pour le milieu marin » (DCSMM) du 17/06/2008) et français (loi Grenelle 2 de l'environnement du 12/07/2010, décret n°2011/492 du 5 mai 2011...). Ces textes mettent en place des réseaux de suivi et de surveillance de la qualité des eaux marines et littorales.

Principes applicables à la conservation du domaine public portuaire

- **Interdiction « *de porter atteinte au bon état et à la propreté du port et de ses installations,*** notamment de jeter dans les eaux du port tous déchets, objets, terre, matériaux ou autres » (art. *L. 5335-2 C. transp.*).
- **Interdiction d'accès au port pour tout navire qui présenterait un risque pour l'environnement,** sauf lorsque le navire a besoin d'assistance ou pour supprimer ou réduire le risque de pollution (art. *L. 5334-4 C. transp.*).

Règles relatives aux déchets d'exploitation et résidus de cargaison

Plusieurs obligations existent pour gérer ces déchets :

- Chaque port doit mettre en place **un plan de réception et de traitement de ces déchets** (art. *L. 5334-9-1 eC. transp*). L'arrêté du 11 août 2022[1] en fixe le contenu.
- Le capitaine d'un navire doit **déposer, avant de quitter le port, ses déchets d'exploitation** et résidus de cargaison dans les installations créées à cet effet (art. *L. 5334-8-2 C. transp.*).
- Pour les ports dont l'activité dominante est le commerce ou la pêche, o**bligation de respecter le règlement général de police.** Il interdit notamment « de porter atteinte au plan d'eau et à la conservation de ses profondeurs et au bon état des quais » (art. *R. 5333-28 C. transp.*).



© Canva

Les autorités compétentes :

Les autorités compétentes pour constater les contraventions de grande voirie dû au non respect de l'obligation de propreté des ports sont:

- les officiers de port et officiers de port adjoints ;
- les surveillants de port mentionnés,
- les auxiliaires de surveillance,
- les agents des grands ports maritimes et des ports autonomes assermentés à cet effet devant le tribunal de grande instance,
- les officiers et agents de police judiciaire…

Pour les autres infractions, sont compétentes les autorités mentionnées à l'article *L. 172-1* du *Code de l'environnement* (officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement…).



© Canva

Les sanctions :

- Non dépôt des déchets avant de quitter le port : amende de 4 000 à 40 000 € en fonction de la taille du navire, bateau ou engin flottant (art. *L. 5336-11 C. transp.*).
- Pour les contraventions de grande voirie (non-respect de la propreté du port, non-respect des obligations du règlement général de police) : amende d'un montant maximum de 1 500 €, ou 3 000 € en cas de récidive (art *L. 2132-26 CGPPP*).

[1] Arrêté du 11 Août 2022 relatif aux opérations de dépôt de déchets dans les ports



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

Vous constatez qu'un navire déverse des déchets dans un port.

➜ QUE FAIRE ?

Prenez des photos de la pollution et de l'origine présumée de celle-ci.

Prévenez les autorités portuaires compétentes (HAROPA ou la Gendarmerie maritime) pour qu'elles constatent les faits et fassent cesser le trouble le cas échéant. Informez FNE Normandie de vos démarches via Sentinelles de la Nature.



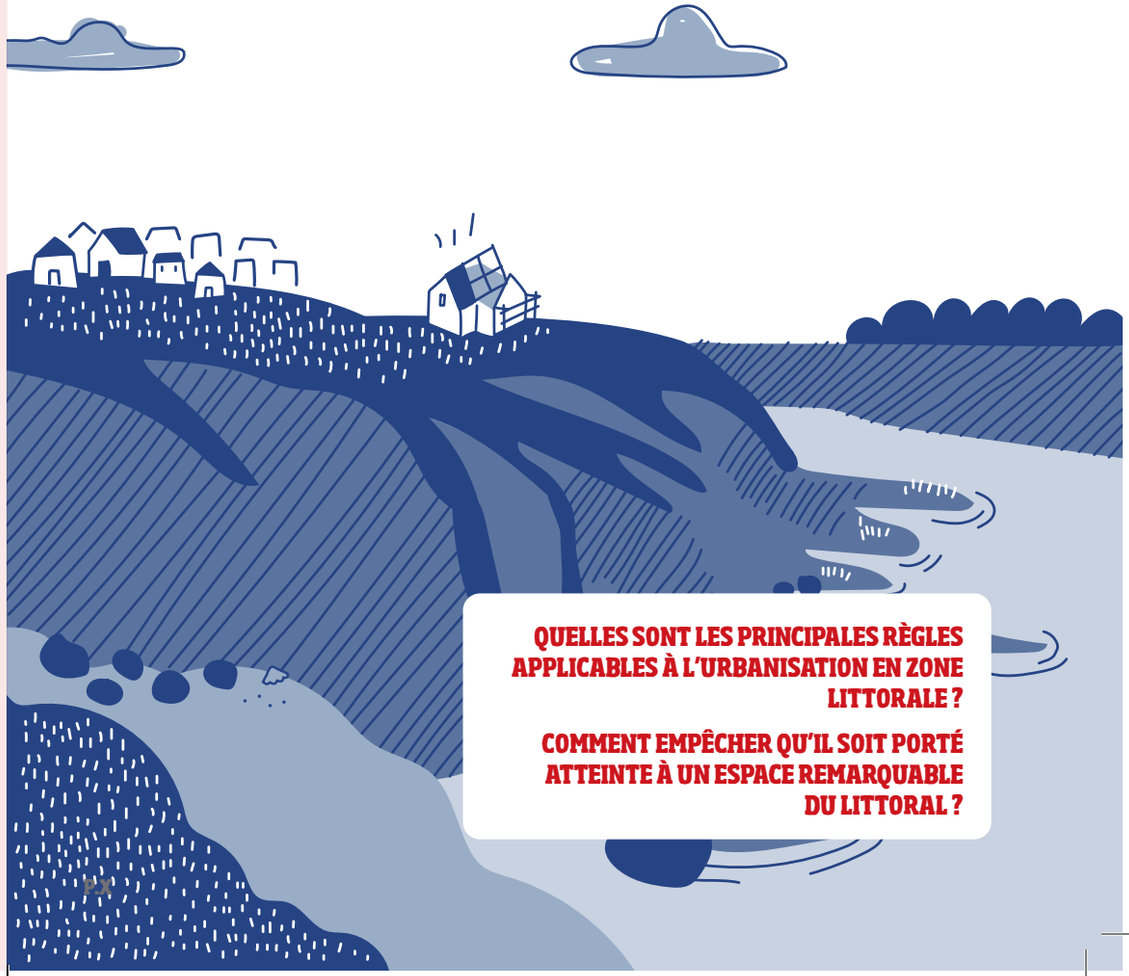
Liens utiles

➜ CEDRE :
https://wwz.cedre.fr/Ressources/Publications/Guides-operationnels/Pollutions-portuaires

➜ Ensemble des textes relatifs à la pollution marine :
Déchets d'exploitation et résidus des cargaisons de navire | AIDA

THÈME 2 : LITTORAL

URBANISATION ILLICITE : LE CAS DU LITTORAL



QUELLES SONT LES PRINCIPALES RÈGLES APPLICABLES À L'URBANISATION EN ZONE LITTORALE ?

COMMENT EMPÊCHER QU'IL SOIT PORTÉ ATTEINTE À UN ESPACE REMARQUABLE DU LITTORAL ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définitions



© Canva

Loi Littoral : elle pose des principes visant à enrayer le mouvement d'urbanisation continue du bord de mer. Ces principes viennent s'additionner aux règles d'urbanisme déjà applicables sur l'ensemble du territoire. La loi Littoral s'applique à l'ensemble des communes riveraines, même sur une très faible portion de leur territoire, des mers, océans, étangs salés, estuaires et deltas et des plans d'eau intérieurs de plus de 1000 ha (art. *R. 321-2 C. env.*).

POURQUOI LUTTER CONTRE CETTE POLLUTION ?

Limiter l'artificialisation des sols (logements, infrastructures de transport, implantation d'activités industrielles ou commerciales…). Cette artificialisation participe à :

➜ La dégradation des milieux naturels ;

➜ L'érosion de la biodiversité ;

➜ La dégradation des paysages.

Espace remarquable du littoral : L'article *R. 121-4* du *Code de l'urbanisme* liste un certain nombre d'espaces littoraux faisant l'objet d'une protection spécifique en raison de leur caractère remarquable ou caractéristique du patrimoine naturel et culturel. Sont notamment protégés les dunes, les landes côtières, les plages, les estrans, les falaises, les zones boisées proche du rivage, les parties naturelles des estuaires, les marais, les vasières, les zones humides, les formations géologiques...

Espace proche du rivage : Une zone peut être qualifiée d'espace proche du rivage à partir de critères déterminés par la jurisprudence comme la distance du rivage, les caractéristiques des espaces séparant les terrains de la mer ou encore l'existence d'une co-visibilité entre le terrain et la mer. Dans une telle zone, des règles d'urbanisme spécifiques s'appliquent.

CONNAÎTRE LE DROIT

Rappel des règles d'urbanisme générales

L'urbanisation est interdite ou réglementée :

- Selon certains zonages déterminés par des documents d'urbanisme : les zones agricoles (ZA) et naturelles (ZN) des PLU(i)…
- Dans les espaces protégés (➜ voir Fiche - Atteinte aux espaces protégés).
- Dans certains périmètres : autour d'installations dites dangereuses (ICPE), en zone inondable, dans les périmètres de protection des captages d'eau potable…



À NOTER :

pour la majorité des constructions, le porteur de projet doit entreprendre des démarches de déclaration ou de demande d'autorisation (permis de construire, d'aménager, de démolir...) avant de commencer les travaux (art. *L. 421-1* et *suiv. C. urb.*).

Par exemple, **le permis de construire est obligatoire :**

- **Pour toute construction nouvelle,** sauf celles bénéficiant d'une déclaration préalable et celles listées aux articles *R. 421-2* à *R. 421-8-2* du *Code de l'urbanisme* (piscines de moins de 10 m², abris de jardin de moins de 5m2...). **Pour les travaux sur des constructions existantes** (agrandissement...) dont la surface de plancher ou l'emprise au sol est supérieure à 20 m² (Article *R. 421-14*).

Ces déclarations et autorisations doivent, le cas échéant, se conformer au document d'urbanisme applicable sur la commune (PLU(i), carte communale, etc.), qui doit lui-même respecter la loi Littoral.



ATTENTION :

En l'absence de document d'urbanisme, tout projet doit prendre en compte son intégration dans le paysage. En effet, il « peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions [...] sont de nature à porter atteinte [...] aux paysages naturels » (art. *R. 111-27 C. urb.*).

Les principes applicables au littoral

Plusieurs règles de protection du littoral figurent dans le *Code de l'urbanisme* (ex : construction de routes, servitude de passage, activité de camping / caravaning, etc.), voici les principes majeurs de la loi Littoral :



© Canva

Interdiction de porter atteinte aux espaces remarquables du littoral

Ces espaces sont les « espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables aux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques » (art. *L. 121-23 C. urb.*). Souvent, les espaces remarquables sont identifiés dans le document d'urbanisme (PLU(i)). Dans tous les cas, un espace remarquable au sens de la loi Littoral peut être identifié par le juge, au cas par cas.

Inconstructibilité sur une bande de 100 mètres à compter de la limite haute du rivage (art. *L. 121-16 C. urb.*)

ATTENTION : cette règle d'inconstructibilité ne s'applique pas :

- Dans les espaces déjà urbanisés, que cette urbanisation soit pavillonnaire, collective, industrielle ou touristique. La nature « urbanisée » ou non d'un espace est définie au cas par cas par le juge (par exemple, n'est pas urbanisé un espace contenant un habitat diffus) (Art. *L 121-8 C.urb.*).
- Aux constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau (art. *L. 121-17 C. urb.*).

Limitation de l'extension de l'urbanisation des espaces proches du rivage (art. *L. 121-13 C. urb.*)

L'extension d'urbanisation doit être limitée et doit soit :

- être justifiée dans le PLU(i), selon des critères liés à la configuration des lieux ou à l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau,
- être conforme aux dispositions d'un Schéma de cohérence territoriale (SCOT),
- être accordée par le préfet.

La simple extension d'une construction peut être considérée comme une extension de l'urbanisation. Le caractère « limité » de l'extension est apprécié au cas par cas par le juge qui s'appuie sur des critères tels que l'implantation, l'importance, la densité et la destination des constructions[1].

[1] Exemple de jurisprudence sur le sujet : https://www.village-justice.com/articles/loi-littoral-121-agrandissement-extension-annexe-zone-urbanisation-diffuse,55059.html

L'extension de l'urbanisation en continu avec l'existant (art. *L. 121-8 et suivant C. urb.*)

Cette extension doit se réaliser en continuité avec les agglomérations et villages existants. Sinon, « dans les secteurs déjà urbanisés autres que les agglomérations et villages, des constructions et installations peuvent être autorisées, en dehors de la bande littorale de cent mètres, des espaces proches du rivage et des rives des plans d'eau, à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement et d'implantation de services publics, lorsque ces constructions et installations n'ont pas pour effet d'étendre le périmètre bâti existant ni de modifier de manière significative les caractéristiques de ce bâti ».

Cette règle s'applique sur l'ensemble du territoire des communes littorales (y compris dans la bande de 100 m et dans les espaces proches du rivage) et vise à éviter le mitage, notamment en comblant les « dents creuses ». Comme les autres notions de la loi Littoral, la notion de « continuité » est appréciée au cas par cas par le juge. Dans son arrêt du 22 avril 2022 (req. n° 450229), le Conseil d'Etat invite à prendre en considération l'ensemble de l'environnement du terrain d'assiette du projet et non les seuls terrains contigus. On peut par exemple relever qu'une distance de 200 m du lieu-dit le plus proche ou de 100 m du bourg exclue la notion de continuité. L'interposition de certains éléments entre l'agglomération et le projet (zones naturelles, route, etc.) peut également l'exclure. Par exception, les constructions ou installations liées aux activités agricoles ou forestières peuvent être autorisées avec l'accord du préfet, si elles ne sont pas de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux paysages.

Par exception, l'ordonnance du 6 avril 2022 sur l'aménagement durable des territoires littoraux permet, à de strictes conditions, de déroger au principe d'extension en continuité de l'urbanisation et à l'interdiction d'étendre le périmètre bâti existant des « secteurs déjà urbanisés », pour mettre en œuvre une opération de relocalisation de biens menacés par l'érosion. Une telle opération nécessite « l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat » et l'avis (simple) de la CDNPS[2]; d'autre part, elle doit se réaliser « en dehors des espaces proches du rivage, des espaces et milieux à préserver mentionnés à l'article *L. 121-23* et d'une bande d'une largeur d'un kilomètre à compter de la limite haute du rivage » (*C. urb., art. L. 312-9 1°*).

Enfin, la CAA de Nantes considère dans sa décision du 9 janvier 2026[3] qu'une opération en zone urbanisée ne peut être considérée comme extension d'urbanisation que si elle conduit à étendre ou renforcer de manière significative l'urbanisation de quartiers périphériques ou si elle modifie de façon importante les caractéristiques ou la densité d'un quartier.



CAS PARTICULIER :

si les constructions ou aménagements sont réalisés conformément à une autorisation, l'infraction pénale sera constituée seulement si les travaux sont réalisés après l'annulation de l'autorisation (par le juge administratif, sur le fondement par exemple de la loi Littoral).

[2] Commission départementale de la nature, des paysages et des sites.
[3] CAA de Nantes, 2ème chambre, 09/01/2026, 24NT03462

Les sanctions

Sanctions administratives (art. *L. 480-2 C. urb.*) : lorsque des constructions sont réalisées sans permis ou après suspension de celui-ci par le juge, le maire doit adopter un arrêté ordonnant l'interruption des travaux. Le préfet doit se substituer à lui en cas de carence. Le procureur peut également ordonner l'interruption.

Sanctions pénales (art. *L. 480-4 C. urb.*) :

- Pour les constructions et aménagements réalisés sans déclaration/autorisation ou en méconnaissance de celle-ci : une amende comprise entre 1 200 euros et 6 000 ou 300 000 euros selon les cas.
- Peut s'ajouter à cette condamnation celle liée à la destruction d'un espace remarquable du littoral, qui constitue un délit autonome.
- Ces peines « peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou autres personnes responsables de l'exécution des dits travaux ».



ATTENTION :

Si l'autorisation était conforme au document d'urbanisme applicable, il conviendra de démontrer que ce dernier est contraire à la règle dont il est demandé le respect pour que l'autorisation soit annulée.

La question de la remise en état des lieux (art. *L. 480-5* et *s. C. urb.*) : seuls les tribunaux de l'ordre judiciaire ont la faculté d'ordonner la destruction des constructions illicites et la remise en état des lieux. Lorsque la construction est édifiée conformément à un permis de construire, la démolition ne peut être ordonnée qu'après que le permis ait été annulé par la juridiction administrative et dans des conditions strictes.



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

A. Vous constatez que des travaux de terrassement viennent de débuter dans un espace proche du rivage, sans qu'aucun permis de construire n'ait été affiché sur le terrain.

B. Un permis de construire est affiché, annonçant la construction d'une maison sur un espace situé à moins de 100 mètres du rivage et dans un espace actuellement non urbanisé.



➜ QUE FAIRE

A. Assurez-vous auprès de la mairie qu'aucun permis de construire n'ait été accordé pour autoriser ces travaux. Alertez alors les services de la mairie et demandez au maire d'une part de constater l'illégalité des travaux, d'autre part de faire usage des pouvoirs qu'il tire de l'article *L. 480-2* du *Code de l'urbanisme* pour ordonner l'interruption immédiate des travaux. En cas d'inaction de celui-ci, alertez le préfet afin qu'il se substitue au maire défaillant. En parallèle, vous pouvez porter plainte auprès du procureur de la République en signalant à celui-ci qu'il y a urgence à ordonner l'interruption des travaux.

B. Écrivez à la mairie par la voie d'un recours gracieux demandant le retrait du permis de construire en raison de son illégalité au regard de la loi Littoral, via une lettre recommandée avec accusé de réception. Pensez à mettre le bénéficiaire du permis en copie de ce recours gracieux, sous la même forme.

Alertez en parallèle FNE Normandie. En fonction de la réponse de la mairie, il sera peut-être nécessaire d'envisager un recours auprès du tribunal administratif afin que celui-ci suspende l'exécution du permis de construire en question.



Liens utiles

➜ Site du Ministère de la Cohésion des Territoires sur la loi Littoral : **https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/loi-relative-lamenagement-la-protection-et-la-mise-en-valeur-du-littoral**



THÈME 3 : BIODIVERSITÉ

ATTEINTES AUX ESPÈCES PROTÉGÉES

QU'EST-CE QU'UNE ESPÈCE PROTÉGÉE ?

DE QUELLES MENACES CES ESPÈCES SOUFFRENT-ELLES ?

QU'EST-CE QU'UNE ATTEINTE À UNE ESPÈCE PROTÉGÉE ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Quelles espèces sont concernées ?

En France, les mesures de protection de la faune et de la flore sauvage ne concernent que certaines espèces animales non domestiques et certaines espèces végétales non cultivées.

Espèce animale non domestique : « Sont considérées comme des espèces animales non domestiques celles qui n'ont pas subi de modification par sélection de la part de l'homme » *(art. R. 411-5 C. env.*).

Espèce végétale non cultivée : « Sont considérées comme des espèces végétales non cultivées celles qui ne sont ni semées, ni plantées à des fins agricoles ou forestières » (*art. R. 411-5 C. env.*).

CONNAÎTRE LE DROIT

Les grands principes

La protection de la faune et de la flore sauvage est prévue à l'article *L. 411-1* du *Code de l'environnement*. Les espèces protégées sont énumérées dans des listes nationales établies par arrêtés ministériels sur le fondement de l'article *R. 411-1* du *Code de l'environnement*. Ils définissent pour chaque « famille » les espèces protégées et leur statut de protection. Cette protection peut être intégrale ou partielle (les interdictions ne s'appliquent que pour préserver les espèces de certains actes : destruction du nid ou des œufs, alors que la destruction du spécimen est autorisée par exemple).

Concernant les espèces animales, les activités susceptibles d'être interdites en vertu de l'article *L. 411-1* du *Code de l'environnement* sont les suivantes : la destruction et l'enlèvement des spécimens, des œufs ou des nids ; la capture, la perturbation intentionnelle, la mutilation, la naturalisation ; le transport des spécimens vivants ou morts, le colportage, l'utilisation, la détention ; la mise en vente, la vente ou l'achat des spécimens vivants ou morts.

POURQUOI PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ ?

➜ Préserver les services écosystémiques[1] qu'elle fournit et ainsi éviter le coût correspondant à la création artificielle de ces services disparus ;

➜ Conserver son rôle bénéfique sur l'économie agricole : pollinisation, lutte naturelle contre les parasites (coccinelles contre les pucerons), production de foin pour le bétail ;

➜ Faire face à l'effondrement de la biodiversité et aux changements climatiques.



Papillon flambé © Pixabay

[1] Services rendus par les écosystèmes. Exemple : production d'oxygène par les végétaux.

Par ailleurs, sont interdites la destruction, l'altération ou la dégradation des habitats de ces espèces. Les espèces non domestiques non protégées (qui ne sont pas inscrites sur une liste) peuvent avoir le statut d'espèce susceptibles d'occasionner des dégâts (ESOD), d'espèce invasive et/ou de gibier.

La loi d'orientation agricole (LOA) adopté le 24 mars 2025 a apporté une difficulté à la protection des espèces protégées (article *L. 415-3 C.env*) : désormais, seules les atteintes « intentionnelles » ou consécutives à une « négligence grave » pourront faire l'objet de poursuites pénales (alors qu'auparavant, la démonstration d'une simple négligence suffisait).

Concernant les espèces végétales, sont interdits, la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel.



Prêle des bois © Pexels

Les exceptions

Des dérogations aux interdictions précitées peuvent être accordées dans certaines circonstances (art. *L. 411-2 C. env*). Toutes les demandes de dérogations doivent faire l'objet d'une procédure d'information et de consultation préalable du public (art. *L. 120-1 C. env.*). À défaut de dérogation, une infraction pénale est constituée (art. *L. 415-3. C. env.*).

Les autorités compétentes

Sont notamment habilités à rechercher et à constater les infractions à ces dispositions les officiers et agents de police judiciaire et les inspecteurs de l'environnement mentionnés à l'article *L. 172-1* du *Code de l'environnement* (notamment les agents de l'OFB).

Les sanctions

Toute violation des interdictions précitées est punie de 3 ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende (art. *L. 415- 3 C. env.*). Le fait de perturber de manière intentionnelle des espèces animales non domestiques protégées est puni d'une amende de 4e classe (750 euros – art. *R. 415- 1 C. env.*).

En cas d'atteinte non-intentionnelle, une amende administrative de 450 euros sera encourue et pourra être remplacée ou accompagnée d'un stage de sensibilisation aux enjeux de la protection de l'environnement, en dehors des cas de récidive (art *L. 171-7-1 C. env.*).



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

A. Vous êtes témoin de la dégradation d'un habitat d'une espèce protégée, de tirs de coup de fusil sur des oiseaux appartenant à une espèce protégée. Vous constatez que des espèces végétales protégées ont été arrachées ou détruites pour permettre la création d'un itinéraire de randonnée pédestre. Vous constatez des dégradations dans le périmètre d'un arrêté de protection de biotope (voir Fiche - Atteinte aux espaces protégés).

B. Vous êtes témoin de la vente d'animaux protégés, vivants ou morts…

➜ QUE FAIRE ?

A. Si vous observez une atteinte à une espèce sauvage :

- Contactez les agents de l'OFB, la gendarmerie, ou remplissez la fiche de signalement. Alertez FNE Normandie sur Sentinelles de la Nature et informez-nous de vos démarches et des retours obtenus.
- Vous pouvez en outre écrire un courrier au maire pour signaler les faits. Demandez notamment si une dérogation au titre du *Code de l'environnement* a été obtenue et si oui, demandez les documents en question pour pouvoir les transmettre à FNE Normandie.
- Pour les animaux sauvages blessés, contactez le centre de sauvegarde de la faune sauvage le plus proche (➜ voir Fiche - Actes de chasse).

B. Si vous êtes témoins de la vente d'espèces protégées (ex : dans un supermarché, chez un taxidermiste, dans une brocante, une vente aux enchères), prenez des photos et contactez l'association de protection de la nature la plus proche. N'oubliez pas de remplir une fiche alerte sur le site Sentinelles de la nature.



Liens utiles

➜ Centre de sauvegarde de la faune sauvage le CHENE :
https://www.associationchene.com

➜ Suite page suivante



➜ Liste rouge[2] des espèces menacées :
https://uicn.fr/listes-rouges-especes-menacees/

➜ Liste des arrêtés ministériels de protection, site de la DREAL Normandie et de l'OFB:

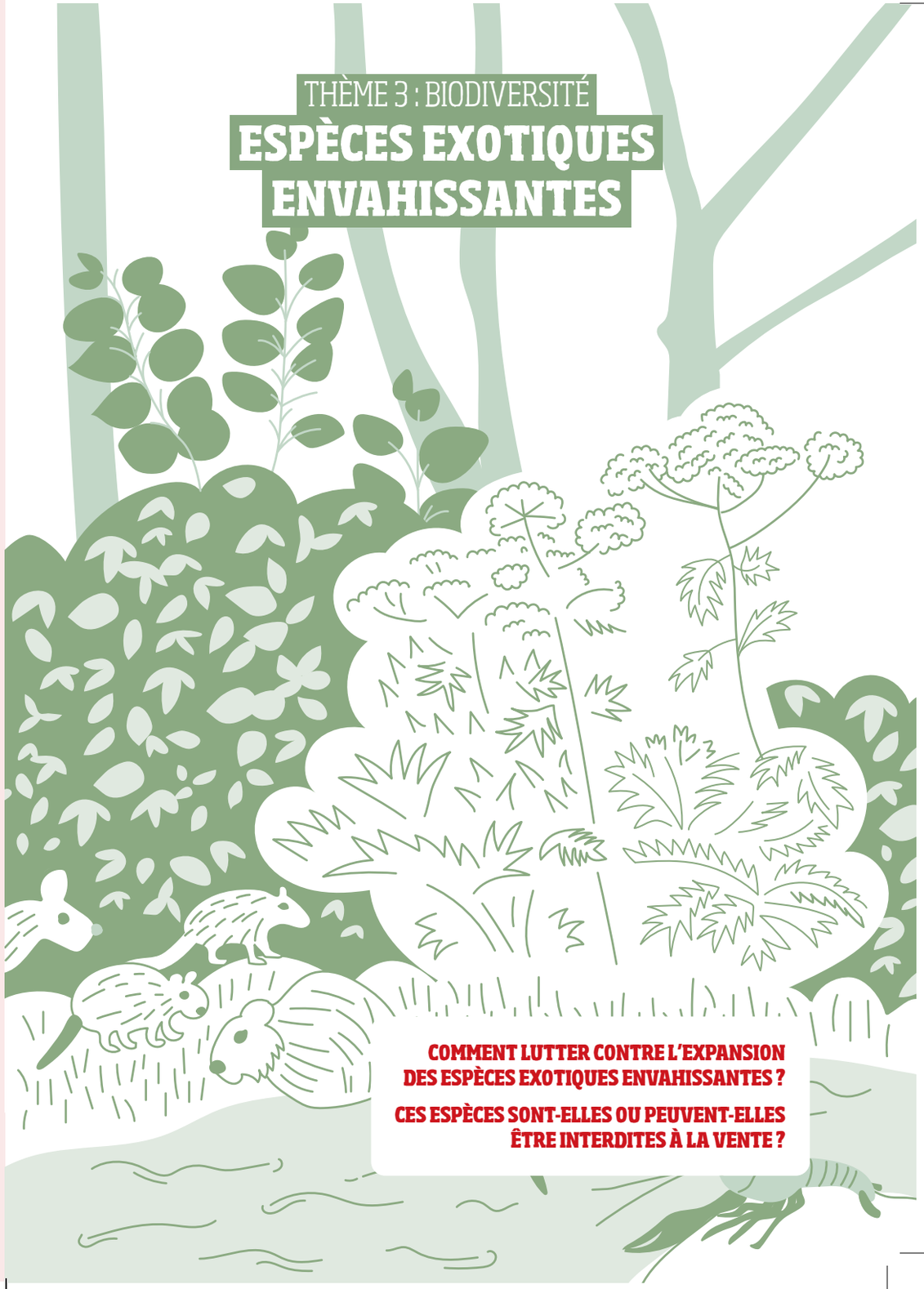
- **http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/les-especes-protegees-a2920.html**
- **https://patbiodiv.ofb.fr/textes-reglementaires/arretes-fixant-liste-especes-protegees-724**

➜ Téléchargez l'application INPN Espèces sur la reconnaissance des espèces.

[2] Inventaire mondial de l'état de conservation des espèces animales et végétales. « Chaque espèce est classée selon neuf catégories : Eteinte, Eteinte à l'état sauvage, En danger critique, En danger, Vulnérable, Quasi menacée, Préoccupation mineure, Données insuffisantes, Non évaluée ». http : //www.uicn.fr/la-liste-rouge-des-especes.html

THÈME 3 : BIODIVERSITÉ

ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES



COMMENT LUTTER CONTRE L'EXPANSION DES ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES ?

CES ESPÈCES SONT-ELLES OU PEUVENT-ELLES ÊTRE INTERDITES À LA VENTE ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définitions

Espèce exotique (exogène) : espèce non indigène du milieu naturel dans lequel elle se trouve. Cela signifie qu'elle n'est pas dans son aire de répartition naturelle ou de dissémination potentielle.

Espèce envahissante : espèce introduite par l'homme volontairement ou involontairement sur un territoire hors de son aire de répartition naturelle, et qui menace les écosystèmes, les habitats naturels ou les espèces locales.

Toutes les espèces exotiques ne sont pas envahissantes. Certaines d'entre elles coexistent avec les espèces indigènes sans poser de problèmes écologiques, économiques ou sanitaires. La notion d'envahissement s'appuie sur une dynamique de colonisation rapide et importante de ces espèces : elles ont en général un fort potentiel reproducteur, une croissance rapide, une résistance aux maladies, une faculté d'adaptation et l'écosystème dans lequel elles vont s'implanter ne comporte pas forcément de prédateur ou de pathologies qui vont réguler leur développement.

Espèces exotiques invasives en Normandie

Végétaux : Jussie, Buddleia de David, Berce du Caucase, Elodée du Canada, Renoué du Japon, Solidage du Canada, Robinier faux-acacia, le Cerisier tardif...

Animaux : Tortue du Floride, Ecrevisse de Louisiane, Chien Viverrin, Bernache du Canada, Rat surmulot, Ragondin, Erismature rousse, Perruche à collier, Cygne noir, Frelon asiatique, Coccinelle asiatique...

QUELS SONT LES OBJECTIFS DE LA RÉGLEMENTATION DE LA CHASSE ?

➜ Préserver les espèces autochtones qui pâtissent de cette compétition (Ecrevisses de Louisiane aux dépens de l'Ecrevisse à pattes blanches, Ecureuil gris aux dépens de l'Ecureuil roux, etc.).

➜ Lutter contre la détérioration des habitats et contre le déclin de la biodiversité.

➜ Éviter les problèmes de santé publique (réactions allergiques), qui engendrent des coûts économiques importants.

Conseils pratiques

La lutte a posteriori contre les espèces envahissantes se traduit par des coûts colossaux et se révèle bien souvent vaine. Dans la plupart des cas, une fois l'espèce introduite, il est seulement possible de contrôler son expansion et non de l'éradiquer, c'est pour cela que le meilleur moyen de lutte reste la prévention :

- ne pas rapporter d'espèces exotiques lors de ses voyages,
- limiter la propagation des espèces déjà identifiées comme envahissantes (ne pas les transporter ; pour les plantes, ne pas tenter de les arracher sans encadrement technique au risque d'aggraver leur propagation par bouturage, ne pas vider votre aquarium n'importe

CONNAÎTRE LE DROIT :

La prévention : l'interdiction d'introduction et de diffusion

Les articles *L. 411-4* et *L. 411-5* du *Code de l'environnement* prévoient que des arrêtés interministériels interdisent l'introduction dans le milieu naturel, qu'elle soit volontaire, par négligence ou par imprudence, de tout spécimen d'une **espèce animale ou végétale** à la fois non indigène et non-domestique ou non cultivée.

Des dérogations peuvent être prévues pour des motifs d'intérêt général ou à des fins agricoles, piscicoles ou forestières. La demande d'autorisation doit être adressée au préfet du département du lieu de l'introduction et doit être accompagnée d'un dossier justificatif (art. *R. 411-32 C. env.*).

De plus, de tels arrêtés peuvent interdire la diffusion d'espèces, c'est-à-dire le transport, le colportage, l'utilisation, la mise en vente, la vente ou l'achat de ces espèces animales ou végétales (art. *L. 411-6 C. env.*)

En outre, au titre de la police de la pêche (en eau douce), l'introduction de certaines espèces dans les cours d'eau, canaux, ruisseaux et plans d'eau est sanctionnée par l'article *L. 432-10* du *Code de l'environnement*. Il s'agit des espèces qui figurent à l'article *R. 432-5* du *Code de l'environnement* et de celles qui ne sont pas listées par l'arrêté du ministre de l'Environnement du 17 décembre 1985, fixant la liste des espèces de poissons, de crustacés et de grenouilles représentées dans les eaux.

En application de ces articles, un arrêté interministériel du 14 février 2018 fixe les listes d'espèces dont l'introduction ou la propagation est interdite et les interdictions qui s'y appliquent.



Berce de Caucase © Canva

La lutte contre les espèces déjà introduites

Il existe des plans d'action et stratégies de lutte aux niveaux national et régional.

Parallèlement, l'article *L. 411-8* du *Code de l'environnement* prévoit que l'autorité administrative peut procéder ou faire procéder à la capture, au prélèvement, à la garde ou à la destruction des spécimens de l'espèce introduite dès lors que la présence d'une espèce listée est attestée.

Les articles *L. 201-3* et suivants du *Code rural* et de la pêche maritime offrent eux aussi des possibilités d'action contre les espèces considérées comme des dangers sanitaires (exemple : le frelon asiatique est classé dans la liste des dangers sanitaires de deuxième catégorie pour l'abeille domestique sur tout le territoire français[1]).

[1] Arrêté du 26 décembre 2012 relatif au classement dans la liste des dangers sanitaires du frelon asiatique.



Renouée du Japon © Canva

Les autorités compétentes

Sont habilités pour rechercher et constater les infractions aux différentes dispositions précitées les officiers et agents de police judiciaire et les inspecteurs de l'environnement mentionnés à l'article *L. 172-1* du *Code de l'environnement* (OFB, ONF... – art. *L. 415-1 et L. 437-1 C. env.*).

Les sanctions

- Infraction aux articles *L. 411-4, L411-3* et *L. 411-5* du *Code de l'environnement* et aux règlements et décisions individuelles pris pour leur application : punis de trois ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende (art. *L. 415-3 C. env.*). L'amende est doublée lorsque ces infractions sont commises dans le cœur d'un parc national ou dans une réserve naturelle.
- L'introduction par négligence ou par imprudence dans le milieu naturel de tout spécimen d'une espèce mentionnée à l'article *L. 411-3* du *Code de l'environnement* est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe (art. *R. 415-1 C. env.*).
- Le tribunal peut mettre à la charge de la personne condamnée les frais exposés pour la capture, les prélèvements, la garde ou la destruction rendus nécessaires (art. *L. 415-3 C. env.*).
- Infraction à l'article *L. 432-10* du *Code de l'environnement* (relatif aux milieux aquatiques) : punie d'une amende de 9 000 €.



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

A. Vous constatez une prolifération d'espèces végétales ou animales.

B. Le propriétaire d'un étang y a introduit des espèces exotiques (ex : Ecrevisses américaines) / le magasin de jardinage de votre commune vend des spécimens d'espèces invasives.

➜ QUE FAIRE ?

A. Essayez d'identifier les espèces que vous observez.

- Pour des herbes et plantes envahissantes, informez la commune et le préfet de vos constats. Cherchez si cette espèce est présente dans la liste des espèces envahissantes de Normandie (cf. Liens utiles).
- Pour des espèces animales, signalez vos constats au service départemental de l'OFB ou à la Fédération départementale de pêche.



Cas particulier :

- Si ce sont des mouches, informez le Service régional de l'alimentation (SRAL) qui identifiera l'élevage à l'origine de la prolifération et constatera si un problème sanitaire se pose.
- Si c'est une Tortue de Floride, contactez la DDPP pour savoir où la déposer.
- Si vous avez découvert un nid de frelon asiatique, signalez-le sur le site de l'INPN et prenez contact avec la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles (FDGDON) de votre département qui vous guidera dans la marche à suivre. Dans tous les cas, ne prenez pas le risque de détruire vous-même le nid.

B. Contactez le service départemental de l'OFB, la Fédération départementale de pêche ou la gendarmerie pour faire constater l'infraction.

Prévenez le maire ou le préfet pour qu'ils fassent procéder à la capture, à la destruction des spécimens.

Alertez FNE Normandie sur Sentinelles de la Nature.



Liens utiles

➜ Sur les espèces envahissantes :

➜ Site de l'OFB :
https://www.ofb.gouv.fr/les-especes-exotiques-envahissantes

➜ Site du centre de ressources Espèces exotiques envahissantes :
https://base-information-especes-introduites.fr/base-especes/

➜ DREAL Normandie :
https://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/liste-des-especes-exotiques-envahissantes-a3730.html

➜ Programme Régional d'Actions relatif aux Espèces Exotiques Envahissantes (PREEE) Normandie : **preee-normandie.fr**

➜ FREDON Normandie
(Fédération Régionale de Défense contre les Organismes Nuisibles)



THÈME 3 : BIODIVERSITÉ

ACTES DE CHASSE

QUELLES SONT LES ESPÈCES CHASSABLES ?

QUELLES SONT LES PÉRIODES DE CHASSE ?

EST-IL POSSIBLE D'UTILISER N'IMPORTE QUELLE MÉTHODE DE CHASSE ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définitions

Acte de chasse : « tout acte volontaire lié à la recherche, à la poursuite ou à l'attente du gibier ayant pour but ou pour résultat la capture ou la mort de celui-ci » (art. *L. 420-3 C. env.*). Cet article précise que ne constitue pas un acte de chasse le fait d'achever un animal mortellement blessé ou aux abois.

Espèce « susceptible d'occasionner des dégâts » : certains animaux, de par les dégâts qu'ils peuvent occasionner aux cultures, ou des maladies et des risques sanitaires qu'ils peuvent véhiculer sont considérés comme nuisibles pour l'homme et/ou ses activités.



À NOTER :

La Loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a remplacé le terme « nuisible » par « animaux susceptibles d'occasionner des dégâts » dans le *Code de l'environnement.*.

CONNAÎTRE LE DROIT :

Les grands principes

I. DROIT DE CHASSER

Nul ne peut pratiquer la chasse s'il n'est titulaire et porteur d'un permis de chasser valable. Cette règle souffre de quelques maigres exceptions (art. *L. 423-1 C. env.et suivant*).

II. TEMPS DE CHASSE

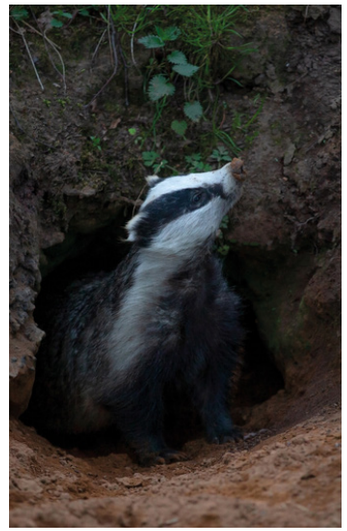
Nul ne peut chasser en dehors des périodes d'ouverture de la chasse fixées par le ministre pour les oiseaux

QUELS SONT LES OBJECTIFS DE LA RÉGLEMENTATION DE LA CHASSE ?

➜ Prioritairement, protéger et favoriser la chasse de loisir ;

➜ Secondairement, autoriser les propriétaires et fermiers à protéger leurs productions agricoles par la lutte contre certains animaux qualifiés de « nuisibles » ;

➜ Subsidiairement, assurer ou restaurer des équilibres écologiques.



Blaireau © Canva

migrateurs et le préfet pour le gibier sédentaire (art. *L. 424-2 C. env.*). Cependant, ce principe à quelques exceptions.

- Pour les oiseaux migrateurs : « s'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et à la condition de maintenir dans un bon état de conservation les populations migratrices concernées» (*L.424-2 C. env.*)
- Lorsque des arrêtés ministériels prévoient des ouvertures anticipées.
- Pour le sanglier, le chevreuil et le renard (art.*R.424-8 C.env.*), ils peuvent être chassés dès le 1er juin selon un régime d'autorisation préfectorale.

La chasse n'est en principe autorisée que de jour. Le gibier d'eau en revanche, se chasse « à la passée, à partir de deux heures avant le lever du soleil et jusqu'à deux heures après son coucher » dans certains lieux (art. *L. 424-4 C. env.)*.

Les périodes de chasse à tir : La chasse à tir est ouverte pendant les périodes fixées chaque année pour chaque espèce par arrêté du préfet (art. *R. 424-6 C. env.*). En Normandie, les périodes d'ouverture générale doivent être comprises entre le troisième dimanche de septembre et le dernier jour de février (art. *R. 424- 7 C. env.*). C'est le ministre qui fixe les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau, après avis du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage (art. *R. 424-9 C. env.*).

Les périodes de chasse à courre et de vénerie sous terre : La chasse à courre, à cor et à cri du cerf, du chevreuil et du sanglier est ouverte du 15 septembre au 31 mars (art. *R. 424-4 C. env.*). La clôture de la vénerie sous terre intervient le 15 janvier (et peut être prolongée pour le blaireau – art. *R. 424-5 C. env.*).

III. LE GIBIER CHASSABLE



ATTENTION :
Chaque espèce de gibier ou « d'animaux susceptibles d'occasionner des dégâts » est susceptible de changer régulièrement de statut, selon qu'elles sont ou non listées dans les textes spécifiques.

Espèces chassables : En France, les espèces de gibier chassables sont déterminées par l'arrêté du 26 juin 1987 qui fixe la liste des espèces de gibier que l'on peut chasser sur le territoire européen de la France et dans sa zone maritime. Les arrêtés préfectoraux annuels fixant les dates de chasse peuvent fixer des conditions spécifiques à la chasse de certaines de ces espèces.

Le cas particulier des espèces dites « susceptibles d'occasionner des dégâts » :

ces espèces peuvent être régulées même en dehors des périodes de chasse. Elles sont divisées en trois groupes, chacune bénéficiant d'un régime spécifique :

- Groupe 1 : les espèces nuisibles exotiques déterminées par arrêté national (Chien viverrin, Vison d'Amérique, Raton laveur, Ragondin, Bernache du Canada, Rat musqué...).
- Groupe 2 : les espèces nuisibles indigènes déterminées par arrêté national (Fouine, renard, Corbeau freux, Étourneau sansonnet ...).
- Groupe 3 : les espèces nuisibles indigènes déterminées par arrêté préfectoral (Lapin de garenne, Pigeon ramier et Sanglier).



ATTENTION :
Chaque arrêté rappelle que « en cas de capture accidentelle d'animaux n'appartenant pas à une espèce classée nuisible, ces animaux sont immédiatement relâchés ».

Différents modes de destruction sont possibles :

- Tir par arme à feu ou tir à l'arc. Pour ce mode de destruction, l'emploi de chien, de furet ou de grand-duc artificiel est possible ;
- Piégeage : seuls les piégeurs agréés ont le droit de détruire les nuisibles tout au long de l'année par déterrage ;
- Oiseaux de chasse au vol.

IV. TERRITOIRE DE CHASSE

Nul n'a la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit (art. *L. 422-1 C. env.*). Mais,

- Ce consentement peut être tacite ;
- Le fait d'achever un animal déjà mortellement blessé n'est pas assimilé à un acte de chasse, mais à un droit de suite, qui ouvre un droit à pénétrer dans la propriété d'autrui pour récupérer cet animal.
- Le passage de chiens ne saurait être considéré comme une violation de propriété s'ils ont été lancés en dehors de la propriété et que le chasseur a mis en œuvre des mesures pour éviter l'intrusion.



À NOTER :

Tout propriétaire peut s'opposer à l'inclusion de ses terres dans le périmètre d'une Association Communale de Chasse Agréée (ACCA). Mais dans ce cas, il sera responsable en cas de dommages causés par le gibier se trouvant sur son terrain (art. *L. 422-10 C. env.*).

Concernant le périmètre à respecter autour des habitations :

- S'il existe une ACCA, il est interdit de chasser dans un rayon de moins de 150 m autour d'une habitation (y compris caravanes, remises, abris de jardin, bâtiments agricoles et leurs dépendances).
- Dans les autres cas, un arrêté préfectoral fixe un périmètre à respecter (souvent 150 m).

Dans tous les cas, le tir en direction d'une habitation est formellement proscrit.

Espaces protégés : sous réserve de certaines exceptions, la chasse est totalement proscrite dans les réserves de chasse et de faune sauvage. Dans les espaces protégés (parcs nationaux, réserves naturelles, arrêté de protection de biotope...), la chasse peut être strictement réglementée, voire interdite.

V. PROCÉDÉS ET INSTRUMENTS DE CHASSE

« Nul ne peut détenir, ou être muni ou porteur hors de son domicile, de filets, engins ou autres instruments de chasse prohibés » (art. *L. 424-7 C. env.*). Certains procédés et instruments de chasse et de piégeage sont en effet interdits par deux arrêtés[1].

Le premier, liste des instruments et procédés interdits pour la chasse de tout gibier et pour la destruction des animaux nuisibles. Le second, liste les seuls pièges autorisés s'agissant des espèces nuisibles (collets munis d'un arrêtoir, pièges à lacet déclenchés par pression, cage à pies avec appelant...) et donne des prescriptions générales sur l'utilisation des pièges : visite des pièges tous les matins (2 heures maximum après le lever du soleil), « la mise à mort doit être immédiate et sans souffrance », etc.

Certaines méthodes de chasse atypiques sont utilisées sur le littoral en Normandie, notamment la chasse au filet pour capturer, entre autres, des alouettes. Bien que légale, cette méthode a l'inconvénient de ne pas être sélective (d'autres oiseaux que ceux visés peuvent être pris) et risque de blesser les animaux.

[1] Arrêté du 1 août 1986 relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement ; Arrêté du 29 janvier 2007 fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article *L. 427-8* du *Code de l'environnemen*t.

Attention, est interdit :

- La chasse au gibier à l'aide de sources lumineuses, sauf autorisation préfectorale spéciale.
- L'utilisation de téléphone portable ou talkie-walkie (article 2 de l'arrêté du 22 décembre 2006 relatif à l'usage non électronique des appeaux pour le grand gibier soumis à plan de chasse ; CA de PAU, 20 septembre 1995 ; TP Bayonne, 13 avril 2010).

Attention, l'utilisation de pièges déclenchés par pression doit être signalée de manière apparente sur les voies d'accès à la zone où ils se trouvent.



À NOTER :

Le Plan de sécurité à la Chasse de 2023 a défini de nouvelles règles de bonnes conduites comme l'interdiction de chasser en état d'ivresse manifeste (art. *R428-8 C.env.*).

Les sanctions

Les dispositions pénales relatives aux interdictions précitées (chasse sans permis, en dehors des périodes autorisées, chasse d'espèces non listées, en territoire interdit, avec des procédés interdits, etc.) sont énoncées aux articles *L. 428-1* et *R. 428-1* et suivants du *Code de l'environnement.* Certaines des infractions sont des délits pouvant donner lieu à des peines d'emprisonnement.

Les autorités compétentes

Sont notamment habilités à rechercher et à constater les infractions : les officiers et agents de police judiciaire et les inspecteurs de l'environnement mentionnés à l'article *L. 172-1* du Code de l'environnement (en premier lieu, l'OFB) ainsi que les agents de l'ONF, les gardes champêtres, les lieutenants de louveterie, les agents des réserves naturelles, les gardes du littoral, etc. (art. *L. 428-20 C. env.*).

Les agents de polices judiciaires sont habilités à suspendre administrativement un permis de chasse en cas d'accident ou d'incident matériel grave et en cas d'infractions constatées (art *L.428-15 C. env*).



Renard roux © Canva



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

A. Vous êtes témoin d'actes de chasse par des personnes ne détenant pas de permis de chasser ou à une période interdite (la nuit, pendant la période de fermeture de la chasse…). Vous êtes témoin d'acte de chasse à l'aide de moyens prohibés (approche, voire poursuite à l'aide d'un véhicule, casques nocturnes, lampe torche, carabine customisée...). Vous êtes témoin de l'utilisation de moyen de communication radiophonique (téléphone, talkie-walkie), durant une chasse.

B. Vous découvrez des animaux protégés (busards, éperviers...) blessés. Au détour d'un chemin, vous découvrez un appât carné, un cadavre d'animal probablement empoisonné (cadavre de rapace à proximité...).



➜ QUE FAIRE ?

A. Si vous êtes témoins d'**infractions au droit de la chasse**, restez discret, ne touchez à rien et prévenez immédiatement l'un des agents précités (OFB, ONF, etc.). Tentez de noter les plaques d'immatriculation.

Si vous soupçonnez un véhicule de servir à une action de chasse illégale, les agents de l'ONF peuvent fouiller ce dernier, sans attendre l'arrivée d'un officier de police judiciaire (sauf si le véhicule revêt un caractère professionnel) (*Crim, 5 janvier 2021, n° 20-80.569*).

Dans le cas d'une **infraction concernant des cages/pièges,** notez la commune sur laquelle le piège est présent et allez vérifier en mairie qu'il est bien déclaré. Alertez rapidement l'OFB (et l'ONF si les faits se déroulent dans une forêt domaniale).



ATTENTION :

La plupart des infractions qui concernent les périodes d'ouverture et de fermeture de la chasse sont commises lors de la fermeture. Elles sont souvent dues à l'étalement des dates de fermeture de la chasse selon les espèces et les départements, ce qui sème la confusion. Concernant ce type d'infraction, assurez-vous bien que l'espèce chassée ne pouvait plus l'être au moment de votre observation.

B. Au cas où un animal serait capturé, blessé ou mort**, contactez la DDPP d**e votre département pour avoir les coordonnées du centre de soin le plus proche.
- Si l'animal est mort, appelez l'OFB ou la gendarmerie, en particulier si l'espèce est protégée.
- Pour les mammifères terrestres, contactez le Centre de sauvegarde de la faune sauvage (CHENE) ou le Groupe mammalogique normand (GMN).
- Pour les oiseaux, adressez-vous à la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) Normandie.
- Pour les mammifères marins, adressez-vous au Réseau national Échouages (coordonné par l'observatoire PELAGIS).

N'oubliez pas d'alerter FNE Normandie sur Sentinelles de la Nature.

ATTENTION :

Dans tous les cas, contactez des professionnels pour avoir des directives car il est interdit de transporter et détenir des animaux sauvages sans autorisation, même morts.



Liens utiles

➜ Dates d'ouverture et de fermeture de la chasse :
https://www.chasseurdefrance.com/pratiquer/dates-de-chasse/

➜ Les espèces chassables :
https://www.chasseurdefrance.com/decouvrir/les-especes-chassables/

➜ Site de l'Office national des forêts en Normandie :
https://www.onf.fr/chasse/les-calendriers-de-chasse-en-foret-domaniale



THÈME 3 : BIODIVERSITÉ

PÊCHE EN EAU DOUCE

QUELLES SONT LES DATES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DE LA PÊCHE ?

EST-IL POSSIBLE DE PÊCHER PARTOUT ET À N'IMPORTE QUELLE HEURE ?

QUELLES ESPÈCES NE PEUVENT PAS ÊTRE PÊCHÉES ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définitions

QUELS SONT LES OBJECTIFS DE LA RÉGLEMENTATION DE LA CHASSE ?

•

➜ Selon l'article *L. 430-1* du *Code de l'environnement,* il faut protéger les espèces et les milieux aquatiques et assurer une bonne gestion de la ressource piscicole.

Cours d'eau de 1ère ou 2ème catégorie (art. *L. 436- 5 C. env.*) : en France, pour la pêche, les cours d'eau sont divisés en deux catégories juridiques. La réglementation varie en fonction de la catégorie concernée :

- Les cours d'eau de 1ère catégorie sont les ruisseaux et rivières « qui sont principalement peuplés de truites ainsi que ceux où il paraît désirable d'assurer une protection spéciale des poissons de cette espèce ». Ils sont couramment appelés rivières à truites (salmonidés). Ils se caractérisent par un lit à pente élevée (moyenne entre 0,5% et 4%) et présentent souvent des écoulements rapides, des eaux fraîches et bien oxygénées.
- Les cours d'eau de 2ème catégorie sont « tous les autres cours d'eau, canaux et plans d'eau » qui se caractérisent bien souvent par des écoulements calmes (pentes inférieures à 0,2%), des eaux plus chaudes et moins oxygénées. Le peuplement piscicole présente une forte densité de poissons blancs comme le gardon, la carpe, etc. (cyprinidés). Ce sont des milieux propices au développement des grands carnassiers comme le brochet ou le sandre.



ATTENTION :

ces classements ne doivent pas être confondus avec le système des listes de cours d'eau de l'article *L. 214-17* du *Code de l'environnement*, qui a pour enjeu la continuité écologique.

Poisson : les dispositions du *Code de l'environnement* relatives à la pêche en eau douce et les règlements pris pour leur application s'appliquent aux poissons, « aux crustacés et aux grenouilles ainsi qu'à leur frai » (art. *L. 431-2 C. env.*).

CONNAÎTRE LE DROIT :

Les grands principes

La pratique de la pêche est encadrée par :

- Les dispositions directement applicables du titre III du livre IV du *Code de l'environnement*;
- L'arrêté départemental permanent relatif à la pêche en eaux douces, susceptible d'être complété ou modifié par un arrêté départemental annuel dont les dispositions prévalent alors sur l'arrêté permanent.

Pour connaître la réglementation applicable à chaque département, il est donc nécessaire de se reporter à l'arrêté préfectoral en vigueur. **Les dispositions exposées ci-après sont celles applicables à défaut d'arrêté préfectoral.** Par ailleurs, les dispositions qui suivent ne sont pas applicables aux « eaux closes » (eaux dont la configuration ne permet pas le passage naturel du poisson).



© Canva

I. DROIT DE PÊCHER

Celui qui se livre à l'exercice de la pêche doit détenir une carte de pêche afin de justifier de sa qualité de membre d'une association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique, d'une association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public ou d'une association agréée de pêcheurs professionnels (art. *L. 436-1 C. env.*).

II. TEMPS DE PÊCHE

Ouverture et fermeture générales de la pêche :

- La pêche dans les eaux de 1ère catégorie est autorisée du deuxième samedi de mars au troisième dimanche de septembre inclus.
- La pêche dans les eaux de 2ème catégorie est autorisée toute l'année (art. *R. 436-7 C. env.*).

Pour ces deux catégories, des périodes plus restrictives s'appliquent pour certaines espèces (art. *R. 436-6* et *s. C. env.*). C'est le cas du brochet, de l'ombre commun, de la truite fario, de l'omble, de l'omble chevalier, du cristivomer, de la truite arc-en-ciel, de la truite de mer, du saumon, de la grande alose, de l'alose feinte, des lamproies marines et fluviatiles, des écrevisses à pattes rouges, blanches et grêles et des grenouilles vertes et rousses.

Les heures d'interdiction

La pêche ne peut s'exercer plus d'une demi- heure avant le lever du soleil ni plus d'une demi-heure après son coucher (art. *R. 436-13 C. env.*). En dehors des heures autorisées, mais sous certaines conditions (art. *R. 436-14 C. env.* - voir arrêtés départementaux), il est possible de pêcher certaines espèces (Truite de mer, Anguille, Alose, Flet, Lamproie, Mulet, Carpe etc..)

III. LE POISSON PÊCHABLE

Les habitats de certaines espèces sont protégés au titre des articles *L. 411-1* et *R. 411-1* du *Code de l'environnement* (➜ voir Fiche - Atteinte aux espèces protégées).

Le préfet peut, via l'arrêté permanent ou l'arrêté temporaire, interdire la pêche de certaines espèces (art. *R. 436-8 C. env.*). Dans le Calvados et la Manche, est par exemple interdite la pêche à l'Anguille d'avalaison (argentée).

Les articles *R. 436-18* et *R. 436- 62* du *Code de l'environnement* fixent la taille minimum des poissons et écrevisses qui peuvent être pêchés. En dessous de cette taille, les spécimens doivent être remis à l'eau.

Des règles de pêche spécifiques sont applicables aux anguilles, selon leur taille et de leurs espèces (art. *R. 436-65-1* et *s. C. env.*).

IV. TERRITOIRE DE PÊCHE



© Canva

Certaines portions de cours d'eau ou grand barrage font l'objet d'interdictions de pêche afin de protéger le cheptel piscicole. Les interdictions de pêche peuvent être temporaires ou permanentes (art. *R. 436-69* et *s. C. env.* – voir arrêtés préfectoraux). Les réserves de pêche et interdictions permanentes sont en principe matérialisées au moyen de panneaux.

Il est systématiquement interdit de pêcher (art. *R. 436-70* et *R. 436-71 C. env.*) :

- Dans les dispositifs assurant la circulation du poisson au sein des ouvrages construits sur le lit des cours d'eau ;
- Dans les pertuis, vannages et dans les passages d'eau à l'intérieur des bâtiments.
- À partir des barrages et écluses ainsi que sur une distance de 50 mètres en aval de l'extrémité de ceux-ci à l'exception de la pêche à une ligne.

V. PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE PROHIBÉS

Certains procédés ou modes de pêches peuvent être prohibés sur certaines portions de cours d'eau ou plans d'eau (art. *R. 436-23* et *s. C. env.* – voir arrêtés préfectoraux). Au titre du *Code de l'environnement*, il est notamment interdit de pêcher :

- À la main (y compris les écrevisses) ou sous la glace ;
- En employant des procédés ou à l'aide d'engins destinés à accrocher le poisson autrement que par la bouche (sauf gaffe et épuisette pour retirer de l'eau le poisson déjà ferré) ;
- À l'aide d'une arme à feu ;
- En jetant dans les eaux des drogues ou appâts en vue d'enivrer le poisson ou de le détruire.

Les sanctions :

Au titre de l'article *R. 436-40* du *Code de l'environnement*, la violation de la plupart des règles citées ci-dessus est constitutive d'une contravention de 3ème classe. Lorsque l'acte illicite est commis de nuit, il est puni d'une contravention de 4ème classe.

Les autorités compétentes :

Sont habilités à constater les infractions les personnes citées à l'article *L. 437-1* du *Code de l'environnement* (en premier lieu les agents de l'OFB).



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

Vous observez régulièrement une personne pêchant la nuit ou dans une rivière à truite hors période d'ouverture et de fermeture générale de la pêche.

Vous observez une personne pêchant à la main, au harpon, etc.

Vous observez un pêcheur dans une réserve temporaire de pêche.

➜ QUE FAIRE ?

Si vous observez une infraction à la réglementation de la pêche en eau douce, contactez les agents de l'OFB afin qu'ils procèdent au constat de l'infraction.

N'hésitez pas à en informer également l'association agréée de pêche et de protection des milieux aquatiques compétente sur le territoire ou la fédération départementale de pêche.

Si l'infraction vous paraît grave, alertez FNE Normandie via le site Sentinelles de la nature.



Liens utiles

Pour obtenir des informations complètes, n'hésitez pas à consulter l'arrêté annuel ou permanent relatif à la pêche en eau douce affiché en mairie, ou contacter la fédération de pêche de votre département.

➜ Fédérations de pêche : **http://www.federationpeche.fr**

THÈME 4 : ESPACES NATURELS ET PAYSAGES

ATTEINTES AUX ESPACES PROTÉGÉS



QU'EST-CE QU'UN ESPACE PROTÉGÉ ET GÉRÉ ?

QUELS OUTILS POUR PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ ET LES PAYSAGES ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Qu'est-ce qu'un espace protégé ?

Espace protégé : selon l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), il s'agit d'« un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés ».

Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) : l'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance, indiquant la présence sur certains espaces d'un intérêt écologique requérant une attention et des études plus approfondies. Les ZNIEFF peuvent constituer une preuve de la richesse écologique des espaces naturels et de l'opportunité de les protéger. L'inventaire n'a pas, en lui-même, de valeur juridique directe et ne constitue pas un instrument de protection réglementaire des espaces naturels. La Normandie compte 1893 ZNIEFF terrestres et 27 ZNIEFF marines, en 2026.

POURQUOI UNE PROTECTION DES ESPACES EN PLUS DE CELLE DES ESPÈCES ?

•

➜ Protéger les espèces qui y vivent ;

➜ Mise en valeur du patrimoine naturel et historique, pour développer un territoire (tourisme, économie…) dans le respect du développement durable ;

➜ Protection des sites, des monuments naturels ayant un intérêt artistique, légendaire, pittoresque, etc.

CONNAÎTRE LE DROIT

Les régimes de protection des espaces naturels sont nombreux et les méthodes sont variées. Cette fiche expose les principaux régimes contraignants présents en Normandie, c'est-à-dire les espaces pour lesquels une réglementation particulière est susceptible de s'appliquer. Attention, un espace peut également être protégé s'il abrite des espèces protégées.



À NOTER :

Ces régimes de protection sont susceptibles de se superposer (ex : un site Natura 2000 peut être compris dans un Parc naturel régional).



© France Nature Environnement Normandie

Arrêté de Protection de Biotope (APB) (*art. L. 411-1*, *L. 411-2* et *R. 411-15* à *R. 411-17 C. env.*)

Notion : Le biotope est entendu comme « l'habitat nécessaire à l'alimentation, la reproduction, le repos ou la survie de spécimens d'une espèce figurant sur l'une des listes prévues à l'article *R. 411-1* » - listes d'espèces protégées (*art. R. 411-15 C. env.*).

L'article *R. 411-15* du *Code de l'environnement* énumère les biotopes pouvant faire l'objet de mesures de conservation et de protection tels que les mares, marécages, marais, etc. Les APB peuvent protéger un ou plusieurs biotopes sur un même site.

Ils prennent la forme d'arrêtés préfectoraux (espaces terrestres), ou ministériels (domaine public maritime). Cet arrêté doit aussi indiquer « le caractère temporaire ou permanent des mesures qu'il édicte et, le cas échéant, les périodes de l'année ou elles sont applicables ».

Il existe actuellement 50 arrêtés de protection de biotope en région Normandie, consultable sur le site de la DREAL Normandie.

Objet :

- Protéger les milieux naturels peu exploités par l'homme. Il peut arriver que le biotope soit constitué par un milieu artificiel s'il est indispensable à la survie d'une espèce protégée.
- Protéger les milieux abritant des espèces protégées au titre des articles *L. 411-1* et *L. 411-2* du *Code de l'environnement* (➜ voir Fiche - Atteinte aux espèces sauvages, p. ??).

Effets juridiques : l'APB est constitué d'un règlement et d'une carte. Le règlement fixe au cas par cas les mesures d'interdiction ou de restriction des activités pouvant porter atteinte aux habitats des espèces visées (activités de loisirs, agricoles, constructions, coupes d'arbres, etc). La carte matérialise le périmètre à l'intérieur duquel les mesures s'appliquent.

Il est nécessaire de se reporter à chaque arrêté pour connaître la réglementation applicable (afficher en mairie ou sur le site internet de la DREAL Normandie).

[1] pour les Marais du Grand Hazé.

Recherche, constatation des infractions :

- Les officiers et agents de police judiciaire et les inspecteurs de l'environnement (*art. L. 172-1 C. env.* : agents de l'OFB, etc.)
- Les personnes mentionnées à l'article L. 415-1 du *Code de l'environnement* (certains agents de l'ONF, etc.).

Sanctions : Les arrêtés de protection de biotope sont liés à la protection des habitats naturels, protégés au titre des articles *L. 411-1* et *L. 411-2* du *Code de l'environnement*. Ainsi, si l'habitat naturel d'une espèce est détruit, ou si les prescriptions d'un arrêté de biotope n'ont pas été respectées, cette action est constitutive d'un délit. Les sanctions pénales peuvent aller jusqu'à 150 000 euros d'amende et 3 d'emprisonnements (*L. 415-3*, 1° C. env.). Il est possible de condamner l'auteur à une remise en état des lieux.



À NOTER :

Il existe aussi en Normandie un arrêté de protection mixte biotope et des habitats naturels. En effet, il existe aussi des arrêtés de protection des habitats naturels1. La différence tient au fait qu'ils protègent un habitat naturel pour lui-même et non pas dans le but de préserver une espèce.

Parc naturel régional (PNR) *(art. L. 333-1* et *R. 333-1* et suivants *C. env.*)

Notion : Un Parc Naturel Régional est créé par les régions dans le cadre de leur compétence en matière d'aménagement du territoire. Il est régi par une charte, mise en œuvre par un syndicat mixte d'aménagement et de gestion. Elle définit les domaines d'intervention du syndicat mixte et les engagements de l'État et des collectivités territoriales permettant de mettre en œuvre les orientations de protection, de mise en valeur et de développement qu'elle détermine.

La Normandie comporte quatre PNR : Parc naturel régional des boucles de la Seine normande, Parc naturel régional Normandie-Maine, Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin, Parc naturel régional de Perche.

Objet : (*art. R. 333-1 C. en***v.)**

- Protéger les paysages et le patrimoine naturel et culturel, notamment par une gestion adaptée.
- Contribuer à l'aménagement du territoire et au développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie.
- Contribuer à assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public et réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans ces domaines.

Effets juridiques : La charte est une protection conventionnelle n'entraînant aucune servitude ni réglementation directe à l'égard des citoyens. En revanche, elle peut produire des effets indirectement en matière d'utilisation des sols car les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT), les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU(i)) ou tout document en tenant lieu doivent être compatibles avec les orientations et les mesures de la charte du parc (*CE 21 octobre 1997*, avis n°361 028 et *CE 29 avril 2009 n° 293 896*). De plus, les personnes publiques ayant approuvé la charte doivent assurer la cohérence de leurs actions et des moyens qu'elles y consacrent (*art. L. 333-1 C. env.*).

Par ailleurs, les chartes des PNR comportent nécessairement des dispositions relatives à la circulation des véhicules à moteur (art. *L. 362-1 C. env.* – ➜ voir Fiche - Circulation d'engins motorisés en milieu naturel, p. ??) et à la publicité (interdiction : art. *L. 581-8 C. env.* – ➜ voir Fiche - Affichage publicitaire, p. ??).



© France Nature Environnement Normandie

Réserve naturelle nationale ou régionale *(art. L. 332-1* et *R. 332-1* et suivants *C. env.)*

Notion : Des parties du territoire terrestre ou maritime d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader. (art. *L. 332-1 C. env.*).

La Normandie comporte 9 réserves naturelles nationales et 6 réserves naturelles régionales.

Objet : Protéger un espace d'importance particulière contre toute dégradation ou artificialisation.

Effets juridiques :

- Chaque réserve possède une réglementation particulière, notamment en interdisant ou réglementant en son sein toute action susceptible de nuire au développement
- naturel de la faune et de la flore, au patrimoine géologique et, plus généralement,
- d'altérer le caractère de ladite réserve (la chasse, la pêche, les activités agricoles,
- forestières, pastorales, industrielles, commerciales, sportives et touristiques, l'exécution de travaux publics ou privés, l'utilisation des eaux, la circulation ou le stationnement des personnes, des véhicules et des animaux).
- Les activités minières, l'extraction de matériaux concessibles ou non ainsi que le survol de la réserve ne peuvent être réglementés ou interdits que dans les seules réserves naturelles nationales (art. *L. 332-3 C. env.*).
- En plus du régime particulier à chaque réserve, des interdictions générales existent. Ainsi, dans n'importe quelle réserve, est interdit :
  - Le fait de détruire ou modifier l'état ou l'aspect du territoire classé ou en instance de classement,

sauf autorisation spéciale de l'organe ayant pris l'acte de classement ou travaux urgents indispensables à la sécurité des biens ou des personnes (art. *L. 332-6* et *L. 332-9 C. env.*)
- La publicité (art. *L. 332-14 C. env.*)
- Les réseaux électriques à haute tension ou téléphoniques doivent être enfouis et la création de nouvelles lignes électriques est soumise à des restrictions (art.*L. 332-15 C. env.*).
- Autour des réserves naturelles, des périmètres de protection peuvent être institués (*L. 123-2, I, 3° C. env.*). Ils servent de zones tampons.

Recherche, constatation des infractions (*AL. 332-20 C. env*) :
- Les agents des réserves naturelles
- Les officiers (maires et adjoints, officiers et gradés de la gendarmerie) et agents de police judiciaire ainsi que les inspecteurs de l'environnement (OFB, DDT(M), ONF ...).
- Agents des douanes, agents de l'ONF, gardes champêtres, etc.

Sanctions : Selon les infractions, les sanctions vont de la contravention de la deuxième classe au délit passible de six mois d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende (art. *L.332-25* à *27* et *R. 332-69 à 81 C. env.*).

Parcs naturels marins
(AL. 334-3 C. env et suivants et *R. 334-3* et suivants *C. env.)*

Notion : les parcs naturels marins ont été créés par une loi de 2006 qui visait à créer des espaces protégés en mer faisant l'objet de mesures de protection spécifiques. En effet, « les parcs naturels marins peuvent être créés dans les eaux placées sous la souveraineté ou la juridiction de l'Etat, sur des espaces appartenant au domaine public maritime, ou au plateau continental » (*AL. 334-3 C. env.*). Après une enquête publique, le parc est créé par un décret qui vient fixer les limites du parc, la composition et les modalités d'organisation du conseil de gestion et enfin arrête les orientations de gestion du parc naturel marin.

Le conseil de gestion est constitué par l'OFB. (*AL. 334-4 C. env.*). Il comporte un document graphique indiquant les différentes zones du parc et leur vocation (*AL. 334-5 C. env*).

Il existe pour le moment un parc naturel marin en Normandie, le Parc naturel marin Estuaires picards et mer d'Opale.

Objet (*AL. 334-3 C. env.*) :
- Contribuer à la connaissance du patrimoine marin
- Contribuer à la protection et au développement du milieu marin
- Selon l'OFB de « promouvoir le développement durable des activités professionnelles (pêche, transport maritime) et de loisirs (nautisme, pêche) »

Constatation des infractions (*AL. 334-7 C. env*) : sont compétents pour constater les infractions dans les parcs naturels marins les agents visés à l'article *L.172-1 C. env.*, agents de police judiciaire et autres agents spécialement habilités comme ceux de l'OFB.

Sanctions *(AL. 334-7 C. env)* **:**

- Amendes prévues pour les contraventions de 5ème classe
- Sanction administrative et prise en charge des frais de mesures provisoires et urgentes que le conseil de gestion aurait pu être amené à prendre pour faire cesser un trouble.

Terrain acquis par le Conservatoire du Littoral et des rivages lacustres
(AL. 322-1 et *R. 322-1* et suivants du *C. env)*

Notion : le Conservatoire du Littoral et des rivages lacustres est un établissement public de l'Etat qui acquiert des parcelles du littoral menacées par l'urbanisation ou dégradées pour en faire des sites restaurés, aménagés, accueillants dans le respect des équilibres naturels.

Le Conservatoire du Littoral possède 73 sites sur la région Normandie.

Objet : *(art. L. 322-1 C. env.)* : sauvegarder l'espace littoral et maintenir des sites naturels et leur équilibre écologique.

Effets juridiques : il s'agit d'une protection par la maîtrise foncière : le Conservatoire conserve la responsabilité du propriétaire, mais confie la gestion des terrains à d'autres partenaires. Une fois l'acquisition réalisée, le Conservatoire intervient notamment dans l'élaboration d'un plan de gestion qui fixe les objectifs à atteindre pour assurer une préservation satisfaisante du site. Au stade de l'acquisition des terrains, le Conservatoire bénéficie du droit de préemption et de celui d'exproprier (*AL. 322-4 C. env*). De plus, des arrêtés municipaux ou préfectoraux peuvent venir réglementer l'accès aux terrains ou leurs usages.

Recherche, constatation des infractions : les gardes du littoral, ainsi que les officiers et agents de police judiciaire et les inspecteurs de l'environnement (DDT(M), OFB) constatent par procès-verbal les contraventions aux arrêtés municipaux ou préfectoraux relatifs à l'accès aux terrains concernés ou à leurs usages (art. *L. 322-10-1 C. env.*).

Sanctions :
- Contravention de la 4e classe (amende)
- Contravention de grande voirie (lors de toute atteinte à l'intégrité et à la conservation du domaine public relevant du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, ou de nature à compromettre son usage) : réprimée et poursuivie par voie administrative (*art. L.322-10-4 C. env.*).

Site Natura 2000
(art. L. 414-1 et R. 414-1 et suivants *C. env.)*

Notion *(art. L. 414-1 C. env.)* **:** cette protection est issue du droit de l'Union Européenne. Une désignation en site Natura 2000 peut rendre nécessaire la désignation du site au titre d'une autre protection (réserve naturelle, arrêtés de biotope, etc.). L'appellation sites « Natura 2000 » désigne deux types de zones regroupant des sites marins ou terrestres à protéger :
- Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) au titre de la directive Habitats = habitats naturels menacés de disparition, habitats abritant des espèces de faune et de flore protégées, etc. On en compte 80 en région Normandie.

- Les Zones de Protection Spéciale (ZPS) soit au titre de la directive Oiseaux = aires importantes pour la survie, la reproduction, la mue, l'hivernage, etc. d'espèces d'oiseaux. On en dénombre 14 en région Normandie.

Objet : rétablir et maintenir à long terme dans un état de conservation favorable des habitats et des populations d'espèces de faune et de flore sauvage.

Effets juridiques : il s'agit d'une protection conventionnelle et réglementaire visant à garantir la mise en œuvre du document d'objectifs (DOCOB), qui définit pour chaque site les orientations de gestion, mesures de protection, les modalités de leur mise en œuvre et les dispositions financières d'accompagnement *(art. L. 414-2 C. env.*). Le DOCOB détermine l'objectif de conservation du site, devant impérativement être atteint par les États membres.

- **Protection contractuelle :** les mesures permettant d'atteindre les objectifs définis sont prises dans le cadre de contrats ou de chartes Natura 2000, qui imposent à ceux qui y adhèrent la réalisation de certaines mesures favorables à la protection de l'environnement.
- **Protection réglementaire :** tous les projets, plans, programmes et manifestations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 doivent faire l'objet d'une évaluation appropriée de leurs incidences dites « Évaluation des incidences Natura 2000 » (art. *L. 414-4 C. env.*). Cette évaluation doit démontrer qu'aucune atteinte n'est portée au site Natura 2000 ou, si une telle atteinte est caractérisée, faire état de l'absence de solutions alternatives, de raisons impératives d'intérêt public majeur justifiant le projet et de mesures compensatoires appropriées. Si l'activité n'est soumise à aucune autorisation / déclaration particulière, une autorisation spécifique sera à solliciter auprès du préfet de département.

Constatation des infractions : officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, les agents de l'ONF, les agents des douanes (*AL. 415-1 C. env.*).

Sanctions :

- Général : le fait de porter atteinte de manière intentionnelle ou par négligence grave, à des espèces, ou leurs habitats, protégées au titre de l'article *L.411-1* du *Code de l'environnement* est puni de 3 ans d'emprisonnement et 150 000 euros d'amende (*art. L. 415-3 C. env.*).
- Dans le cadre de la protection contractuelle : la méconnaissance des engagements pris dans le cadre d'un contrat Natura 2000 peut entraîner l'obligation de remboursement des aides accordées au co-contractant et la résiliation du contrat. De plus, est constitutif d'un délit punit de 6 mois d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende le fait de réaliser un programme ou un projet d'activité, de travaux, d'aménagement, d'ouvrage ou d'installation ou une manifestation ou une intervention en méconnaissance des engagements spécifiques prévus par une charte Natura 2000. Ces peines sont doublées lorsque cette réalisation a porté atteinte aux habitats naturels ou aux espèces végétales ou animales ayant justifié la désignation du site Natura 2000 concerné par ces engagements (*art. L. 415-8 C. env.*).
- Dans le cadre de la protection réglementaire :
  - **Sanctions administratives :** mise en demeure de l'intéressé par l'administration de régulariser sa situation dans un délai déterminé en cas d'absence d'évaluation des incidences Natura 2000, d'autorisation ou déclaration ou en cas de méconnaissance de l'autorisation délivrée ou de la déclaration. L'administration peut également prendre des mesures conservatoires.
  - **Sanctions pénales :** 6 mois d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende en cas d'irrespect de la mise en demeure de réaliser l'évaluation, de déposer une demande d'autorisation ou une déclaration, de respecter les prescriptions de l'autorisation ou la déclaration. Comme pour la méconnaissance des engagements d'une charte Natura 2000, les peines peuvent être doublées (art. *L. 415-7 C. env.)*.

Monuments naturels et les sites classés et inscrits
(AL. 341-1 et *R. 341-1* et suivants du *C. env)*

Notion : monuments naturels et sites dont la conservation ou la préservation présente un intérêt général au point de vue « artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque ». Il s'agit des espaces ruraux ou urbains qui présentent en eux-mêmes un certain intérêt en raison de leurs passés, de leurs consistances (...) ou la sauvegarde d'un site voisin intéressant. Ces mesures peuvent s'appliquer à des territoires peu étendus comme à de vastes paysages naturels. Il existe deux mesures de protection : l'inscription à l'inventaire (protection locale) et le classement (protection nationale). Dans chaque département, il est établi une liste des monuments et sites inscrits par arrêté ministériel.

Effets juridiques :

- Pour les sites inscrits, un propriétaire ou un occupant doit déclarer les travaux qu'il souhaite effectuer (*art. L. 341-1 C. env.*). Si les travaux réalisés exigent un permis de construire ou de démolir, il faut demander l'avis de l'architecte des bâtiments de France (ABF). L'administration ne peut s'opposer à des travaux ou des opérations risquant de dégrader un site inscrit qu'en procédant au classement du site.
- Pour les sites classés, tous les travaux susceptibles de modifier l'état ou l'aspect du site classé ne peuvent être réalisés qu'après autorisation spéciale du préfet après avis de l'ABF (*art. L. 341- 10 et R. 341-10 et 11 C. env.*) ou du ministre chargé des sites après avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) (*art. R. 341-12 et 13 C. env.*). Il peut exister des prescriptions particulières consistant en des servitudes administratives.

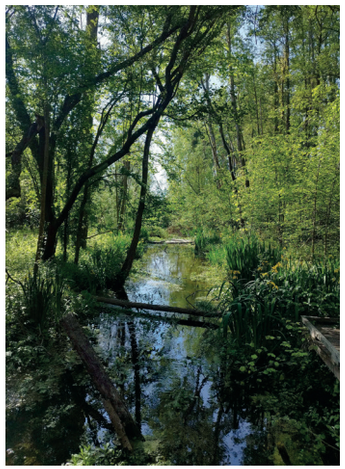
Quelques règles particulières :

- Camping : le camping est interdit dans un site inscrit sauf dérogation accordée par le préfet après avis de l'ABF et de la CDNPS (*art. R. 111-33 C. urb.*) et après avis de la CDNPS dans les sites classés ou en instance de classement.
- Publicité : la publicité est interdite dans les sites inscrits et les zones de protection délimitées autour de ceux-ci (*art. L. 581-8 C. env.*).
- Lignes électriques : dans les sites classés, l'enfouissement des lignes électriques nouvelles ou des réseaux téléphoniques nouveaux est obligatoire, sauf dérogation par arrêté ministériel (*art. L. 341-11 C. env.*).
- Abattages et coupes d'arbres : en site inscrit, la coupe et l'abattage d'arbre sont soumis

à déclaration préalable (et avis de l'ABF). En site classé, il faut obtenir une autorisation préfectorale ou ministérielle.

Recherche, constatation des infractions : par les officiers (maire et adjoints, officiers et gradés de la gendarmerie) et agents de police judiciaire ainsi que les inspecteurs de l'environnement (OFB, DDT(M)...). (art. *L. 341-20 C. env.*).

Sanctions : les sanctions des infractions relatives aux sites inscrits ou classés sont prévues à l'article *L. 341-19* du *Code de l'environnement.* Les sanctions peuvent allées de six mois d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende ou de 2 ans d'emprisonnement et de 375 000 euros d'amende en fonction de l'ampleur de la violation qui a été commise.



© France Nature Environnement Normandie

Espace naturel sensible (ENS)
(art. *L. 113-8, L. 215-1, L. 331-3* et *R. 113-15, R. 255-1* et suivants *C. urb.*)

Notion : outil départemental de protection et de gestion des espaces naturels par la maîtrise foncière. Aucune définition textuelle n'est donnée. La jurisprudence a tenté de le définir comme suit : « les espaces ayant vocation à être protégés doivent être constitués par des zones dont le caractère naturel est menacé et rendu vulnérable, actuellement ou potentiellement, soit en raison de la pression urbaine ou du développement des activités économiques et de loisirs, soit en raison d'un intérêt particulier, eu égard à la qualité du site, ou aux caractéristiques des espèces animales ou végétales qui s'y trouvent » (TA Besançon, 31/12/1992, SAFER de Franche-Comté).

On dénombre en Normandie :
- 43 ENS dans le Calvados
- 59 ENS dans l'Eure
- 26 ENS dans la Manche
- 40 sites ENS dans l'Orne
- 29 sites dans la Seine-Maritime

Objet :
- Préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels (art. *L. 113-8 C. urb.*).
- Protéger, gérer et ouvrir au public des espaces naturels sensibles.

Effets juridiques : pour mettre en œuvre cet outil, le département peut :
- Créer des zones de préemption (art. L. 215-1 C. urb.). Ce droit lui permet d'acquérir les terrains dans ces zones pour les préserver en les utilisant comme espace naturel ouvert au public, sauf exception (art. *L.215-21 C. urb.*),
- Affecter une part de la taxe d'aménagement aux espaces naturels sensibles. Elle porte sur tout le territoire du département et s'applique à toutes opérations d'aménagement et opérations de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature, soumises à un régime d'autorisation (art. *L. 113-10* et *L. 331-3 C. urb.*). Le produit de cette part est alors utilisé pour financer la protection de ces espaces. Par exemple, elle peut être affectée à l'acquisition des terrains, leur aménagement et entretien, aux études et inventaires du patrimoine naturel...
- Une fois la taxe départementale perçue, le département peut, par arrêté, prendre des mesures de protection réglementaires (art. *L. 113-11* et *L. 113-12 C. urb.*) :
  - Le classement en espace boisé classé (➜ voir Fiche - Protection des haies et boisements)
  - Toutes « mesures nécessaires à la protection des sites et paysages compris dans une zone de préemption » susvisée (interdiction de construire, de démolir, obligation d'exécuter des travaux, constructions, installations affectant l'utilisation du sol...).

Constatation des infractions (art. *L. 610-4 C. urb.*) : les infractions à ces règles sont constatées par tous officiers ou agents de police judiciaire ainsi que par tous les fonctionnaires et agents de l'État et des collectivités publiques commissionnés à cet effet par l'autorité administrative.

Espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN)
(art. *L. 113-15* et *R. 113-19* et suivants du *C. urb*)

Notion : le département ou un EPCI peut délimiter des périmètres d'intervention dans lesquels des programmes d'action seront mis en place pour protéger des terrains (hors zone urbaine (ZU) et à urbaniser (ZAU) délimité par un PLU(i)) (art. *L. 113-15 C. urb.*).

Objet : le programme d'action doit préciser « les aménagements et les orientations de gestion destinés à favoriser l'exploitation agricole, la gestion forestière, la préservation et la valorisation des espaces naturels et des paysages au sein du périmètre d'intervention » (art. *L. 113-21 C. urb.*).

Effets juridiques : les terrains à l'intérieur des périmètres d'intervention peuvent être acquis par le département, une collectivité ou un EPCI (art *L. 113-24 C. urb.*). Après l'acquisition par une personne publique, les terrains ne peuvent être utilisés qu'en vue de la réalisation des objectifs définis par le programme d'action, en vue de la protection et de la mise en valeur des espaces. Par la suite, ces terrains pourront être cédés ou loués, à condition de respecter un cahier des charges particulier.

Autorités compétentes (art. *L. 610-4 C. urb.*) **:** les infractions à ces règles sont constatées par tous officiers ou agents de police judiciaire ainsi que par tous les fonctionnaires et agents de l'État et des collectivités publiques commissionnés à cet effet par l'autorité administrative.

Sites patrimoniaux remarquables (SPR)
(AL. 630-1 et suivants *C. patri)*

Notion : le classement au titre des Sites patrimoniaux remarquables (SPR) résulte de la volonté des collectivités territoriales et des services de l'État de protéger une partie du territoire avec des enjeux patrimoniaux à sauvegarder. Les SPR regroupent les anciens secteurs sauvegardés, les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) et les aires de

mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP). Pour savoir si la zone est classée SPR, vérifiez au service de l'urbanisme de la mairie ou à l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP).

Objet : les sites patrimoniaux remarquables visent à protéger (art. *L. 631-1 C. patri*) :

- Des villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public.
- Les espaces ruraux et les paysages qui forment avec ces villes, villages ou quartiers un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur.

Effets juridiques : un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV), document d'urbanisme, et/ou un Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), servitude d'utilité publique, sont établis. Par exemple, des éléments naturels comme des arbres peuvent être identifiés au sein du règlement du plan et faire l'objet de prescriptions permettant leur protection et leur mise en valeur.
Le classement au titre des sites patrimoniaux remarquables a le caractère de servitude d'utilité publique affectant l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel. Sont donc soumis à autorisation préalable les travaux susceptibles de modifier :

- L'état des parties extérieures des immeubles bâtis ou non
- L'état des éléments d'architecture et de décoration, immeubles par nature ou effets mobiliers attachés à perpétuelle demeure, lorsque ces éléments sont protégés par un PSMV.

Sanctions : en cas de travaux réalisés sans autorisation sur des immeubles dans un SPR, les peines sont prévues par le *Code de l'urbanisme* aux articles *L. 480-1* à *L. 480-5* et *L. 480-9* et vont de l'interruption des travaux à la démolition ou encore une amende allant jusqu'à 300 000 euros.



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

Vous apercevez de la publicité ou des campements dans un espace protégé.

Vous avez connaissance de travaux, ouvrages, manifestations, etc. effectués dans un site protégé.

➜ QUE FAIRE ?

1. Dans tous les cas, tentez de signaler au contrevenant la situation irrégulière pour faire cesser l'atteinte. En cas de refus, prévenez la gendarmerie, la DDTM ou l'OFB.
2. Assurez-vous auprès de la mairie ou la préfecture que l'activité a fait l'objet d'une demande d'autorisation / déclaration.
3. Si les démarches administratives n'ont pas été respectées, contactez une association de protection de l'environnement pour qu'elle puisse vous guider dans les démarches à entreprendre. Celle-ci pourra éventuellement se constituer partie civile.



Liens utiles

➜ Liste de tous les espaces protégés sur le site de la DREAL :
https://valflux.din.developpement-durable.gouv.fr/listeRegionale?element=70

➜ Gestion des espaces protégés par l'OFB :
https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2058

THÈME 4 : ESPACES NATURELS ET PAYSAGES

PROTECTION DES HAIES ET BOISEMENTS

QUELS STATUTS DE PROTECTION PEUVENT BÉNÉFICIER AUX HAIES, ARBRES ET RIPISYLVES ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Quelles différences entre un défrichement, une coupe et un abattage ?

Haie : Structure linéaire continue composée d'une ou plusieurs strates de végétation : arbustes, arbrisseaux et arbres.

Boisement : Etablissement d'une forêt un d'un peuplement d'arbres dans une zone où il n'y avait pas de couvert arboricole antérieur. Si de nouvelles forêts sont construites dans des zones auparavant riches en forêts, on parle de reboisement.

Forêt : formation végétale constituées d'arbres plantés ou spontanés, aux cimes jointives ou peu espacées, dominant souvent un sous-bois arbustif ou herbacé. Selon l'inventaire forestier national, constitue une forêt un massif boisé d'eau moins 4ha, avec une largeur en cime d'eau moins 25m.

Défrichement : « Est un défrichement toute opération volontaire ayant pour effet de détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière [et] toute opération volontaire entraînant indirectement et à terme les mêmes conséquences, sauf si elle est entreprise en application d'une servitude d'utilité publique » (art. *L. 341-1 C.* forestier).

Coupe : les coupes désignent des prélèvements d'arbres programmés et réguliers. Elles rentrent dans le cadre de la gestion à long terme d'un patrimoine boisé.

Arrachage : interventions consistant au déracinement des arbres avec pour objectif la suppression de la haie.



Arrachage © Sentinelles de la nature

POURQUOI PROTÉGER LES HAIES ET BOISEMENTS ?

- ➜ Préserver la biodiversité et des paysages de nos campagnes ;
- ➜ Limiter les risques de coulées de boue du fait de l'érosion hydrique ;
- ➜ Limiter les pollutions diffuses de l'air et des cours d'eau par leurs rôles d'épurateur et de rétention des berges ;
- ➜ Lutter contre la dégradation significative de la berge, du lit et des frayères pour les ripisylves ;
- ➜ Réduire les nuisances sonores dues à la circulation routière ;
- ➜ Préserver les habitations contre les vents violents.

Abattage : interventions ponctuelles et occasionnelles, le plus souvent motivées par un aléa (tempête, maladie...). Contrairement au défrichement, une coupe est une intervention sylvicole qui en principe ne remet pas en cause la destination forestière pérenne du terrain. Une coupe ou abattage d'arbres est donc une intervention manuelle ou mécanique pour un abattage dirigé et soigné, et non pas au bulldozer qui dégrade le sol.

Ripisylves : formations boisées, buissonnantes et herbacées, généralement linéaires, qui se développent sur les bords des cours d'eau ou des plans d'eau, situées dans la zone frontière entre l'eau et la terre. Elles sont constituées de peuplements particuliers du fait de la présence d'eau pendant des périodes plus ou moins longues (saules, aulnes, frênes en bordure, érables et ormes plus en hauteur, chênes pédonculés, charmes sur le haut des berges). On distingue le boisement de la berge située à proximité immédiate du lit mineur et la forêt alluviale qui s'étend plus largement dans le lit majeur.

CONNAÎTRE LE DROIT

Les « formations boisées hors forêts » ne sont pas des éléments naturels protégés par défaut. Elles peuvent abriter des espèces protégées et être indirectement protégées à ce titre (➜ voir Fiche - Atteinte aux espèces protégées). Elles peuvent aussi se trouver dans un espace protégé et donc soumises à des formalités spécifiques (➜ voir Fiche - Atteinte aux espaces protégés). Cherchez par tous les moyens à savoir si le site bénéficie d'une protection particulière. Toutefois, il existe plusieurs régimes spécifiques à la protection des haies, arbres et ripisylves.

EN ZONE RURALE

I. SUR DÉCISION DU PRÉFET DE DÉPARTEMENT

En vertu de l'article *L. 126-3* du *Code rural et de la pêche maritime*, le préfet peut prononcer la protection de boisements linéaires, haies et plantations d'alignement, existants ou à créer :

- soit dans le cadre d'un aménagement foncier, lorsque les emprises foncières correspondantes ont été identifiées par la commission communale d'aménagement foncier comme des éléments présentant un intérêt pour les continuités écologiques et les paysages (art. *L. 123-8, 6° C. rur.*) ;
- soit lorsque le propriétaire en fait la demande.

Ces boisements linéaires, haies et plantations d'alignement doivent répondre à certaines conditions énumérées à l'article *R. 126-15* du *Code rural et de la pêche maritime*. Une fois identifiés, ils figurent dans un plan annexé à l'arrêté préfectoral prononçant leur protection. La destruction sans autorisation préfectorale de ces boisements linéaires, haies et plantations d'alignement est interdite (art. *L. 126-3 C. rur.*).



Haie coupée © Sentinelles de la nature

Les sanctions

Le fait de détruire sans autorisation préfectorale est puni d'une amende de 3 750 euros (art. *L. 126-4 C. rur.*). Cette infraction peut être constatée par des agents assermentés répondant aux conditions de l'article *L121-22 C.rur* (notamment les agents de l'OFB, la DDT(M) de votre département.)

Les démarches à suivre

A. Si vous êtes propriétaires, vous pouvez demander le classement au préfet.

B. Si vous avez connaissance de travaux, ou que vous constatez la destruction a posteriori, rechercher sur le plan cadastral la parcelle en question.

C. Recherchez s'il existe un arrêté préfectoral protégeant cette parcelle et, si c'est le cas, demander à la préfecture si une autorisation a été délivrée.

D. Si aucune autorisation n'a été délivrée, signaler les travaux aux agents de l'OFB, de la DREAL ou la DDT(M) en leur demandant de dresser un procès-verbal.

II. À TRAVERS LE DISPOSITIF D'AIDES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC)

La PAC soumet le versement de certaines aides au respect de règles de Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE), parmi lesquelles la protection des haies rentre en compte au titre du maintien des particularités topographiques, dont la BCAE 8 pour les haies d'une largeur inférieure ou égale à 10 m (art. *D. 615-50-1 C. rur.*) Un arrêté est adopté concernant la mise en œuvre de la conditionnalité de la PAC. Les haies doivent être déclarées dans le dossier PAC et donnent lieu à l'admissibilité aux aides. Ainsi, tout déplacement, remplacement ou destruction d'une haie doit faire l'objet d'une déclaration préalable à la DDT(M), sous peine d'une réduction d'aide (art. *D. 615-58 C. rur.*). Pour connaître les conditions exactes dans lesquelles une haie peut être détruite, déplacée ou remplacée, référez-vous à l'arrêté du 24 avril 2015 relatif aux règles de BCAE. De manière générale, la destruction est interdite, mais le déplacement est possible.



À NOTER :

L'entretien des haies (élagage), l'exploitation du bois, le recépage et la coupe à blanc sont autorisés (tant qu'il n'y a pas de dessouchage) mais il existe une i**nterdiction d'exécution de tous travaux d'entretien entre le 16 mars et le 15 août inclus** (période de nidification des oiseaux). Cette période peut être modifiée par arrêté préfectoral. Dans les cas de recépage, des visites sur place peuvent être diligentées l'année suivant la coupe **pour s'assurer que des repousses sont bien présentes et que l'agriculteur laisse la haie se développer** sans procéder plusieurs années de suite à de telles coupes.

Le contrôle du respect des exigences réglementaires est réalisé par les DDTM et l'Agence de services et de paiement (organisme spécialisé en matière de contrôle du respect des normes de BCAE) (art. *D. 615-52 C. rur.*).

Les sanctions

Les seules sanctions possibles seront celles de pénalités sur les aides.

Les démarches à suivre

A. S'assurer que l'espace correspond bien à la définition de la haie selon la PAC (voir l'article 4 de l'arrêté du 24 avril 2015 relatif aux règles de BCAE).

B. Identifier l'opération effectuée : une destruction, un remplacement, un déplacement ? Si l'opération concerne l'un des trois cas, vérifier qu'elle ne rentre pas dans le cadre dérogatoire (cf arrêté du 24 avril 2015 relatif aux règles de BCAE).

C. Contacter les services de la DDT(M) , pour :

- Demander si la haie a été déclarée. Il faut essayer de communiquer le plus d'éléments possible pour attirer l'attention de la DDT(M), qui est désignée en tant qu'instance de contrôle.
- Si l'opération a été déclarée, avertir du manquement aux règles de conditionnalité de la PAC.



À NOTER :

Plusieurs Guichets uniques Haie ont été mis en place dans certains départements de Normandie et permettent soit d'obtenir des informations sur la réglementation applicable à une haie, soit de déposer un projet projeté sur une haie, soit de signaler une atteinte. Dans le cas où le Guichet haie du département concerné dispose d'un dispositif de signalement, pas besoin de contacter la DDTM par mail ou courrier. Signalez directement l'atteinte sur le guichet !



LE CAS DES RIPISYLVES :

Selon l'article *D. 615-46* du *Code rural* : « Les agriculteurs qui demandent les aides soumises aux règles de conditionnalité prévues par la politique agricole commune et qui disposent de terres agricoles localisées à proximité des cours d'eau définis par arrêté du ministre chargé de l'agriculture sont tenus de conserver une bande tampon pérenne, entre la partie cultivée de leurs terres agricoles et ces cours d'eau, d'une largeur minimale de cinq mètres ou, le cas échéant, au moins égale à celle fixée par les programmes d'action pris pour l'application de l'article *R. 211-80* du *Code de l'environnement*. L'utilisation de traitements phytopharmaceutiques et de fertilisants minéraux ou organiques sur les surfaces consacrées à la bande tampon est interdite. Sauf dans les cas prévus par l'article *L. 251-8*, l'utilisation de traitements phytopharmaceutiques est également interdite sur ces surfaces ».



© Sentinelles de la nature

III. À TRAVERS LA PROTECTION DES CHEMINS RURAUX

L'article *D. 161-14* du *Code rural* et de la pêche maritime dispose qu' « Il est expressément **fait défense de nuire aux chaussées des chemins ruraux et à leurs dépendances** ou de compromettre la sécurité ou la commodité de la circulation sur ces voies ». L'arasement de haies en bordure de chemins ruraux est donc interdit.

EN ZONE NATURELLE, URBAINE OU FORESTIÈRE

I. POUR LES ALLÉES D'ARBRES ET ALIGNEMENTS D'ARBRES QUI BORDENT LES VOIES DE COMMUNICATION

Au titre de la protection paysagère, conformément à l'article *L. 350-3* du *Code de l'environnement*, « le fait d'abattre, de porter atteinte à l'arbre, de compromettre la conservation ou de modifier radicalement l'aspect d'un ou de plusieurs arbres d'une allée ou d'un alignement d'arbres est interdit ». Mais il existe des exceptions, lorsque la préservation de la biodiversité peut être obtenue par d'autres mesures :

- Si l'état sanitaire ou mécanique des arbres présente un danger pour la sécurité des personnes et des biens ;
- Si l'état sanitaire ou mécanique des arbres présente un danger sanitaire pour les autres arbres ;
- Lorsque l'esthétique de la composition ne peut plus être assurée ;
- Lorsque ces opérations sont nécessaires pour les besoins de projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements.

Dans tous les cas, l'abattage de ces arbres devra donner lieu à des mesures compensatoires.

Les démarches à suivre

A. Si une allée d'arbres qui borde une voie de communication doit être ou a été abattue, assurez-vous que cette allée ne rentre pas dans le champ des exceptions mentionnées plus haut.

B. Si vous estimez que l'opération ne rentrait pas dans le champ d'une exception, il est possible de contester la décision via un recours gracieux (demande adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au maire en lui demandant de retirer sa décision). Alertez FNE Normandie via Sentinelles de la Nature pour plus de conseil et appui dans vos démarches.

II. LE CAS DES FORÊTS

Dans une forêt de plus de 4ha, seules les coupes et travaux effectués conformément à un document de gestion approuvé sont légales. En fonction de la superficie et de la nature de la forêt, plusieurs documents de gestion peuvent s'appliquer. Ces documents diffèrent selon s'il s'agit d'une forêt privée ou publique.

- Les forêts publiques appartiennent à une personne de droit public (Etat, collectivités etc..) et relèvent par principe du régime forestier, impliquant l'intervention de l'Office national des forêts. Elles sont identifiables sur le Géoportail.
  Ces forêts sont couvertes soit par un document d'aménagement forestier ou un règlement type de gestion (RTG). En principe, ces documents sont soit disponibles sur le site de l'ONF,

soit sur le site des préfectures (art *D212-6 du C.for.*). Sinon, il est possible d'en faire la demande à l'administration qui a un mois de délai pour y répondre. Si elle choisit de refuser de communiquer le document, son refus doit être express et motivé (*art.L 124-6 du C.env.*). Par exemple, l'administration a le droit de refuser la communication d'information « de nature à porter atteinte au secret des affaires » et à la stratégie commerciale de l'ONF (CE, 27 septembre 2022, association Mormal Forêt Agir[1]).

- Les forêts privées appartiennent à une personne privée (personne physique, société, association etc..) et sont gérées par le Centre national de la propriété forestière (CNPF). Le régime général prévu par le *Code forestier* leur est applicable.
  Pour identifier le propriétaire d'une forêt privée, il est possible d'en faire la demande auprès de la commune.
  Les forêts de superficie supérieure ou égale à 25 hectares sont obligatoirement soumises à un Plan simple de gestion (PSG). Pour les autres, ce plan est facultatif et leur propriétaire peut adhérer à un Règlement type de Gestion. La superficie d'une forêt est calculable à l'aide du Géoportail.

Forêts privées

Les articles *L. 341-3* et *L. 342-1* du *Code forestier* imposent une **demande préalable d'autorisation de défricher** pour un massif de plus de 4 ha. Le propriétaire du terrain doit formuler cette demande auprès de la DDT(M). L'autorisation est donnée pour une durée « de 5 ans à compter de [sa] délivrance expresse ou tacite » (art. *D. 341-7-1 C. for.*). Attention : chaque défrichement devra être compensé par des travaux de boisement ou de reboisement (art. *L. 341-6 C. for.*).

Les sanctions

Lorsque la surface défrichée est supérieure à 10 mètres carrés, le défrichement sans autorisation est puni d'une amende maximale de « 150 euros par mètre carré de bois défriché » (art. *L. 363-1 C. for.*). En cas d'absence de la compensation, par renvoi à l'article *L. 171-8* du *Code de l'environnement,* « l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ». Si la mise en demeure reste infructueuse, l'auteur de l'infraction peut se voir imposer la consignation de la somme d'argent correspondant aux travaux à réaliser, de financer l'exécution d'office des mesures prises, le paiement d'une amende avec astreinte journalière... (art. *L. 341-10 C. for.*).

Les autorités compétentes

Les autorités compétentes en l'espèce sont l'ONF, la DDT(M), mais également les gardes champêtres ou les agents de police municipale, qui en vertu de l'article *L.161-4* du *Code forestier*, sont compétents pour constater des infractions forestières. Ils peuvent dresser un PV si une infraction est en cours ou a eu lieu.

Les démarches à suivre

A. Récoltez des preuves de l'atteinte : prenez des photos et vérifier si une autorisation de défrichement est affichée sur le terrain (attention au droit de propriété).

[1] Conseil d'État, 10ème - 9ème chambres réunies, 27/09/2022, 451627

B. Recherchez si les formalités administratives ont été respectées en contactant les autorités compétentes (mairie ou préfecture). En fonction de vos résultats, signalez l'arasement aux services municipaux ou à l'ONF ou la DDT(M) en leur demandant de dresser un PV.

C. Si vous estimez que l'autorisation préalable n'aurait pas dû être accordée, il est possible de contester la décision via un recours gracieux (demande adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au maire en lui demandant de retirer sa décision). Alertez FNE Normandie via Sentinelles de la Nature pour plus de conseil et appui dans vos démarches.

III. À TRAVERS LE PLAN LOCAL D'URBANISME (INTERCOMMUNAL)

Tout d'abord, l'article *L.113-1* du *Code de l'urbanisme* permet de classer en **Espace Boisé Classé (EBC)** des « arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements » figurant dans les documents graphiques du PLU(i). Ils peuvent être constitués d'espaces publics ou privés. L'article *L. 113-2* du *Code de l'urbanisme* prévoit que l'abattage est autorisé à condition que des mesures compensatoires soient prévues. Dans tous les cas, ce classement aboutit à soumettre à déclaration préalable toute coupe et abattage d'arbres classés, sauf arbres dangereux ou morts, et à interdire tout mode d'occupation des sols mettant en cause la vocation boisée de l'espace (donc interdit les dessouchages) (art. *R. 421-23 C. urb.*).

Ensuite, l'article *L. 151-19* et *L. 151-23* du *Code de l'urbanisme* prévoit que le règlement du PLU(i) peut identifier des « **éléments de paysage** » à protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique. Le règlement du PLU(i) peut soumettre à prescriptions la coupe, l'abattage ou le défrichement de ces éléments de paysage. De plus, les travaux ayant pour effet de modifier ou de supprimer ces éléments de paysage doivent être précédés d'une déclaration préalable (art. *R. 421-23, h*) *C. urb.*). Le maire devra s'opposer à cette déclaration en fonction de différents critères posés par les textes (art. *L. 421-6 et L. 421-7 C. urb.*) et la jurisprudence, l'un d'entre eux étant le fait de compromettre la conservation des boisements (CE, 6 octobre 1982, min. agr. c/ Mme Bastide[2]).

Enfin, **des zonages** peuvent être identifiés dans le PLU(i) au titre de la trame verte et bleue (qui intègre les corridors écologiques) (art. *L. 113-30 C. urb.*). Deux niveaux de protection sont alors possibles :

- Les arbres/haies sont soumis à des prescriptions définies dans une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du PLU(i) (art. *L. 151-7 C. urb.*). Les aménagements et travaux doivent être compatibles avec les dispositions de l'OAP.
- Les arbres/haies sont compris dans des emplacements réservés (art. *L. 151-41 C. urb.*). La servitude associée à l'emplacement réservé bloque l'utilisation des terrains concernés et interdit tout projet allant à l'encontre de l'objectif de réalisation ou de préservation de la continuité écologique.

[2] Conseil d'État, 6 / 2 ssr, 06 octobre 1982, 15964, 22711 et 22717



CAS PARTICULIER :

Si le PLU(i) n'est pas encore approuvé : l'article L. 113-2 du *Code de l'urbanisme* dispose que la délibération prescrivant l'élaboration d'un PLU peut soumettre à déclaration préalable les coupes de haies ou arbres isolés. Il existe des exceptions où aucune déclaration n'est exigée (art. *R 421-23-2 C. urb.*) : soit le propriétaire procède à l'enlèvement des arbres dangereux, des chablis et des bois morts, soit la protection du boisement est assurée dans le cadre d'une autre législation.
En l'absence de PLU : Les arbres, haies et ripisylves peuvent être protégés par une délibération du conseil municipal de la commune, après une enquête publique (art. *L. 111-22 C. urb.*). Les travaux visant ces éléments doivent faire l'objet d'une déclaration préalable (art. *R. 421-23 C. urb.*).

Les sanctions

Sanctions administratives

Le préfet peut, en cas de déboisements ou de travaux illicites (art. *R. 113-2 C. urb.*) :

- ordonner le rétablissement des lieux en nature de bois dans les 3 ans de leur exécution, et en cas de carence du propriétaire, exécuter d'office les travaux de plantation ou de semis à ses frais
- exécuter d'office, aux frais du propriétaire, des travaux prescrits, mais non réalisés dans les 3 ans à compter de la fin de l'année au cours de laquelle ils auraient dû l'être.

Sanctions pénales

Des sanctions pénales punissent les coupes et abattages d'arbres/haies effectués sans déclaration préalable, ou en méconnaissance d'une opposition à déclaration préalable, que le PLU(i) soit en vigueur ou seulement prescrit :

- d'une amende comprise entre 1 200 et 300 000 euros (6 000 euros par m^2 pour une construction) (art. *L. 610-1* et *L. 480-4 C. urb.*),
- et le cas échéant, d'une obligation de démolition des ouvrages ou la réaffectation du sol en vue du rétablissement des lieux dans leur état antérieur (art. *L. 480-5 C. urb.*).

Les autorités compétentes

L'article *L. 480-1* du *Code de l'urbanisme* dispose que « tous officiers ou agents de police judiciaire ainsi que tous les fonctionnaires et agents de l'État et des collectivités publiques commissionnés » sont compétents. Ainsi, le maire, ou le président de l'EPCI, peuvent constater l'infraction, il est tenu d'en dresser le procès-verbal et de le communiquer au parquet.

Démarches à suivre

Si ce n'est pas déjà le cas, il est possible de suggérer au maire ou au président de l'EPCI de protéger les boisements lors de la prochaine modification ou révision du PLU(i) (EBC, élément de paysage, OAP, emplacement réservé).

A. Si le boisement est protégé, rechercher si les formalités ont été respectées en contactant les autorités compétentes (mairie, bénéficiaire de l'emplacement réservé…).

B. Si les formalités n'ont pas été respectées, contactez l'OFB, le maire, le président de l'EPCI, ou la DDT(M) en leur demandant de dresser un procès-verbal. Contactez aussi la préfecture compétente, concernant les sanctions administratives.

C. Si la mairie a autorisé l'abattage ou la coupe, il est possible de contester la décision de refus d'opposition à la déclaration via un recours gracieux (demande adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au maire, lui demandant de retirer sa décision). Alertez FNE Normandie via Sentinelles de la Nature pour plus de conseil et appui dans vos démarches.

DANS UN SITE ARCHITECTURAL OU PAYSAGER PROTÉGÉ

I. DANS LE PÉRIMÈTRE DE PROTECTION DES IMMEUBLES CLASSÉS OU INSCRITS AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

Conformément aux articles *L. 621-30* et suivants du *Code du patrimoine*, les arbres, haies et ripisylves peuvent bénéficier du régime de protection au titre des abords s'ils se situent dans un périmètre de 500 m autour d'un monument historique. L'article *R. 421-24* du *Code de l'urbanisme* prévoit une obligation de déclaration préalable pour les travaux ayant pour effet de modifier l'aménagement des espaces non bâtis aux abords d'un monument historique, avec avis préalable de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). Si l'arbre, la haie ou la ripisylve est également visible du monument historique ou en même temps que lui (critère de co-visibilité), il faut une autorisation préalable de l'ABF (art. *L. 621-32 C. patri.*). Le périmètre de 500m peut être remplacé par un Périmètre délimité des Abords (PDA), document adopté par la commune sur proposition de l'ABF.

II. LES SITES PATRIMONIAUX REMARQUABLES (SPR)

Les SPR permettent, sur demande, de protéger le patrimoine culturel d'une commune ou un quartier (art. *L. 630-1* et suivants *C. patri.*) (➜ voir Fiche - Atteinte aux espaces protégés) par « Un plan de sauvegarde et de mise en valeur établi sur tout ou partie du site patrimonial remarquable » (art. *L. 631-3 C. patri*). Ce plan impose la conservation de ces éléments, ou des prescriptions particulières à respecter en cas de coupe.

De plus, l'acte classant le site patrimonial remarquable en délimite le périmètre et les travaux susceptibles de modifier l'état des éléments classés sont soumis à une autorisation préalable (art. *L. 632-1 C. patri.*) soumise à l'avis de l'ABF.

Les démarches à suivre

A. Récoltez des preuves de l'atteinte : prenez des photos et vérifier si une autorisation de défrichement est affichée sur le terrain (attention au droit de propriété).

B. Recherchez si les formalités administratives ont été respectées en contactant les autorités

compétentes (mairie ou préfecture). En fonction de vos résultats, signalez l'arasement aux services municipaux ou à l'OFB ou la DDT(M) en leur demandant de dresser un PV.

C. Si vous estimez que l'autorisation préalable n'aurait pas dû être accordée, il est possible de contester la décision via un recours gracieux.

À PROXIMITÉ DES COURS D'EAU OU PÉRIMÈTRE DE CAPTAGE D'EAU POTABLE

I. DES RÉGIMES DE PROTECTION PARTICULIERS POUR LES RIPISYLVES

En premier lieu, si la haie constitue la berge d'un cours d'eau, **les travaux et opérations peuvent être soumis à une procédure administrative liée à la police de l'eau** (autorisation, déclaration selon la nomenclature IOTA). Par exemple lorsque l'arrachage de ripisylves conduirait à modifier le profil en long du cours d'eau sur 100 mètres, aurait un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie, ou aboutirait à détruire plus de 200 m^2 de frayères (➜ voir Fiche - Busage, recalibrage, dérivation d'un cours d'eau).

En outre, l'article *L. 211-14* du *Code de l'environnement* dispose que « le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de dix hectares, l'exploitant ou, à défaut, l'occupant ou le propriétaire de la parcelle riveraine est tenu de mettre en place et de maintenir **une couverture végétale** permanente composée d'espèces adaptées à l'écosystème naturel environnant sur le sol d'une largeur d'au moins cinq mètres à partir de la rive (...) »

Cette obligation s'applique à une liste de cours d'eau arrêtée par l'autorité administrative. En cas de méconnaissance de cette obligation, l'autorité administrative doit mettre en demeure la personne à laquelle elle incombe d'y satisfaire dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé, il n'a été obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative peut notamment, par décision motivée et après avoir invité l'intéressé à faire connaître ses observations : consigner une somme correspondant au montant des travaux à réaliser avant une date déterminée, faire procéder d'office, aux frais du responsable, à l'exécution des mesures prescrites, etc. (art. *L. 171-8 C. env.*). Le respect de cette obligation conditionne également le maintien de certaines aides de la PAC.

De plus, le propriétaire riverain est responsable du **bon état écologique du cours d'eau** sur sa propriété, conformément à l'article *L. 215-14* du *Code de l'environnement*. Il est notamment tenu à un entretien régulier.

Enfin, « tout propriétaire d'un droit de pêche est tenu de participer à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques. A cet effet, il ne doit pas leur porter atteinte et, le cas échéant, il doit effectuer **les travaux d'entretien, sur les berges et dans le lit du cours d'eau, nécessaires au maintien de la vie aquatique** » (art. *L. 432-1 C. env*). Le fait de détruire les frayères ou zones de croissance ou d'alimentation des poissons est puni de 20 000 euros d'amende (sauf autorisation) (art. *L. 432-3 C. env*).

Les démarches à suivre

Les démarches sont les mêmes que pour le point précédent.

II. À TRAVERS LE PÉRIMÈTRE DE PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE

Selon les prescriptions déterminées dans le périmètre instauré (➜ voir Fiche - La protection des captages d'eau potable), le propriétaire ou exploitant qui souhaite faire des travaux/opérations devra en faire la demande au maire ou à la collectivité compétente en matière d'eau potable, ou encore à l'Agence régionale de Santé.

À PROXIMITÉ DES PROPRIÉTÉS VOISINES

Si des arbres ont été plantés trop proches des limites séparatives de voisinage, ils peuvent devenir une source de conflits entre voisins.

I. LES EXCEPTIONS AUX ARTICLES 671 ET 672 DU *CODE CIVIL*

Selon les articles *671* et *672* du *Code civil*, lorsque dans une propriété privée, un arbre de plus de 2 m de haut est implanté à moins de 2 m de la limite d'une propriété privée voisine, le propriétaire riverain peut exiger son arrachage ou sa réduction à 2 m de haut. Cette distance est réduite à ½ m si les arbres font moins de 2 m.

Des exceptions à ce principe existent :

- *Si l'arbre est sur un site où un règlement particulier permet de le conserver à proximité de la limite de propriété. Il peut s'agir :*
  - de règlement de copropriété, de cahier des charges de lotissement ou de règlement de lotissement.
  - de règlements d'urbanisme tels que le PLU(i) (classement en EBC ou SPR).
  - d'arrêté d'une autorité administrative (maire, préfet, etc).
  - de règles spécifiques pouvant exister vis-à-vis du domaine public, des voiries, des chemins ruraux.
- Si l'arbre est dans une commune où un usage constant et reconnu permet de le conserver à proximité de la limite de propriété. Ces usages sont généralement codifiés par les chambres d'agriculture, dont un exemplaire est conservé en mairie pour consultation du public (art. *R. 511-1, 3e al. C. rur.*).
- Si l'arbre a plus de 2 m de haut depuis plus de 30 ans, la prescription trentenaire permet de le conserver (art. *690 C. civ.*).
- Si l'arbre est situé sur une parcelle issue de la division d'un terrain qui a appartenu au même propriétaire, la « destination du père de famille » permet aux propriétaires successifs de conserver cet arbre à proximité de la limite de propriété (art. *693 C. civ.*).
- S'il existe un titre (acte authentique) conclu entre voisins pour protéger les arbres.
- S'il existe une obligation réelle environnementale (ORE) : « Les propriétaires de biens immobiliers peuvent conclure un contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement en vue de faire naître à leur charge, ainsi qu'à la charge des propriétaires ultérieurs du bien, les obligations réelles que bon leur semble, dès lors que de telles obligations ont pour finalité le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonctions écologiques » (art. *L. 132-3 C. env.*).

II. LES EXCEPTIONS À L'ARTICLE *673* DU *CODE CIVIL*

Conformément à l'article 673 du *Code civil*, le voisin peut contraindre à l'élagage d'un arbre si des branches dépassent sur sa propriété. Ce droit est imprescriptible donc aucune protection au titre du Code de l'urbanisme ou autre (ex : EBC) n'est applicable en l'espèce. Cependant, plusieurs exceptions existent :

- Si les fonds sont séparés par un chemin privé dont l'usage commun par les riverains ne saurait être limité à la circulation et au passage (Civ. 3e, 2 févr. 1982, no 81-12.532).
- Si la demande d'élagage emporte l'obligation de détruire les arbres ou leur est nuisible (Civ. 3e, 27 avr. 2017, no 16-13.953).

Les démarches à suivre

A. En amont, tentez d'inscrire la conservation des arbres dans un règlement particulier ou demandez le classement au préfet ou au maire au titre du *Code rural* ou dans les documents d'urbanisme.

B. En cas d'apparition d'un litige, tentez de le résoudre à l'amiable. En effet, privilégiez le dialogue avec vos voisins, ou faites intervenir un médiateur pour trouver un compromis.

C. Si le désaccord persiste, il est préférable pour vous de contacter un avocat qui pourra défendre vos intérêts privés. Au surplus, vous pouvez contacter une association de protection de l'environnement pour qu'elle vous accompagne dans vos démarches, ou une association naturaliste pour qu'elle vous confirme l'intérêt écologique de conserver vos arbres.

Tableau récapitulatif des autorités compétentes

Régime de protection	Vérification	Autorités compétentes
Espèces protégées	*Listes Espèces protégées (arrêté ministériel)*	*OFB*
Ripisylve	Prescriptions de l'arrêté préfectoral	DDT(M) : déclaration/ autorisation
Périmètre de protection des captages d'eau potable	Modification du cours d'eau	Collectivité compétente ou ARS
Zone Natura 2000		DDT(M) : déclaration
Arrêté de protection de Biotope		DDT(M)
Site classé		DREAL, mairie, ABF
Site inscrit		Mairie, ABF
Périmètre d'un monument historique		Mairie, ABF, préfecture (autorisation préalable)
Secteur d'un aménagement foncier	Arrêté préfectoral	DDT(M)
PLU(i)	Prescriptions du PLU(i)	Mairie ou EPCI
PAC		DDT(M)

Dans tous les cas, alertez FNE Normandie sur Sentinelles de la Nature.



Liens utiles

➜ Site de l'OFB : **https://ofb.gouv.fr**

➜ Plaquette des BCAE : **https://www.ain.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Agriculture-foret-et-developpement-rural/Politique-Agricole-Commune-PAC-2023-2027/Conditionnalite-2023-2027/Bonnes-conditions-**

➜ Fiches de conditionnalité BCAE 7: **https://www1.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2025/Dossier-PAC-2025_notice_elements-biodiversite.pdf**

➜ Fiche de la DDTM de la Manche : **https://www.manche.gouv.fr/Media/Files/La-haie-protege-protegeons-la3**

➜ Annuaire des centres des impôts foncier et cadastre : **ps://lannuaire.service-public.fr/navigation/centre_impots_fonciers**

➜ Guichet unique DDTM 27 : **https://www.eure.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/eau-et-nature/Guichet-unique-haies-et-arbres-d-alignements-dans-l-Eure**

➜ Guichet unique DDTM 14 : **https://www.calvados.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement.-risques-naturels-et-technologiques/Biodiversite/Haies**

➜ Guichet d'information DDTM 76 : **https://www.seine-maritime.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Agriculture-Foret/Enjeux-environnementaux-Eau-Erosion-Ruissellement/Haies2/Guichet-unique-haies-Seine-Maritime**

➜ Guichet DDTM 50 (projet) : **https://www.manche.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Agriculture/La-haie-informations-reglementation**

THÈME 4 : ESPACES NATURELS ET PAYSAGES

TRAVAUX EN ZONE HUMIDE, ZONE HUMIDE DÉGRADÉE



QU'EST-CE QU'UNE ZONE HUMIDE ?

POURQUOI FAUT-IL LES PRÉSERVER ?

DES TRAVAUX PEUVENT-ILS ÊTRE AUTORISÉS DANS CES ESPACES ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Qu'est-ce qu'une zone humide ?

Zone humide : selon l'article *L. 211-1* du *Code de l'environnement*, deux critères (alternatifs) permettent de caractériser une zone humide. Ainsi, « on entend par zone humide :

- les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire
- ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

L'article *R. 211-108* du *Code de l'environnement* pose quant à lui les critères à retenir pour définir des zones humides. Pour identifier les plantes ainsi que les types de sols d'une zone humide, il faut se référer à l'arrêté du 24 juin 2008[1].



© Sentinelles de la nature

POURQUOI FAUT-IL LES PRÉSERVER ?

➜ Conserver les services écosystémiques qu'elles fournissent : épuration de l'eau, atténuation des crues, soutien d'étiage, rôle de « tampon » et de « filtre » ;

➜ Préserver la biodiversité qu'elles accueillent ;

➜ Préserver les paysages caractéristiques (estuaires, lagunes, étangs, marais, tourbières, prairies humides…).

Les zones humides sont protégées par la Convention du 2 février 1971 relative aux zones humides d'importance internationale dite Convention de RAMSAR. La Normandie comporte beaucoup de zones humides, dont trois sites répertoriés d'importance internationale au titre de la Convention RAMSAR[2].

CONNAÎTRE LE DROIT

Le *Code de l'environnement* reconnaît et protège ces zones humides en fixant un objectif de gestion équilibrée de la ressource en eau, et en affirmant que la préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général.

[1] Modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009.

[2] Les marais du Cotentin et du Bessin, la baie du Mont-Saint-Michel, et le Marais Vernier et la Risle maritime. Avec les îles anglo-normandes, on dénombre 11 sites Ramsar (3 Normandie, 4 Jersey, 3 Guernesey et 1 Alderney) et 1 ville Ramsar (Pont-Audemer).

L'illégalité des travaux non autorisés ou déclarés

Les Installations, Ouvrages, Travaux ou Activités (IOTA) figurant dans la nomenclature EAU sont soumis à une procédure d'autorisation ou de déclaration en fonction des dangers ou inconvénients qu'ils représentent pour la ressource en eau et ses usages fondamentaux, ainsi que pour la qualité ou la diversité des milieux aquatiques (*art. L. 214-1* et suivants, *art. R. 214-1* et suivants *C. env.*).

La nomenclature EAU, annexée à l'article *R. 214- 1* du *Code de l'environnement*, liste sous des rubriques numérotées les définitions techniques des IOTA. La rubrique 3.3.1.0. réglemente les travaux en zones humides.

Tous travaux concernant une zone humide (assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais) doivent avoir fait au préalable l'objet d'une autorisation ou d'une déclaration auprès des services de la préfecture (DDT.M en général) (*art. R. 214-6* et *s.* et *R. 214-32* et *s. C. env.*).

Si la zone asséchée ou mise en eau est :

- supérieure ou égale à 1 ha : les travaux sont soumis à autorisation ;
- supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha : les travaux sont soumis à déclaration.

Les arrêtés d'autorisation et les récépissés de déclaration sont affichés en mairie pendant un mois, et mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture pendant un mois au moins (*art. R.181-44* et *s. C. env.*). Les autorisations environnementales peuvent être contestées dans un délai de 2 mois pour les tiers à compter de la dernière formalité accomplie (*R.181-50 C. env.*).

Pour les autorisations comme pour les déclarations, le pétitionnaire doit présenter un document d'incidences de son projet sur l'environnement (*art. L.181-5* et *s.*, *R. 214-6* et *R. 214-32 C. env.*). Pour les autorisations d'installations, ouvrages, travaux et activités présentant un caractère temporaire et sans effet important et durable sur le milieu naturel, celles-ci peuvent être accordées sans enquête publique préalable (*art. R. 123-1* et et *L. 214-4 C. env.)*.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de Seine-Normandie 2022-2027 renvoi quant à lui aux SAGE (Schéma d'aménagement et de gestions des eaux) des différents bassins versants afin de définir les zones humides pour lesquelles certains projets ne sont pas compatibles avec les enjeux de préservation, qu'il s'agisse de projet d'aménagement de carrières, de drainage, de remblai ou déblai, de création de plan d'eau ou de mise en culture intensive.

Les documents d'urbanisme (PLU.i, Carte Communale, SCOT) peuvent également réglementer les travaux susceptibles d'avoir un impact sur les zones humides. Plus particulièrement, la protection des zones humides fait partie des objectifs d'un PLU(i), que ce soit au titre de la prévention des risques naturels, des pollutions, de la protection des milieux naturels et des paysages, de la biodiversité et des écosystèmes ou encore de l'adaptation au changement climatique (*art. L.101-2 5°, 6° et 7° CU)*.

Les autorités compétentes

Sont notamment habilités à rechercher et à constater les infractions à ces dispositions les officiers et agents de police judiciaire et les inspecteurs de l'environnement mentionnés à l'article *L. 172-1 C. env.* (ce sont notamment les agents de la DDT.M et de l'OFB ; *art. L. 216-3 C. env.*).



A NOTER:

Les ICPE peuvent parfois être également classés comme IOTA. Dans ce cas, l'autorisation ICPE vaut autorisation IOTA, mais l'ICPE devra tout de même respecter les prescriptions propres à la règlementation IOTA. Ainsi, l'ICPE est soumises aux règles de fond, mais pas de formes.

Les sanctions

Le fait d'effectuer de tels travaux ou ouvrages :

- sans autorisation, est puni d'un an d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (*art. L. 173-1 C.env.*) ;
- sans déclaration préalable est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende (*art. L. 173-2 C.env.*) ;
- en violation d'une décision d'opposition à déclaration ou de refus d'autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende (*art. L. 173-1 C.env.*).



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

Vous observez un comblement dans une zone humide (mare, étang, cours d'eau...), un drainage ou un fossé creusé pour assécher la zone, voire un affouillement et un décapage du terrain.

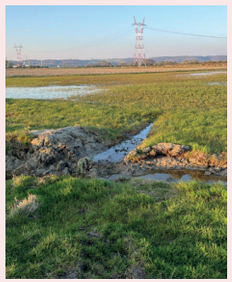
➜ QUE FAIRE ?

Recherchez la parcelle dont il s'agit sur le cadastre (ou https://www.geoportail.gouv.fr).

Renseigner vous pour savoir si la parcelle fait l'objet d'un classement en zone humide dans un inventaire officiel (SAGE, PLU, etc.), via le site de la DREAL (inventaire des zones humides) et le site Géoportail ou Géoportail de l'Urbanisme.

À défaut, tentez de vérifier le caractère humide de la zone :

- Prenez des photos pour caractériser l'état initial ;
- Tentez de qualifier la nature de la zone humide par un inventaire botanique ou une étude de sol ;



© Sentinelles de la nature

- Evaluez la superficie des travaux, la profondeur du creusement ou la hauteur du remblai.

Vérifier auprès des services compétents de la mairie et de la DDT(M) si les travaux ont été autorisés ou non.

Si vous observez des travaux en cours (remblai de mare par exemple), prévenez immédiatement l'OFB et la DDT.M qui ont le pouvoir d'intervenir pour faire cesser les travaux et ordonner la remise en état.

En l'absence d'autorisation, alertez la DDT(M), l'OFB ou la DREAL par courrier et demander une mise en demeure administrative (*art. L. 216-1 C. env.*) et que soit dressé un procès-verbal afin d'assurer la remise en état du site.

Alertez FNE Normandie sur Sentinelles de la Nature et tenez-nous au courant de vos démarches et des retours obtenus.

Liens utiles

➜ Agence de l'eau Seine-Normandie : **www.eau-seine-normandie.fr**

➜ Zones humides en Normandie (Pré-localisation) : **www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/zones-humides-a465.html**

➜ Carte interactive de localisation des zones humides : **http://sig.reseau-zones-humides.org**

➜ Portail national d'information : **http://www.zones-humides.org**

THÈME 5 : DÉCHETS

DÉPÔTS IRRÉGULIERS DE DÉCHETS

QU'EST-CE QU'UNE DÉCHARGE SAUVAGE ?

QUELLES SONT LES RÉGLEMENTATIONS QUI S'Y APPLIQUENT ?

QUE FAIRE LORSQUE JE DÉCOUVRE UN DÉPÔT IRRÉGULIER DE DÉCHETS ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définitions (art. *L. 541-1-1* et *R. 541-8 C. env.*)

Déchet : « toute substance ou tout objet (…) dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire » (art. *L. 541-1-1 C. env.*). Un déchet peut être liquide, solide, gazeux…, peu importe que ces objets ou substances soient en bon état ou non.

Déchet inerte : « tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine » (art. *R. 541-8 C. env.*) : gravats, briques, tuiles…Ils proviennent essentiellement de l'industrie du BTP.

Déchet ménager : « *tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur est un ménage* »[1].

Biodéchets : « les déchets non dangereux biodégradables de jardin ou de parc, les déchets alimentaires ou de cuisine provenant des ménages, des bureaux, des restaurants, du commerce de gros, des cantines, des traiteurs ou des magasins de vente au détail (…) ».

Les dépôts d'ordures peuvent être classés en trois catégories :

- **Dépôts contraires au règlement de collecte :** déchets déposés de manière contraire au règlement de collecte (au portail des déchèteries, encombrants déposés sur la voie publique en dehors des créneaux ou sans étiquette numérotée…).
- **Décharges sauvages :** un dépôt de déchet irrégulier qui nécessite une autorisation ICPE. Le dépôt de déchets est soumis à la réglementation ICPE en fonction de sa nature ou son volume. Par exemple, à partir de 100m² pour les véhicules hors d'usage et la ferraille, à partir de 100m³ pour le bois.

Parmi ces décharges, on retrouve les « **décharges commu¬nales ou brute**s » : lieux de dépôt de déchets, faisant l'objet d'apports réguliers, souvent exploités par des communes pour le dépôt des ordures ménagères. Ces sites, s'ils n'ont pas fait l'objet d'une auto¬risation préfectorale au titre de la réglementation ICPE ou ISDI, sont illégaux.

POURQUOI INTERDIRE LES DÉPÔTS DE DÉCHETS IRRÉGULIERS ?

➜ Préserver le paysage (intérêt esthétique) ;

➜ Protéger les écosystèmes : les déchets polluent l'eau, le sol, sous-sol, l'air, la faune et la flore.

➜ Éviter les incendies de forêt : risque accru lorsque les déchets sont déposés en forêt.

➜ Protéger la santé : risques physiques de blessures, diffusion de substances pathogènes, bio accumulation[2] par ingestion d'aliments contaminés, etc.

[1] Ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté.

[2] Les substances se concentrent dans les graisses à des teneurs de plus en plus importantes au fur et à mesures qu'ils remontent la chaîne alimentaire.



ATTENTION :

pour les anciennes décharges communales qui ne font plus l'objet d'apports de déchets et qui n'ont pas été remises en état, les maires peuvent entreprendre des travaux de réhabilitation.

- **Dépôts irréguliers :** tout abandon ou dépôt de déchets irrégulier (dont le volume ne dépasse pas la réglementation ICPE). Ce sont des dépôts clandestins de déchets réalisés par des particuliers ou des entreprises, sans autorisation communale ni préfectorale.

De façon générale, le Conseil d'Etat a rappelé dans sa décision du 26 juin 2023[3] que, le fait qu'un dépôt ait été fait sur une propriété, par son propriétaire, ne fait pas obstacle à ce que les déchets qui le composent soient qualifiés de déchets. Il évidemment nécessaire d'apprécier l'état matériel, la perte d'usage, la durée et les conditions de dépôt.



© Sentinelles de la nature

CONNAÎTRE LE DROIT :

Les décharges sauvages sont la conséquence de l'insuffisance des moyens de collecte et de traitement, mais surtout d'actes d'incivisme.

La gestion des déchets doit se faire dans des sites d'accueil spécifiques. Ces décharges sont soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation au titre de la réglementation dite « ICPE ». Est donc illégale :

- une décharge qui n'a pas fait l'objet d'une autorisation, d'un enregistrement ou d'une déclaration ;
- tout dépôt de déchets contraire au règlement de collecte ;
- tout dépôt sauvage, même s'il n'est pas soumis à la réglementation ICPE.

[3] Conseil d'Etat – 6ème chambre réunies, 457040

Responsabilité (art. *L. 541-2 C. env.*)

Est responsable du dépôt :

- Le détenteur ou le producteur des déchets.
- En leur absence, le propriétaire du terrain sur lequel les déchets sont entreposés peut être regardé comme leur détenteur et être assujetti à l'obligation de les éliminer, notamment s'il a fait preuve de négligence à l'égard d'abandons sur son terrain ou s'il ne pouvait ignorer, à la date à laquelle il est devenu propriétaire de ce terrain, d'une part, l'existence de ces déchets, d'autre part, que la personne y ayant exercé une activité productrice de déchets ne serait pas en mesure de satisfaire à ses obligations (CE, 24 octobre 2014, n°361231, Société Unibail-Rodamco).

Les autorités compétentes

Pouvoir de police administrative	Sanctions	Autorités compétentes
Police générale du maire (bon ordre, salubrité, sûreté et sécurité publique)	Administrative : Oui Pénale : Oui	1. Le maire (art. *L. 2212-1* et *L. 2212-2 CGCT*) 2. Le préfet en cas de carence du maire ou si le dépôt s'étend sur plusieurs communes (art. *L. 2215-1 CGCT*)
Règlement de collecte	Administrative : Non Pénale : Oui	1. Le maire (art *L. 2224-13*, *L. 2224-14* et *L. 2224-16 CGCT*) 2. Le président de l'EPCI en cas de transfert (art. *L. 5211-9-2 CGCT*)
Police spéciale des déchets (abandon, dépôt illégal, mauvaise gestion)	Administrative : Oui Pénale : Oui	1. Le maire (art. *L. 541-3*, *L. 541-21-3* et *L. 541-21-4 C. env.*) 2.Le préfet si c'est une décharge sauvage (ICPE) : DREAL 3.Le président de l'EPCI en cas de transfert (art. *L. 541-3 C. env.*)

Les sanctions administratives

En matière de police spéciale des déchets : l'autorité titulaire du pouvoir de police compétent est le maire (art. *L. 541-3 C. env.*). Après avoir constaté un dépôt sauvage, le maire peut mettre en demeure le responsable de retirer les déchets puis, en cas d'échec, procéder à des sanctions administratives (consignation, exécution d'office, astreinte, etc.). Depuis 2020, le maire peut ordonner le paiement d'une amende allant jusqu'à 150 000 euros si la personne concernée n'a pas obtempéré après mise en demeure. En cas d'inertie du maire, le préfet détient un pouvoir de substitution dans l'exercice de ses pouvoirs de police des déchets (art. *L. 2215-1 CGCT*). Vous pouvez alors signaler au préfet la carence du maire.



À SAVOIR :
Le maire peut déléguer sa compétence à une intercommunalité ou à un autre EPCI.

En cas de décharges sauvages (ICPE) non autorisées : le maire a la possibilité d'ordonner des mesures d'élimination des déchets, mais le préfet est seul compétent pour enclencher les démarches administratives propres à la réglementation ICPE (demande de régularisation administrative). Concrètement, ce sont les DREAL qui mettent en œuvre l'action administrative contre ces décharges illégales.

Les sanctions pénales

Autorités compétentes pour rechercher et constater les infractions :

- les officiers et agents de police judiciaire (dont le maire),
- les agents de police municipale et de gendarmerie,
- les inspecteurs de l'environnement mentionnés à l'art. *L. 172-1 C. env.* (DDT(M), DREAL, OFB),
- Les agents de l'ONF (sur le domaine public forestier).

1. **Abandon de déchets :** la sanction va de la contravention de 2e classe au délit passible de deux ans d'emprisonnement et 150 000 euros d'amende (art. *L. 541-46, 4° C. env.*, *R. 632-1* et *R. 635-8 C. pén.*).
2. **Exploitation d'une ICPE sans autorisation/déclaration/enregistrement :** 1 an d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende (art. *L. 173-1 C. env.*). Des travaux de remise en état des lieux exécutés d'office aux frais du condamné peuvent être ordonnés par le tribunal (art. *L. 541-46 C. env.*).



© Sentinelles de la nature

Les exceptions

Ne sont pas soumis à autorisation administrative (art. *2 arrêté du 15 février 2016* relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux)

- les déchets inertes stockés dans une installation pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur le lieu de stockage définitif ;
- les déchets inertes stockés dans une installation pour une durée inférieure à trois ans avant leur valorisation ;
- les déchets inertes utilisés pour la réalisation de travaux d'aménagement, de réhabilitation



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

Un exploitant a abandonné des déchets après cessation de son activité, un propriétaire accueille des déchets sur sa parcelle, une personne abandonne ses déchets encombrants dans un sous-bois, etc.

➜ QUE FAIRE ?

Avant toute action, relevez des renseignements utiles :

- Situation géographique la plus précise possible.
- Détenteur ou propriétaire des déchets (si vous trouvez des courriers ou factures parmi les déchets par exemple) ou le propriétaire du terrain.
- Type de déchets et envergure du dépôt.
- Nuisances et sensibilité de la zone.
- Assurez-vous qu'aucune référence à une autorisation n'est faite par affichage sur le site.

La preuve des faits peut être apportée par tous moyens : témoignage, photographie, constat d'huissier. **Attention à ne pas vous placer vous-même en situation d'infraction en pénétrant sur une propriété privée.**

Démarche amiable : avant d'engager toute démarche administrative ou pénale, mieux vaut privilégier la courtoisie :

A. Envoyez un courrier ou un mail au « détenteur/producteur » des déchets ou au propriétaire lui rappelant ses obligations. En cas d'absence de réaction ou de réaction négative, engager la démarche administrative.

Démarche administrative : cette démarche consiste, en cas d'échec de la démarche amiable, à alerter la municipalité (cf. Modèles de courrier). Celle-ci pourra alors (art. *L. 541-3 C. env.*) :

A. Constater les faits ;

B. Aviser le responsable des faits qui lui sont reprochés (une obligation pour le maire) ;

C. Le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de la réglementation dans un délai déterminé. Le maire n'y est pas tenu, sauf risque important et urgent pour l'environnement et la santé : dans ce cas son inaction constitue une faute lourde ;

D. Mettre en œuvre une des prérogatives de l'art. *L. 541-3 C. env.* (notamment procéder à l'exécution d'office de travaux aux frais du responsable) en cas d'inaction du responsable dans le délai qui lui était imparti. C'est encore une fois une simple faculté.

E. En cas d'inertie du maire, prévenez le préfet qui détient un pouvoir de substitution. Après mise en demeure du maire, il pourra notamment ordonner la réalisation de travaux.

Démarche pénale : la démarche pénale peut être initiée parallèlement aux autres, cela peut néanmoins paraître disproportionné dans le cas de petits dépôts. Elle peut aussi être mise en place par le maire, parallèlement à la procédure administrative. Il s'agira alors de :

A. Faire constater l'infraction par une autorité habilitée qui dressera un procès-verbal ;

B. Porter plainte auprès du tribunal judiciaire territorialement compétent : celui-ci pourra notamment condamner le détenteur des déchets à évacuer ceux-ci.

Informez FNE Normandie de vos démarches via le site Sentinelle de la nature.

➜ Suite page suivante



Liens utiles :

➜ Dates d'ouverture et de fermeture de la chasse :
https://www.chasseurdefrance.com/pratiquer/dates-de-chasse/

➜ Les espèces chassables :
https://www.chasseurdefrance.com/decouvrir/les-especes-chassables/

➜ Site de l'Office national des forêts en Normandie :
https://www.onf.fr/chasse/les-calendriers-de-chasse-en-foret-domaniale

THÈME 5 : DÉCHETS

BRÛLAGE DE DÉCHETS VERTS



QUAND LE BRÛLAGE DES DÉCHETS VERTS EST-IL AUTORISÉ ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Qu'est-ce que le brûlage de déchets verts ?

Déchets verts : éléments issus de la tonte de pelouses, de la taille de haies et d'arbustes, d'élagages, de débroussaillements et autres pratiques similaires. Les déchets biodégradables de jardins et de parcs – et plus généralement les biodéchets – et tous les déchets produits par les ménages relèvent de la catégorie des déchets municipaux, entendus comme déchets ménagers et assimilés (art. *R2224-23 C.CGCT.*).
Ce terme désigne également ce qu'on qualifie de **feux de jardin, brûlage des végétaux ou feux à l'air libre.**

Existe-t-il des solutions alternatives au brûlage ?

- **Valorisation collective** par compostage ou méthanisation si elle est prévue par votre commune : collecte sélective au porte-à-porte ou collecte en déchetterie.
- **Valorisation individuelle** dans votre jardin : compostage domestique, paillage, tonte mulching...
- Inciter vos collectivités territoriales à pratiquer le tri sélectif sur les matériaux compostables.

POURQUOI CETTE PRATIQUE EST-ELLE RÉGLEMENTÉE ?

➜ Éviter les troubles du voisinage (odeur, fumée, risque d'incendie…).

➜ Protéger l'environnement et la santé : le brûlage à l'air libre est source d'émissions importantes de substances polluantes (particules fines, cancérigènes pour la plupart, affectant les voies respiratoires). La combustion étant incomplète, elle est beaucoup plus polluante que la combustion de carburants dans les moteurs.

➜ Préserver la petite faune qui trouve refuge dans les tas de branches.

CONNAÎTRE LE DROIT :

Le brûlage à l'air libre des déchets verts est-il permis ?

Principe *(art. L541-21-1 du Code de l'environnement)*

Interdiction du brûlage des déchets ménagers (dont verts), par combustion à l'air libre ou par utilisation d'incinérateurs de jardin. Cette règle vaut en ville, en secteur périurbain et rural, toute l'année. Elle s'applique aux particuliers et aux professionnels de l'entretien des espaces verts. Cependant, chaque département possède en principe son propre Règlement Sanitaire Départemental (RSD) qui est applicable de plein droit, à l'exception des cas dans lesquels il serait moins contraignant que les dispositions de la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.



© Sentinelles de la nature

Les exceptions

Des dérogations sont possibles, édictées par arrêté préfectoral :

- dans un objectif d'éradication d'épiphytie
- dans un objectif d'élimination d'espèces végétales envahissantes

Les conditions de ces dérogations sont prévues à l'article *D543-227-1* du *Code de l'environnement*. Il prévoit par exemple que cette dérogation ne peut être attribuée que pour une durée maximale d'un an (renouvelable) et en l'absence de solution alternative.

Cas du brûlage des résidus agricoles et sylvicoles

Principe : interdiction pour les agriculteurs et sylviculteurs bénéficiant des aides de la PAC de brûler les résidus de paille, de cultures d'oléagineux, de protéagineux et de céréales (art *D. 615-47 C.rur.*). En dehors de ces cas, le brûlage d'autres résidus n'est pas interdit, les RSD n'étant pas applicables aux agriculteurs et professionnels.

Des restrictions peuvent également être appliquées en cas de dépassement des valeurs de certains polluants dans l'air (particules fines, dioxyde d'azote, ozone).

Dérogation : le préfet peut autoriser le brûlage pour des raisons agronomiques ou phytosanitaires (lorsque la récolte est rendue impossible pour des motifs météorologiques ou en cas de résidus parasités...).

Règles de brûlage : ces règles d'encadrement peuvent être précisées par le préfet du département. Par exemple, l'arrêté du 16 novembre 2020 relatif au brûlage à l'air libre des déchets verts et autres usages du feu[1] dans le département de l'Eure, précise des règles concernant le lieu de brûlage (distance par rapport au voisinage...), les horaires, les démarches administratives à respecter. L'arrêté du préfet du Calvados du 6 juillet 2022 établit de façon permanente des règles similaires.

Cas particulier : Il existe une interdiction générale de porter ou d'allumer du feu à moins de 200 m des bois et forêts (art. *L. 131-1 C. forestier*). Une dérogation est possible pour les propriétaires de terrains et leurs occupants.



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

Un particulier brûle régulièrement, en quantités importantes, des déchets à proximité d'habitations. La fumée est opaque, très épaisse, signe que la combustion n'est pas optimale et donc que les végétaux sont verts et encore humides.

➜ QUE FAIRE ?

Restez courtois et tentez d'engager le dialogue avec la personne ayant allumé le feu. Elle bénéficie peut-être d'une des dérogations mentionnées ci-dessus. Si elle refuse d'éteindre le feu, ou si elle réitère cette pratique par la suite, envisagez de prévenir le maire à l'aide du courrier type disponible sur Sentinelles de la Nature. Pour étayer vos propos, vous pouvez prendre des photos, etc. et les joindre au courrier.



© Sentinelles de la nature

S'il s'agit d'un feu ponctuel, mais particulièrement important (a fortiori, s'il ne contient pas que des déchets verts, mais aussi des pneumatiques et matières plastiques par exemple), contactez les services de police. Dans tous les cas, prenez des photos et faites-les parvenir aux autorités.

Si le feu a lieu à proximité d'un espace boisé (moins de 200 mètres), prévenez en particulier les gardes de l'ONF. Attention aux dérogations possibles en matière de gestion forestière (prévention des risques d'incendie, etc).

Alertez-nous sur Sentinelles de la Nature.



Liens utiles

➜ Air Normand : **https://atmo-france.org**

➜ Arrêté du préfet du Calvados du 6 juillet 2022 : **https://www.calvados.gouv.fr/Actualites/Agriculture.-environnement.-foret/Brulage-des-dechets-vegetaux-arrete-permanent-pour-le-Calvados**

➜ Arrêté du préfet de l'Eure du 16 novembre 2020 : **https://www.eure.gouv.fr/Actualites/Archives/Archives-2020/Le-prefet-de-l-Eure-prolonge-l-interdiction-du-brulage-des-dechets-verts**

THÈME 6 : AGRICULTURE

ÉPANDAGE ILLICITE D'EFFLUENTS D'ÉLEVAGE



À QUELS ENDROITS PEUT-ON ÉPANDRE LES EFFLUENTS ?

À QUELLES PÉRIODES ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définitions

Engrais organique : déchets d'origine animale ou végétale qui contiennent de l'azote et, dans certains cas, des phosphates. Produits par les animaux d'un élevage, ils peuvent être utilisés pour apporter des compléments d'éléments nutritifs aux cultures. On appelle « lisier » le mélange d'excréments et d'eau, et « fumier » les déjections animales mélangées à de la paille.

Épandage : action consistant à répandre une matière solide ou liquide sur une surface (effluents d'élevage, amendements, engrais, produits phytosanitaires, boues de station d'épuration, etc.).

Nitrates : principaux aliments azotés des plantes, dont ils favorisent la croissance, ils jouent un rôle important comme engrais. L'enrichissement progressif des eaux en nitrates peut conduire à compromettre leur utilisation pour la production d'eau potable et conduit, parfois, à des développements importants d'algues (phénomène d'eutrophisation).

Zone vulnérable : la directive européenne 91/676/CEE « Nitrates » a pour objectif de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. En France, elle se traduit par la définition de « zones vulnérables » où sont imposées des pratiques agricoles particulières pour limiter les risques de pollution. Le programme d'action national, décliné régionalement dans ces zones vulnérables vise à réduire les apports en nitrate

POURQUOI L'ÉPANDAGE DES EFFLUENTS AGRICOLES EST-IL RÉGLEMENTÉ ?

➜ Réduire la contamination des eaux par les nitrates ;

➜ Réduire les nuisances (odeurs, bruits, pollution visuelle).



© Pexels

CONNAÎTRE LE DROIT

L'épandage des effluents est régi par les dispositions des articles *R. 211-48* à *R. 211-53* du *Code de l'environnement*.

Des règles particulières d'épandage d'effluents d'un élevage s'appliquent selon les cas suivants :
- l'élevage est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)
- l'élevage est situé sur un territoire classé en zone vulnérable

Régime applicable à tout épandage

Principe : L'épandage ne doit pas dépasser la capacité d'épuration des sols, compte tenu des apports de toutes substances épandues sur les terres concernées et des exportations par les cultures. De plus, ne doivent pas se produire la stagnation prolongée sur ces sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ou une percolation rapide (art. *R. 211-50 C. env.*).

Règles applicables conformément à ce principe :
- Interdiction de déverser directement des effluents d'exploitations agricoles dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer (art. *R. 211-48 C. env.*).
- Interdiction d'épandre (art. *R. 211- 51 C. env.)* :
  - sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage
  - en temps de gel ou de neige (sauf effluents solides),
  - en période de forte pluviosité,
  - à l'aide de dispositifs d'aérodispersion via un brouillard fin.
- Respect de distances minimales par rapport aux berges des cours d'eau, aux lieux de baignade et plages, aux pisciculteures et zones conchylicoles, aux points de prélèvement d'eau et aux habitations et aux établissements recevant du public (art. *R. 211-52 C. env.*).
- Des règles complémentaires peuvent être fixées dans un arrêté ministériel et le Règlement Sanitaire Départemental.
- La présence d'un captage d'eau ajoute des règles de distance d'épandage (périmètre de protection).

Sanctions : de la contravention de 1e classe à la contravention de 5e classe (art. *R. 216-8 C. env.*).

Régime applicable en zone vulnérable

Ce régime s'applique en présence de « **zone vulnérable nitrates** », indépendamment de la nature de l'exploitation agricole (ICPE ou non). Retrouvez ce classement sur le site des chambres d'agriculture Normandie.

Ces règles sont contenues dans un programme d'action national annexé à l'arrêté du 19 décembre 2011[1] et précisées dans le 7ème programme d'actions régional, mis en œuvre depuis le 1erseptembre 2025. Dans ce **programme d'action, on trouve** :
- les périodes d'interdiction d'épandage en fonction de la nature de l'effluent ;
- les prescriptions relatives au stockage des effluents d'élevage ;
- le principe de l'équilibre de la fertilisation azotée;

[1] Dernièrement modifié par l'arrêté du 30 janvier 2023 (JO n° 34 du 9 février 2023)

- la limitation de la quantité maximale d'azote contenu dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par chaque exploitation ;
- les règles de distance de l'épandage par rapport aux cours d'eau ;
- les exigences relatives au maintien d'une quantité minimale de couverture végétale
- le renforcement des mesures applicables à l'ensemble des zones vulnérables...

Sanctions : le non-respect des règles contenues dans le programme d'action régional est puni d'une contravention de 5e classe.



© Sentinelles de la nature

Régime applicable aux élevages ICPE

Trois arrêtés ministériels du 27 décembre 2013[2] précisent les règles d'épandage pour les élevages soumis à la réglementation ICPE, en fonction de leurs régimes (autorisation, enregistrement ou déclaration). Il est conseillé de se reporter à la lecture des arrêtés en question pour en connaître le contenu exact.

On peut notamment relever que **l'épandage est interdit à moins de :**

- **35 m** des berges des cours d'eau (**10 m** si une bande enherbée de 10 m, non fertilisée, est implantée de en bordure du cours d'eau) ;
- **50 m** des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers, 35 m des points de prélèvement en eaux souterraines ;
- **10, 15, 50 ou 100 m** des habitations des tiers en fonction de la nature de l'effluent.

Sur le territoire normand, ces règles relatives à la réglementation ICPE sont applicables en plus des règles contenues dans le programme d'action régional. En cas de concurrence de règles, la plus protectrice sera appliquée. Dans tous les cas, la présence de zone vulnérable oblige la réalisation d'un plan d'épandage pour chaque exploitation agricole. Ce plan est alors fixé dans le récépissé de déclaration, l'arrêté d'enregistrement ou l'arrêté d'autorisation : il détermine les parcelles sur lesquelles seront épandus les effluents et le calendrier des épandages.

[2] Arrêté concernant le régime de l'autorisation ; arrêté concernant le régime de l'enregistrement ; arrêté concernant le régime de la déclaration, modifié par Arrêté du 3 mars 2021.



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

Vous constatez un épandage ou un stockage qui vous paraît irrégulier dû au moment (temps pluvieux, cœur de l'hiver, etc.) ou à l'endroit où il est effectué (proximité d'un cours d'eau, etc.).
Vous craignez que cet épandage n'entraîne une pollution du milieu aquatique ou une nuisance olfactive importante.

➜ QUE FAIRE ?

Comme les règles applicables peuvent différer en fonction de certaines circonstances, avant toute démarche et sauf infraction incontestable (épandage sur un terrain en forte pente ou par forte pluie par exemple), prenez le temps de **vérifier à quelle réglementation est soumis l'élevage en question,** en sachant que la personne qui épand n'est pas toujours l'exploitant de la parcelle concernée. Pour cela, vérifiez notamment si l'élevage est répertorié dans la base des ICPE. Reportez-vous le cas échéant aux textes applicables (arrêté ministériel pour les ICPE, programmes d'action nitrates pour les zones vulnérables y compris pour les ICPE).

S'il apparaît qu'une démarche amiable auprès de l'éleveur pour lui faire cesser ces épandages est vouée à l'échec, **signalez rapidement les faits à la DREAL ou au service départemental de l'OFB** (particulièrement en cas de risque d'atteinte aux milieux aquatiques), de l'ONF, à la gendarmerie locale ou à la préfecture, pour qu'ils constatent et fassent cesser les faits.

Si vous ne parvenez pas à faire déplacer les agents assermentés, vous pouvez utiliser à défaut le formulaire mis à disposition par la préfecture pour des réclamations en matière d'installations classées et informer FNE Normandie de votre démarche infructueuse sur Sentinelles de la Nature.



Liens utiles

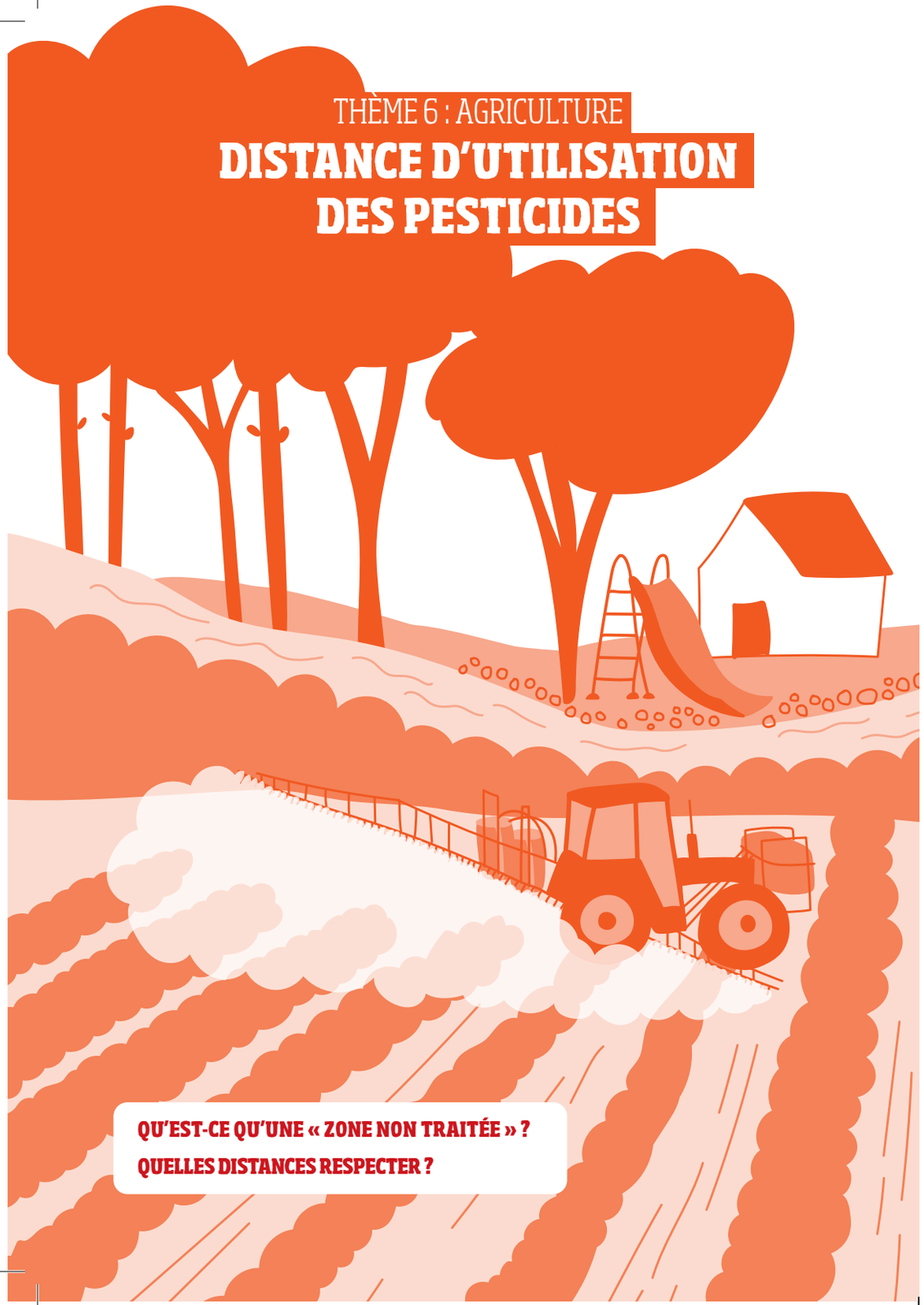
➜ DRAAF Normandie : **https://draaf.normandie.agriculture.gouv.fr/**

➜ DREAL Normandie :
http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr

➜ Chambre d'agriculture Normandie :
https://normandie.chambres-agriculture.fr

THÈME 6 : AGRICULTURE

DISTANCE D'UTILISATION DES PESTICIDES



QU'EST-CE QU'UNE « ZONE NON TRAITÉE » ?
QUELLES DISTANCES RESPECTER ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définitions

Pesticides : substances dont la terminaison du nom en « cide » indique qu'ils ont pour fonction de tuer des êtres vivants. Désormais désignés juridiquement par le terme « produits phytopharmaceutiques », ce sont des produits utilisés pour se débarrasser d'insectes (insecticides) ou d'animaux « parasites », de maladies causées par des champignons (fongicides) et/ou d'herbes concurrentes (herbicides), etc. Ils sont utilisés aussi bien pour des usages agricoles que des usages domestiques, urbains, ou de voirie.

On distingue deux types de pesticides en droit européen (directive européenne 2009/128/CE) : les produits phytopharmaceutiques et les produits biocides.

- **Produits phytopharmaceutiques :** protéger les végétaux en détruisant ou éloignant les organismes indésirables ou en exerçant une action sur les processus vitaux des végétaux.
- **Produits biocides :** destiné à détruire, repousser ou rendre inoffensifs les organismes nuisibles, à en prévenir l'action ou à les combattre de toute autre manière par une action autre qu'une simple action physique ou mécanique.

Les produits phytopharmaceutiques (=phytosanitaires) sont destinés à l'agriculture alors que les produits biocides visent un objectif d'hygiène et de santé publique (ex : un antimoustiques). On s'intéressera ici aux produits phytopharmaceutiques.

Produits de biocontrôle : agents et produits utilisant des mécanismes naturels dans le cadre de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures : macro-organismes, micro-organismes, médiateurs chimiques et substances naturelles d'origine végétale, animale ou minérale (art. *L. 253-6 C. rur.*). Pour illustrer, on peut utiliser des phéromones d'insectes pour faire fuir certains insectes (médiateurs chimiques).

POURQUOI FAUT-IL DIMINUER L'UTILISATION DES PESTICIDES

➜ Pour la santé humaine : réduire les intoxications aiguës (irritations cutanées, vomissements, etc.) et chroniques (perturbation hormonale, baisse de la fertilité, problèmes de développement du fœtus, augmentation du risque de développer certains cancers, altération des fonctions et du développement du système nerveux, etc.).

➜ Pour l'environnement : pollution de l'eau et du sol (les pesticides ruissellent et s'infiltrent), pollution de l'air (lors de la pulvérisation, une partie dérive dans l'air), atteinte à la biodiversité (éviter la disparition d'espèces non visées initialement comme les insectes pollinisateurs).

COMPRENDRE L'ATTEINTE

L'article *L. 253-7 II* et *III* du *Code rural* et de la pêche maritime établit un principe d'interdiction d'utilisation des pesticides de synthèse :

- par les personnes publiques pour l'entretien des espaces verts, des forêts, des voiries ou des promenades accessibles ou ouvertes au public et relevant de leur domaine public ou privé.
- par les particuliers (« usage non professionnel ») : interdiction générale de mettre sur le marché, délivrer, utiliser, détenir des pesticides de synthèse.

Cette interdiction ne s'applique pas en cas de destruction d'organismes nuisibles réglementés au sens de l'article *L. 251-3 C.env.*

Seul l'usage agricole est donc permis mais celui-ci est réglementé. Il existe plusieurs exceptions à ces interdictions et conditions d'utilisation, qui s'appliquent en tout temps :

- Les produits de biocontrôle,
- Les produits qualifiés à faible risque,
- Les produits dont l'usage est autorisé dans le cadre de l'agriculture biologique.

Les conditions de mise sur le marché et d'utilisation des pesticides sont précisées à l'article *L. 253-1* du *Code rural* et de la pêche maritime. Les produits utilisés doivent obligatoirement bénéficier d'une autorisation de mise sur le marché.

I. LES CONDITIONS D'APPLICATION

L'usage des pesticides est encadré par plusieurs textes réglementaires imposant des distances limites d'application, l'usage d'un matériel adapté, des conditions météorologiques, etc.

Pulvérisation aérienne : elle est interdite selon l'article *L. 253-8* du *Code rural* et de la pêche maritime. Des dérogations peuvent néanmoins être édictées dans des cas exceptionnels.



© Sentinelles de la nature

Dérive des produits : quelle que soit l'évolution des conditions météorologiques durant l'utilisation des produits, des moyens appropriés doivent être mis en œuvre pour éviter tout entraînement des produits phytosanitaires en dehors des parcelles ou des zones traitées (*article 2 de l'arrêté du 4 mai 2017*[1]). En particulier, les produits ne peuvent être utilisés que si le vent a un degré d'intensité inférieur ou égal à 3 sur l'échelle de Beaufort[2].

[1] Modifié par l'arrêté du 27 décembre 2019

[2] La force 3 correspond à une petite brise équivalente à une vitesse entre 12 et 19 km/h (= les drapeaux flottent, les feuilles sont sans cesse en mouvement).

Ruissellement des produits : les produits phytosanitaires ne peuvent être appliqués sur une parcelle lorsque l'intensité des précipitations est supérieure à 8mm/heure au moment de l'application.

Les Cultures intermédiaires pièges à nitrates (CIPAN) : ces cultures visent à absorber l'azote présent dans les sols. L'utilisation des pesticides sur ces cultures est interdite, à l'exception des CIPAN non gélives implantées avant des cultures légumières ou porte-graines (où la destruction chimique reste interdite sur les parcelles vulnérables, à moins de 10 m des cours d'eau et de 1 mètre des fossés). Consultez le programme d'action régional contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour connaître la réglementation applicable localement.

II. LES DISTANCES D'UTILISATION

A. Les distances d'utilisation à proximité des points d'eau

Distances à respecter : l'application directe des produits phytosanitaires au voisinage des points d'eau doit être réalisée en respectant une Zone non traitée (ZNT), dans laquelle aucune application directe du produit, par pulvérisation ou poudrage, ne peut avoir lieu. La distance fixée pour la ZNT est de minimum 5 mètres. Ces distances peuvent être plus importantes (20 m, 50 m, supérieure ou égale à 100 m) en fonction de la nature du produit utilisé.



ATTENTION :
si aucune distance minimale n'est fixée sur l'étiquette du produit – la ZNT de 5 mètres minimum s'applique.

Les points d'eau accompagnés d'une ZNT sont les cours d'eau, plans d'eau, fossés et points d'eau permanents ou intermittents figurant en points, traits continus ou discontinus sur les cartes IGN au 1/25 000 les plus récentes. La liste des points d'eau peut être précisée par arrêté préfectoral pour tenir compte de caractéristiques locales particulières.

En Normandie des arrêtés préfectoraux interdisant l'application de produits phytosanitaires à proximité des points d'eau ont été pris dans chaque département. Ces arrêtés préfectoraux prévoient en outre une interdiction de pulvérisation à proximité du reste du réseau hydrographique (qui n'apparaît pas sur les cartes IGN au 1/25000), même à sec, la distance étant d'un mètre pour les deux départements. Ce réseau comprend les fossés, les collecteurs d'eaux pluviales, les mares, bassins, puits et forages... Aucune application ne doit, par ailleurs, être réalisée directement sur les avaloirs, caniveaux et bouches d'égout.

➜ Suite page suivante

B. Les distances d'utilisation à proximité d'établissements avec un public fragile (art. *L. 253-7-1 C. rur.*)

L'arrêté du 27 juin 2011[3] interdit l'utilisation des pesticides dans des lieux fréquentés par le grand public ou des groupes de personnes vulnérables. Cette règle connaît plusieurs exceptions, à retrouver dans *l'arrêté du 10 mars 201*6 déterminant les phrases de risques.

L'utilisation des pesticides est interdite dans certains lieux fréquentés par les enfants :

- dans l'enceinte des établissements scolaires ;
- dans l'enceinte des crèches, haltes-garderies, centres de loisirs ;
- dans les aires de jeux dans les parcs, jardins et espaces verts ouverts au public ;

Dans tous les cas, leur utilisation est subordonnée à la mise en place de mesures de protection adaptées (haies, équipements spéciaux, dates et horaires…) dans les lieux mentionnés ci-dessus et dans les :

- centres hospitaliers, hôpitaux, établissements de santé privés et maisons de santé ;
- maisons de réadaptation fonctionnelle ;
- établissements qui accueillent ou hébergent des personnes âgées ;
- établissements qui accueillent des personnes adultes handicapées ou des personnes atteintes de pathologies graves.

Si de telles mesures ne sont pas adoptées, leur utilisation est interdite à moins de 50 mètres de ces lieux/bâtiments, sans que cette interdiction ne s'applique au-delà de la limite foncière de ces derniers.

C. Les distances d'utilisation à proximité des habitations (*art. L. 253-8 C. rur.*)

L'utilisation des pesticides à proximité des habitations (zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments) est **subordonnée à des mesures de protection des habitants (ZNT riverain).**



© Canva

De manière générale, **les distances minimales d'application sont :**

- 20 mètres, quel que soit le type de culture, pour les substances les plus dangereuses.
- 10 mètres pour les cultures hautes tels que les arbres fruitiers ou les vignes ;
- 5 mètres pour les autres cultures comme les grandes cultures (blé, maïs, colza, légumes, etc.) ;

Ces mesures peuvent être réduites dans une charte d'engagements départementale, sous condition que les agriculteurs utilisent des « systèmes anti-dérive ».

[3] Arrêté du 27 juin 2011 relatif à l'interdiction d'utilisation de certains produits mentionnés à l'article *L. 253-1* du *Code rural et de la pêche maritime* dans des lieux fréquentés par le grand public ou des groupes de personnes vulnérables

Les chartes sont validées par le préfet de département, après consultation du public. Elles ne peuvent établir des distances en deçà de :

- 5 mètres pour les vignes et l'arboriculture,
- 3 mètres pour les autres cultures,
- les 20 mètres restant de rigueur pour les substances les plus dangereuses.

D. Les interdictions d'utilisation dans les propriétés privées, les lieux fréquentés par le public et dans les lieux à usage collectif

Selon un *arrêté du 15 janvier 2021*, il est interdit d'utiliser des pesticides dans certains lieux (à l'exception des produits de biocontrôle, des produits qualifiés à faible risque, et des produits dont l'usage est autorisé dans le cadre de l'agriculture biologique, hors terrains à vocation agricole).

III. LA VENTE DE PESTICIDES

A.Vente de pesticides en supermarché/jardinerie

La vente des pesticides est **légale dans ces magasins sous certaines conditions :**

- Le magasin doit être agréé pour la vente de ce type de produit (art. *L. 254-1 C. rur.*).
- Les vendeurs doivent détenir un certificat individuel spécifique : le certiphyto (*art. L. 254-3 C. rur.*).
- Les vendeurs doivent fournir aux utilisateurs « les informations appropriées concernant l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, notamment la cible, la dose recommandée et les conditions de mise en œuvre, les risques pour la santé et l'environnement liés à une telle utilisation et les consignes de sécurité afin de gérer ces risques » (*art. L. 254-7 C. rur.*).
- Depuis 2019, les pesticides de synthèse ne peuvent plus être utilisés, achetés ou détenus par les particuliers, à l'exception des produits de biocontrôle, les produits composés uniquement de substances de base et les produits utilisables en agriculture biologique.

Pour agir, vérifiez que les produits disponibles en libre-service ne font pas partie des exceptions autorisées. Alertez la DRAAF Normandie, service régional de l'alimentation, de vos constats.

B. Publicité pour les pesticides

La publicité pour les pesticides est interdite sauf pour les produits de biocontrôle. Elle reste autorisée à destination des professionnels « *dans les points de distribution de produits à ces utilisateurs et dans les publications qui leur sont destinées* » (*art. L. 253-5 C. rur.*).

Toute publicité doit mentionner « de manière claire et lisible » les phrases suivantes : « *Avant toute utilisation, assurez-vous que celle-ci est indispensable. Privilégiez chaque fois que possible les méthodes alternatives et les produits présentant le risque le plus faible pour la santé humaine et animale et pour l'environnement, conformément aux principes de la protection intégrée* ». Cette publicité doit également prévoir un renvoi vers la rubrique " Ecophyto " du site internet du ministère chargé de l'agriculture pour inciter les utilisateurs à s'informer davantage sur les pratiques économes en produits phytopharmaceutiques (art. *D. 253-43-2 C. rur.*).

Pour agir, faites une copie de la publicité ou décrivez en détail son contenu, la date et le lieu, dans un courrier adressé à la DDPP (Direction départementale de protection des populations) du département.



À qui s'adresser en cas d'infraction :

- Les agents spécialisés : agents de l'OFB et de la DRAAF ;
- La brigade de la gendarmerie ;
- Les agents de la police de l'eau dans les Directions Départementales des Territoires et de la Mer (DDT(M)) ;
- Les agents de la Direction Départementale de Protection des populations (DDPP).



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

Vous voyez un talus ou de l'herbe jauni/orangé près de l'eau ou de votre habitation. Vous êtes témoin de l'utilisation de pesticides sur un fossé ou à moins d'un mètre de sa berge. Attention : assurez-vous que la situation dont vous êtes témoin est bien causée par des pesticides.

➜ QUE FAIRE ?

1. Vous pouvez rappeler la réglementation au responsable, ou alerter le/la maire qui doit se charger de le faire.
2. Prenez des photos et contactez un service habilité.
   - À proximité d'un point d'eau ou d'une habitation : la DDT(M) ou l'OFB (si c'est à proximité de votre domicile, vous pouvez faire procéder à un constat d'huissier et/ou déposer plainte auprès de la gendarmerie).
   - À proximité des établissements accueillant un public fragile : prévenez la DDPP de votre département ou l'OFB en détaillant ce que vous avez constaté.
   - Si l'application concerne les CIPAN, contactez la DDT(M).
3. Précisez le lieu où les faits ont été commis ;
4. Décrivez la situation avec le maximum de détails (longueur touchée, état de la végétation, proximité plus ou moins importante du cours d'eau ou du fossé par rapport à la zone traitée, etc.) ; joignez une ou plusieurs photos pour constater l'infraction.



5. Demandez que l'enquête permette d'identifier précisément le produit utilisé et que soit relevé son numéro d'Autorisation de Mise sur le Marché qui figure obligatoirement sur l'étiquette. Vous pouvez également procéder vous-même à un prélèvement et l'envoyer à un laboratoire spécialisé.

Vous pouvez également participer à l'élaboration des chartes départementales sur l'établissement des ZNT riverain.

Alertez FNE Normandie sur Sentinelles de la Nature et tenez-nous au courant de vos démarches et des retours obtenus.



Liens utiles

Pour les réparations des victimes de pesticide *(art. L. 491-1. Code de la sécurité sociale)*.

➜ Affiche concernant l'utilisation des pesticides à proximité des points d'eau :
https://dise.seine-maritime.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Affiche_Conforme_AP_2018_04_13_version_definitive_cle81afda.pdf

THÈME 7 : NUISANCES

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



QU'EST-CE QU'UNE ICPE ?

COMMENT FAIRE CESSER LES NUISANCES PROVENANT D'UNE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définition

Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) : « usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique » (art. *L. 511-1 C. env.*).

POURQUOI RÉGLEMENTER CES INSTALLATIONS ?

➜ Protéger la santé, la sécurité et l'environnement en évitant les risques de pollution et d'accidents ;

➜ Réduire les nuisances occasionnées (olfactives, auditives…). aquatique.

CONNAÎTRE LE DROIT

LES BASES DE LA RÉGLEMENTATION DES ICPE

Les différents régimes

Les activités relevant de la législation des ICPE sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet à différents régimes en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés (annexe de l'art. *R. 511-9 C. env.*) :

- **Déclaration (D) :** activités les moins polluantes/dangereuses, une simple déclaration en préfecture est nécessaire.
- **Enregistrement (E) :** secteurs pour lesquels les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues et standardisées.
- **Autorisation (A, AS) :** installations présentant les risques ou pollutions les plus importants. A désigne l'autorisation simple, AS la soumission aux directives communautaires Seveso (risque technologique). L'exploitant doit obtenir une autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque.

La nomenclature des ICPE est divisée en quatre catégories de rubriques :

- l'emploi ou stockage de certaines substances : n°1XXX.
- le type d'activité (ex : agroalimentaire, bois, déchets …) : n° 2XXX ;
- la soumission à l'exigence de mise en œuvre des « meilleures techniques disponibles » : n° 3XXX.
- l'emploi ou stockage de certaines substances et mélanges dangereux : n° 4XXX ;

Une même exploitation peut être soumise aux quatre catégories en même temps, et à plusieurs rubriques au sein de celles-ci.

Pour savoir si une installation doit faire l'objet d'une autorisation, d'un enregistrement ou d'une déclaration, il est nécessaire de consulter la nomenclature. Elle figure en annexe de l'article *R. 511-9 du C.env* et sur le site internet AIDA INERIS.

Le respect des procédures d'autorisation, d'enregistrement et de déclaration

Toute installation figurant à la nomenclature et n'ayant pas été autorisée, enregistrée, ou déclarée est en situation irrégulière (art. *L. 512-1*, *L. 512-7* et *L. 512-8 C. env.*). En effet, le respect des procédures administratives est la condition indispensable à la vérification de la maîtrise des risques par l'exploitant. Les installations ayant fait l'objet d'une autorisation / enregistrement sont en principe référencées sur le site Géorisques.gouv.

Les prescriptions techniques

Les ICPE doivent respecter des prescriptions techniques censées prévenir les dangers ou inconvénients de ces installations, sous peine de sanctions administratives et pénales :

Pour les ICPE soumises à autorisation (A) : les prescriptions sont individualisées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (téléchargeables via le site Géorisques ou en copie à la mairie d'implantation de l'installation ainsi qu'à la préfecture).

Pour les ICPE soumises à enregistrement ou déclaration (E et D) : les prescriptions sont élaborées au niveau national par arrêtés ministériels pour chaque rubrique concernée de la nomenclature . Pour les installations soumises à enregistrement, le préfet peut assortir l'arrêté de prescriptions particulières.



À SAVOIR :

Pour les projets éoliens et les méthaniseurs, FNE a mis à disposition un guide pour vous aider à appréhender les enjeux de ces installations. Retrouvez l'éoloscope et le méthascope.

LE CAS DES INSTALLATIONS NON CLASSÉES

Une installation non concernée par la nomenclature peut malgré tout faire l'objet de mesures de restrictions par la préfecture si elle présente des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article *L. 511- 1* du *Code de l'environnement* (cf. supra), (art. *L. 514-4 C. env.*)

La survenance d'accident ou d'incident

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article *L. 511-1* du *Code de l'environnement* (art. *R. 512-69 C. env.*).

LES AUTORITÉS COMPÉTENTES (art. *L. 172-1 C. env.*)

Les inspecteurs des ICPE sont des agents assermentés de l'État provenant de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) pour les installations industrielles et de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) pour les installations agricoles.

LES SANCTIONS

Les sanctions administratives

Le préfet doit **mettre en demeure** l'exploitant de régulariser sa situation en cas d'absence d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration ou de satisfaire aux prescriptions applicables en cas d'irrespect de celles-ci, dans un délai qui ne peut dépasser 1 an (art. *L. 171-7 et L. 171-8 C. env.*). Cette mise en demeure peut s'accompagner d'une amende allant jusqu'à 45 000 € et d'une astreinte journalière.

En cas de non-respect de la mise en demeure, le préfet dispose alors d'un panel de prérogatives et de sanctions administratives pour faire cesser l'infraction : consignation, travaux d'office aux frais de l'exploitant, suspension de son activité, amende (max 45 000 €) (art. *L. 171-8 C. env.*).

Les sanctions pénales

- Absence de déclaration de l'installation, non-respect des prescriptions techniques générales ou particulières ou absence de déclaration d'accident ou d'incident ou déclaration tardive : contravention de la 5e classe (1 500 € d'amende – art. *R. 514-4 C. env.*) ;
- Absence d'autorisation ou d'enregistrement de l'installation : délit puni d'un an d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende (art. *L. 173-1 C. env.*) ;
- Non-respect d'un arrêté de mise en demeure : délit puni de deux ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende (art. *L. 173-1 c. env.*).

Ces infractions peuvent être cumulées avec d'autres infractions sectorielles (pollution de cours d'eau...), susceptibles d'être constatées par tout agent cité à l'article *L. 172-1 C. env.* (OFB, etc.) en plus des inspecteurs ICPE de la DREAL.



© Sentinelles de la nature



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

A De par les nuisances qu'elle engendre, vous suspectez une activité, une usine, etc. :

- De n'avoir jamais été régulièrement déclarée ou autorisée ; Ex : une installation de stockage de déchets (➜ voir Fiche – Dépôts irréguliers de déchets) est à l'origine de nuisancesolfactives et/ou sonores et vous ne trouvez aucun arrêtésur la base des ICPE (les arrêtés d'autorisation trop anciens ne figurent pas tous dans la base) ;
- De ne pas respecter les prescriptions auxquelles elle est soumise ; Ex : une odeur nauséabonde s'échappe depuis une ICPE alors que son arrêté d'autorisation prévoit que « les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ».

B. Une usine, un atelier, un entrepôt est source de nuisances olfactive, sonore, etc. mais n'est pas soumis au régime des ICPE) ou recalibré (les méandres ont été supprimés, le cours d'eau est rectiligne...).



➜ QUE FAIRE ?

A. Vous pouvez :

1. Contacter le service des installations classées de la DREAL pour savoir si l'installation a été régulièrement autorisée, enregistrée ou déclarée et en cas de doute réaliser une inspection. En fonction de la situation, celle-ci pourra proposer au préfet un arrêté de mise en demeure de régularisation à l'encontre de l'exploitant.

2. Faire une alerte à FNE Normandie sur Sentinelles de la Nature dans laquelle vous détaillerez : l'activité exercée, le lieu et la situation de l'activité, les nuisances et les pollutions en provenance de l'activité.

3. Si vous êtes témoin d'un accident survenu dans une ICPE, **contactez immédiatement** les services de l'inspection des ICPE. Si un cours d'eau est touché, contactez également l'OFB.

B. Même si une installation n'est pas soumise au régime des ICPE, dès lors que celle-ci présente des dangers ou des inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article *L. 511-1* du *Code de l'environnement*, **le préfet a l'obligation de mettre l'exploitant en demeure de prendre les mesures nécessaires** pour faire disparaître les dangers ou les inconvénients dûment constatés. La police du maire peut également s'appliquer.

C. Envoyez un courrier au préfet ou à l'inspection des ICPE lui demandant de constater les nuisances en question et de mettre en demeure l'exploitant de prendre les mesures nécessaires. Si l'exploitant ne respecte pas la mise en demeure dans le délai imparti, relancez le préfet pour qu'il mette en œuvre des mesures d'urgence.



Liens utiles

➜ Site de Géorisques : **https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1**

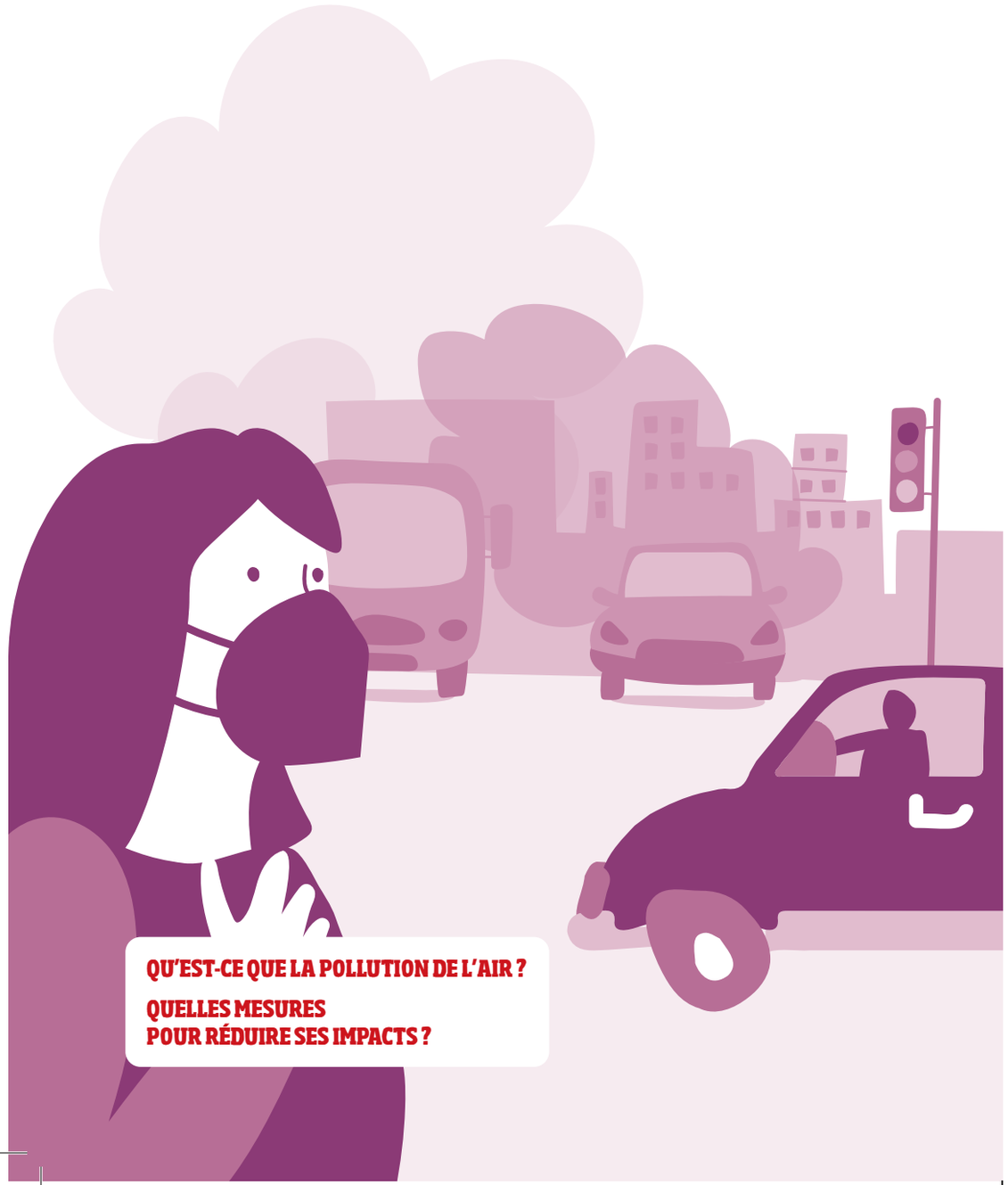
➜ Liste et carte des services déconcentrés du ministère de l'environnement (notamment des DREAL) : **www.ecologie.gouv.fr/services-deconcentres-du-ministere**

➜ Fiche et bilans d'activités ICPE, site du ministère chargé de l'écologie : **https://www.ecologie.gouv.fr/tout-savoir-sur-icpe-nomenclature- gestion-et-declaration**

➜ Site de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris) : **https://aida.ineris.fr/node/146**

THÈME 7 : NUISANCES

POLLUTION DE L'AIR



QU'EST-CE QUE LA POLLUTION DE L'AIR ?

QUELLES MESURES POUR RÉDUIRE SES IMPACTS ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définition

La pollution de l'air est définie comme « l'introduction par l'homme, directement ou indirectement ou la présence, dans l'atmosphère et les espaces clos, d'agents chimiques, biologiques ou physiques ayant des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à influer sur les changements climatiques, à détériorer les biens matériels, à provoquer des nuisances olfactives excessives » (art. *L. 220-2 C. env.*).

Il faut lutter contre la pollution de l'air pour se protéger des impacts sur la santé humaine et l'environnement.

CONNAÎTRE LE DROIT

Au niveau national, la loi de 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE) reconnaît à chacun « le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé ». Cette loi poursuit des objectifs tels que la surveillance de la qualité de l'air, l'information du public, la planification et les mesures d'urgence en cas de pic de pollution.

Au niveau local, les collectivités territoriales (régions, départements, communes) ont des compétences pour élaborer les documents de planification et d'urbanisme (SCOT, PLU(i), SRADDET, PCAET, PPA...) et en fonction de leurs compétences, pour surveiller et améliorer la qualité de l'air.

Qui surveille la qualité de l'air ?

Au titre de la loi LAURE, l'État a l'obligation de **surveiller le non-dépassement des valeurs limites de la pollution de l'air** (art. *R. 221-4 C. env.*).

Pour satisfaire cette obligation, l'arrêté du 16 avril 2021 relatif au dispositif de surveillance de la qualité de l'air ambiant définit les différentes missions allouées aux organismes de surveillance. Des organismes notamment agréés réunis au sein de la Fédération Atmo France déterminent le niveau de pollution de l'air. Pour la région, il s'agit d'ATMO Normandie.

Quelles autorités compétentes ?

D'une part, **ce sont les préfets qui veillent à l'application des réglementations de gestion de la qualité de l'air et d'information des populations,** en s'appuyant sur les services déconcentrés de l'État (DREAL) et sur les données fournies par les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air.

Les actions à tenir en période d'épisode de pollution sont graduées par le préfet en fonction de l'intensité de l'épisode observé. Pour le cas de la Normandie, c'est *l'arrêté inter-préfectoral du 20 avril 2018* qui dicte les procédures à prendre lors des épisodes de pollution (consultez les recommandations sanitaires sur le site d'ATMO Normandie ou les sites des préfectures).

En cas de dépassement des valeurs limites, le préfet doit prendre « **toutes mesures nécessaires** » pour faire cesser le trouble (CE, 12 juillet 2017, n°394254)[1]. Le juge exercera à cet égard un contrôle concret et approfondi sur l'efficacité des mesures choisies.

D'autre part, **ce sont les maires qui jouent un rôle dans la lutte contre la pollution de l'air** puisqu'ils sont responsables de la police de circulation, de stationnement ou encore des pollutions par déchets (du brûlage à l'air libre des déchets verts) dans leur commune au titre du pouvoir de police générale de l'article *L. 2212-1* et suivants du *Code général des Collectivités Territoriales.*

QUELLES ACTIONS EN TANT QUE CITOYEN ?



À SAVOIR :

En matière de pollution de l'air, la nocivité augmente avec l'augmentation de la concentration de polluants. D'où la nécessité de porter des actions préventives pour diminuer les émissions de polluants et l'exposition de la population, parallèlement aux mesures d'urgence lors des pics de pollution.

Des bons gestes peuvent être adoptés pour lutter contre la pollution dans nos actions quotidiennes :

- **Dans les transports :** éviter les déplacements en voiture
- (privilégier la marche, le vélo, les transports en commun voire le covoiturage) ; pratiquer l'écoconduite (vitesse souple et réduite, usage modéré de la climatisation...) ; acheter un véhicule faiblement émetteur et l'identifier grâce au Certificat qualité de l'air ; respecter les restrictions…
- **Dans le résidentiel :** faire entretenir son appareil de chauffage bois ou fioul ; choisir un appareil performant de chauffage domestique (style insert) ; privilégiez le compostage des déchets organiques plutôt que leur brûlage…
- **Dans l'agriculture :** respecter les « fiches de bonnes pratiques agricoles » ; suspendre le brûlage des résidus de culture ; réduire les émissions d'ammoniac (enfouissement immédiat)…

QUELLES ACTIONS EN TANT QUE COLLECTIVITÉ ?

Les collectivités peuvent agir à différents niveaux :

- **Dans les villes :** vérifiez régulièrement la qualité de l'air dans les espaces clos (bâtiments, métros…) ; plantez des arbres (végétaliser la ville).
- **Dans les transports :** intensifier les contrôles de pollution des véhicules ; réduire les vitesses de circulation ; mettre en place la circulation alternée. Le but est d'inciter à se déplacer autrement en prenant les transports en commun, en utilisant le vélo ou en faisant du covoiturage.
- **Dans l'industrie :** recommander le report de certaines opérations émettrices de COV ; utiliser les systèmes de dépollution renforcés ; reporter le démarrage d'unités à l'arrêt, sauf nécessité.
- **Dans l'agriculture :** recommander le report d'épandage de fertilisants ; recourir à des enfouissements rapides (dans les 12 h) ; suspendre la pratique de l'écobuage et les opérations de brûlage l'air libre des sous-produits agricoles.
- **À travers la planification du territoire :** l'utilisation d'outils de planification permet de lutter contre la pollution. Par exemple, des Plans de protection de l'atmosphère (PPA) sont élaborés par le préfet dans toutes les agglomérations de plus de 250 000 habitants et dans les zones où les valeurs limites réglementaires en qualité de l'air sont dépassées ou risquent de l'être. Ils sont mis en œuvre par l'État, avec les collectivités et les acteurs locaux.



À SAVOIR :

En Normandie, un PPA relatif à la Vallée de la Seine sur la période 2023-2027 a été mis en place.
Les PLU(i) et les PDU doivent être compatibles avec les objectifs des PPA. De plus, les PCAET et les SRADDET prévoient des objectifs de qualité de l'air qui sont pris en compte par les documents locaux de planification.

POUR ALLER PLUS LOIN :



Liens utiles

➜ ATMO Normandie : **www.atmonormandie.fr**

➜ DREAL Normandie : **http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=sommaire**

➜ ARS Normandie : **https://www.normandie.ars.sante.fr/qualite-de-lair-exterieur**

➜ Ministère de la Transition écologique et solidaire : **https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques-reduire-pollution-lair**

➜ AACT-AIR (aides financières aux collectivités) : **https://agir.ademe.fr/aides-financieres/aap/aide-laction-des-collectivites-territoriales-en-faveur-de-la-qualite-de-lair**

➜ Fiche de bonnes pratiques agricoles : **https://www.atmonormandie.fr/publication/fiches-les-bonnes-pratiques-agricoles**



© Canva

[1] Application de cette jurisprudence : CE, 10 juillet 2020 et 17 octobre 2022, n°428409

THÈME 7 : NUISANCES

POLLUTION LUMINEUSE



QUELS EFFETS A-T-ELLE ?

DES RÈGLES PERMETTENT-ELLES DE LUTTER CONTRE CETTE POLLUTION ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définition

Installation lumineuse : au sens de la réglementation, constitue une installation lumineuse « tout dispositif destiné à produire de la lumière artificielle ». Ce dispositif comporte tout ou partie des équipements définis à l'article *R. 583-1 C. env.*

Publicités et enseignes lumineuses : une publicité ou enseigne « à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet » (art. *R. 581-34* et *R. 581-59 C. env.*). Ce terme regroupe tant les publicités numériques que les affiches éclairées par projection ou par transparence.

Préenseignes : L'article *L. 581-3* définit la préenseigne comme étant toute inscription, forme ou image signalant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée. Contrairement à l'enseigne, elle est implantée sur un immeuble différent de celui où s'exerce l'activité.

Remarque : Les dispositifs publicitaires qui n'entreraient pas dans les catégories définis par le *Code de l'environnement* demeurent des publicités. Par exemple, dans l'arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 8 février 2005, SA CELOGEN MACUMBA, des faisceaux lumineux émis par une discothèque ont été qualifiés de publicités par le juge puisqu'il s'agissait d'un dispositif destiné à attirer l'attention du public.

POURQUOI EST-IL IMPORTANT DE RÉGLEMENTER L'ÉMISSION DE LUMIÈRE ARTIFICIELLE ?

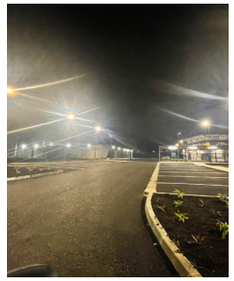
➜ Éviter que la vision du ciel étoilé ne soit masquée.

➜ Réduire les nuisances pour la faune. Elle est la seconde cause de mortalité liée à l'activité humaine chez les insectes, après les pesticides.

➜ Réduire les impacts négatifs sur la santé humaine (troubles du sommeil, réduction de la production de mélatonine.

➜ Réduire le gaspillage énergétique (30 à 40 %, source EDF/ADEME).

Pollution lumineuse : l'expression pollution lumineuse désigne la dégradation de l'environnement nocturne par émission de lumière artificielle entraînant des impacts importants sur les écosystèmes (faune et flore) et sur la santé humaine suite à l'artificialisation de la nuit.



© Sentinelles de la nature

CONNAÎTRE LE DROIT

Les pouvoirs publics ont pris en compte cette problématique dans le cadre du Grenelle de l'environnement. L'article *L. 583-1* du *Code de l'environnement* dispose que « Pour prévenir ou limiter les dangers ou trouble excessif aux personnes et à l'environnement causés par les émissions de lumière artificielle et limiter les consommations d'énergie, des prescriptions peuvent être imposées, pour réduire ces émissions, aux exploitants ou utilisateurs de certaines installations lumineuses, sans compromettre les objectifs de sécurité publique

et de défense nationale ainsi que de sûreté des installations et ouvrages sensibles ».

Ce principe a pour l'heure trouvé application dans trois domaines : les installations lumineuses listées à l'article *R. 583-2* du *Code de l'environnement*, les publicités lumineuses et les enseignes lumineuses.

I. LES INSTALLATIONS LUMINEUSES (LISTÉES À L'ARTICLE *R. 583-2 C. ENV.*)

Principe : L'article *R. 583-2* du *Code de l'environnement* liste les installations lumineuses concernées par la législation. Celles-ci sont soumises à des prescriptions pour prévenir la pollution lumineuse portant sur plusieurs aspects, notamment temporel, spatial et technique (conformément à l'arrêté ministériel du 27 décembre 2018).

Les prescriptions techniques

- Ne plus éclairer vers le ciel (la proportion de lumière émise vers le haut par les luminaires en ULR) ;
- Réduire la proportion de lumière bleue dans les spectres de lumière artificielle (la température de couleur est limitée à 3000 kelvins) ;
- Limiter l'éclairage au nécessaire (les installations lumineuses ne doivent éclairer que la zone pour laquelle elles sont mises en place et se limiter au strict nécessaire pour permettre la visibilité souhaitée) ;
- Limiter la lumière intrusive (il ne faut pas émettre de lumière intrusive excessive vers les logements).

Les prescriptions temporelles

Liste des installations lumineuses concernées (art. *R. 583-2 C. env.*) Éclairage :	Allumage (soir) Au plus tôt au coucher du soleil :	Extinction (nuit) Au plus tard :	Allumage (matin) Au plus tôt :
Extérieur lié à une activité économique dans un espace clos		1 h après la fin de l'activité	À 7 h 00 du matin ou 1 h avant le début de l'activité
Du patrimoine bâti ou non	Oui	À 1h00 du matin	
Des parcs et jardins	Oui	1 h après la fermeture	
Intérieur des locaux professionnels		1 h après la fin d'occupation	À 7 h 00 du matin ou 1 h avant le début de l'activité
Des vitrines de locaux commerciaux ou d'exposition		À 1 h 00 du matin ou 1 h après la fin de l'activité	À 7 h 00 du matin ou 1 h avant le début de l'activité
Des parkings non couverts ou semi-couverts	Oui	2 h après la fin d'activité	À 7 du matin ou 1h avant le début de l'activité
Des chantiers extérieurs	Oui	1 h après la fin de l'activité	
Des cours d'eau, plans d'eau, lacs, étangs, domaines publics maritime et fluvial	Éclairage direct Interdit sauf dérogations		

Exceptions

1. Tout d'abord, des **prescriptions moins contraignantes peuvent être prises :** le maire peut déroger aux prescriptions établies lors des veilles de jour férié chômé et durant les illuminations de Noël. Le préfet peut déroger aux prescriptions établies lors d'évènements exceptionnels à caractère local définis par arrêté préfectoral et « dans les zones touristiques et dans les zones touristiques internationales mentionnées à l'article *L. 3132-24* du *Code du travail* ».

2. Ensuite, des **prescriptions plus contraignantes existent.** En effet, les espaces protégés au titre du *Code de l'environnement* requièrent des prescriptions particulières, que le préfet peut renforcer s'il le souhaite (sur demande de la commune par exemple). Cela concerne : les réserves naturelles et leur périmètre de protection, les parcs nationaux, parcs naturels régionaux et parcs naturels marins, les sites d'observation astronomique exceptionnels, et les sites Natura 2000.



© Sentinelles de la nature



ATTENTION :

les restrictions temporelles peuvent être adaptées si ces installations sont assorties de dispositifs de détection de présence ou d'un dispositif d'asservissement à l'éclairement naturel.
Depuis 2025, les anciennes installations doivent être en conformité avec les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2018. Les lampadaires boules sont donc interdits, y compris au sein de copropriété.

Autorités compétentes (art. *L. 583-3 C. env.*)

- Le maire (ou l'intercommunalité en cas de transfert de compétence) ;
- Le préfet :
  - pour les installations communales.
  - pour les installations soumises à une police administrative spéciale (ex : ICPE, voirie).

Sanctions administratives (art. *L. 583-5 C. env.*)

- Mise en demeure de la personne à qui incombe l'obligation de la respecter.
- Suspension du fonctionnement des sources lumineuses en cas de non-respect de l'obligation dans le délai fixé dans la mise en demeure. Cette suspension vaut jusqu'à exécution des conditions imposées et peut-être accompagnée d'astreinte journalière. L'autorité peut prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure.
- Amende (750 €) en cas de violation de l'arrêté (art. *R. 583-7 C. env.*), ou en cas d'astreinte, 20.000 euros maximum.

II. LES PUBLICITÉS LUMINEUSES

Principe : La publicité lumineuse ne peut être autorisée à l'intérieur des agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants. En dehors de ces cas, elles sont... « ***éteintes entre 1 heure et 6 heures*** » (art. *R. 581-34* et *-35 C. env.*).

Exceptions :

- si elles sont :
  - installées sur l'emprise des aéroports
  - supportées par le mobilier urbain dès lors que leurs images sont fixes.
- Lors d'évènements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral.

Sanctions administratives (art. *L. 581-27*, *30* et *31 C. env.*):

- Mise en demeure de l'autorité administrative de corriger le fonctionnement illicite.
- Astreinte et exécution d'office, le cas échéant : à l'expiration d'un délai de 5 jours après notification de l'arrêté, la personne est redevable d'une astreinte de 200 euros par jour et par publicité et une exécution d'office des travaux sera exercée par l'autorité compétente.

Sanctions pénales :

Contravention de 4ème classe (art. *R. 581-87 C. env.*).

REMARQUE :
L'article *L. 581-19* précise que les dispositions qui régissent la publicité s'appliquent également aux préenseignes.

III. LES ENSEIGNES LUMINEUSES

Principe

- « *Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé. Lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7 heures du matin,* ***les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité*** de *l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité* » (art. *R. 581-59 C. env.*).
- Les enseignes clignotantes sont interdites, à l'exception des enseignes de pharmacie ou de tout autre service d'urgence (art. *R. 581-59 C. env.*).

Exception

Il peut être dérogé à cette obligation d'extinction lors d'évènements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral.

Par ailleurs, certains tribunaux ont été amenés à requalifier certaines enseignes en publicité compte tenus de leurs dimensions, de leur implantation et du fait qu'elles soient visibles par un très grand nombre de personnes.

Sanctions

Les sanctions administratives sont les mêmes que celles applicables aux publicités lumineuses. En revanche, il n'existe pas de sanctions pénales à leur égard.



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

À plusieurs reprises, vous passez entre 1 heure et 6 heures du matin devant un magasin, un monument historique, une publicité ou une enseigne dont les installations lumineuses ne sont pas éteintes.

➜ QUE FAIRE ?

Si vous constatez qu'un éclairage ne respecte pas les horaires indiqués ou n'est pas conforme aux prescriptions techniques, **contactez la personne concernée** (le maire pour les éclairages publics ou la personne gérant l'activité ou occupant le bâtiment). N'oubliez pas de démontrer la gêne occasionnée. Si rien n'est fait, **prévenez la police de l'environnement** (le maire pour les éclairages privés et le préfet pour les éclairages publics) et alertez-nous sur Sentinelles de la Nature.



Liens utiles

➜ Consultez les fiches techniques du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) :
https://www.cerema.fr/fr/actualites/decryptage-arrete-ministeriel-nuisances-lumineuses-contexte

➜ Guide pratique sur la réglementation de la publicité extérieure, modèle de courrier ayant pour expéditeurs les autorités publiques :
https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/Guide_pratique-La%20reglementation_de_la_publicite%20exterieure.pdf

THÈME 7 : NUISANCES

AFFICHAGE PUBLICITAIRE



OÙ EST-ON AUTORISÉ À METTRE DES PUBLICITÉS ?

QUELLES RÈGLES S'APPLIQUENT AUX ENSEIGNES ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définition

Publicité (*art. L. 581-3 C. env.*) : « À l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités ».

Enseigne *(art. L. 581-3 C. env.)* : « Toute inscription forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ».

Préenseigne (*art. L. 581-3 C. env.*) : « Toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée ».

Publicité et enseigne lumineuse (*art. R. 581-34 et R. 581-59 C. env.*) : « publicité ou enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet ». On distingue la publicité supportant des affiches éclairées par projection ou par transparence (soumises au droit commun de la publicité) et la publicité lumineuse (soumise à des dispositions spécifiques).

Agglomération (*art. R. 110-2 C. route*) : « espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde ».

Unités urbaines : Commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

Règlement Local de Publicité (RLP) : ce document permet d'adapter la réglementation nationale aux spécificités locales. Il est adopté par le maire ou le président de l'intercommunalité compétente (RLPi). Attention, certains RLP sont caducs, informez-vous auprès de votre préfecture.

POURQUOI UNE RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ ?

•

➜ Assurer la sécurité sur les voies de circulation ;

➜ Protéger le cadre de vie et éviter de défigurer les sites dignes de protection ;

➜ Lutter contre la pollution lumineuse.

CONNAÎTRE LE DROIT

Les règles relatives à la publicité sont complexes et ne peuvent être présentées de façon exhaustive via cette fiche : il est fortement conseillé de se reporter à des documents complémentaires (cf. Pour aller plus loin) et aux articles *L. 581-1 et s.* et *R. 581-1 et s.* du C*ode de l'environnement*. Néanmoins, des règles importantes peuvent être présentées ci-après.

I. LES PUBLICITÉS

Les formalités administratives

- Déclaration préalable pour l'installation, le remplacement ou la modification de dispositifs publicitaires (*art. L. 581-6 C. env.*). Cette déclaration se fait auprès du maire.
- Autorisation par arrêté municipal pour les installations de bâches comportant de la publicité. Après commission départementale, pour l'installation de dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles. La publicité lumineuse est soumise à autorisation du maire (*art. L. 581-9 C. env.*).

Les emplacements interdits

1. **La publicité est systématiquement interdite** (*art. L. 581-4* et *R. 581-22 C. env.*) :
   - sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques,
   - sur les monuments naturels et sites classés,
   - dans les cœurs des parcs nationaux et réserves naturelles,
   - sur les arbres,
   - sur les plantations, les poteaux (de transport, de distribution électrique et de télécommunication), les installations d'éclairage public, les équipements publics de circulation,
   - sur les clôtures qui ne sont pas aveugles[1],
   - sur les murs qui ne sont pas aveugles (à moins que les ouvertures qu'ils comportent soient d'une surface inférieure à 50 cm²),
   - les murs de cimetière et de jardins publics.



ATTENTION :

Il est possible de prendre des dispositions plus restrictives. Ainsi, le maire ou, à défaut, le préfet, sur demande ou après avis du conseil municipal et après avis de la commission départementale compétente en matière de sites, peut en outre interdire par arrêté toute publicité sur des immeubles présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque (art. *L. 581-4, II C. env.*).

2. **La publicité est interdite hors agglomération,** sauf dérogation prévue dans un RLP et à proximité immédiate des établissements commerciaux et industriels, des centres artisanaux, aéroports, gares et équipements sportifs accueillant au moins 15000 personnes ou dans des groupements d'habitations (*art. L. 581-7 C. env.*).

3. **La publicité est interdite à l'intérieur des agglomérations, sauf dérogations prévues dans un RLP :**
   - aux abords des monuments historiques classés,

[1] Un mur ou clôture aveugle : mur extérieur qui ne contient tout simplement pas d'ouverture (pas de fenêtre ni de porte).

- dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables,
- à moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques,
- dans les sites inscrits,
- dans les parcs naturels régionaux,
- dans les sites Natura 2000,
- dans l'aire d'adhésion d'un parc national (*art. L. 581-8 C. env.*) ;

Limites de dimensionnement (*art. R. 581-26 à R. 581-57 C. env.*) :

Publicité apposée sur mur ou clôture :

- maximum 10,5 m² et limité à 7,5 m au-dessus du niveau du sol, dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et agglomérations faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants,
- maximum 4,70 m² et limité à 6 m au-dessus du niveau du sol, dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants. Cette surface peut être portée à 8m² lorsque la publicité est en bordure de routes à grande circulation.

Publicité scellée au sol : 12 m² et 6 m de hauteur. Elle est interdite dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

Bâches de chantier : maximum 50 % de la surface de celle-ci. Elles ne sont pas autorisées dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants.



LE CAS PARTICULIER DE LA PUBLICITÉ LUMINEUSE :

Outre les interdictions d'implantation applicables à toute publicité, la publicité lumineuse est interdite dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (art. *R. 581-34 C. env.*). La publicité lumineuse est soumise à des règles d'extinction (➜ voir Fiche -Pollution lumineuse).

Limite de dimensionnement : 8 m² de surface et 6 m de hauteur, sauf dans l'emprise d'un aéroport où les règles sont plus permissives (art. *R. 581-41 C. env.)*.

II. LES PRÉENSEIGNES

Les formalités administratives

Déclaration préalable lorsque leurs dimensions excèdent 1 m en hauteur ou 1,50 m en largeur (*art. R. 581-6 C. env.*).

Localisation et de dimensionnement

Mêmes règles que celles applicables à la publicité.

Dérogation

Les préenseignes signalant des activités relatives à la fabrication/vente de produits du terroir, d'activités culturelles et de monuments historiques peuvent être autorisées de façon dérogatoire et implantées en dehors des agglomérations (*art. L. 581-19 C. env.*). Leur taille est limitée à 1 m de hauteur et 1,50 m de largeur, et leur nombre est limité.

III. LES ENSEIGNES

Les formalités administratives

Autorisation préalable (*art. L. 581-18 C. env.*) pour les enseignes installées sur le territoire d'une commune couverte par un RLP et celles installées sur un immeuble ou dans un lieu mentionné aux articles *L. 581-4 et L. 581-8* du *Code de l'environnement* (monuments historiques, réserves naturelles, parcs naturels régionaux, les sites Natura 2000...).

Les règles de dimensionnement *(art. R. 581-58 à 65 C. env.)* :

- la surface maximale est de 6 m² et elle est portée à 10,50 m² dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants.
- les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser les limites de ce mur ;
- les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur ;
- les enseignes de plus de 1 mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol, ne peuvent être placées à moins de 10 mètres d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie.
- Les enseignes lumineuses sont soumises à des règles d'extinction (➜ voir Fiche - Pollution lumineuse). Les enseignes clignotantes sont interdites, sauf pharmacie et service d'urgence.



© Marie Atinault

ATTENTION :

Il existe des mesures transitoires après l'adoption d'un RLP. Les publicités, enseignes et préenseignes mises en place avant l'entrée en vigueur des RLP et non conformes à leurs prescriptions peuvent être maintenues dans un délai de 6 ans à compter de leur entrée en vigueur.

Sanctions administratives

L'autorité compétente est **le maire,** que les communes soient dotées d'un RLP ou non (ou le président de l'EPCI compétent), depuis la loi Climat et Résilience qui vient décentraliser la police de la publicité depuis le 1er janvier 2024 (*art. L. 581-3-1*) ;

- Amende d'un montant de 1500 euros pour les dispositifs (*art. L. 581-26 C. env.*) :
  - Apposés sans déclaration préalable ou non conforme à elle,
  - Installés sur une zone ou sur un support interdit,
  - Ne mentionnant pas le nom et l'adresse de la personne les ayant apposés ou pour lesquels l'accord écrit du propriétaire n'a pas été obtenu.
- L'amende peut être accompagnée d'une suppression d'office et immédiate de la publicité irrégulière par l'autorité de police compétente, aux frais de la personne concernée (*art. L. 581-29 C. env.*).
- Pour les enseignes et préenseignes irrégulières : mise en demeure, par arrêté de l'autorité de police compétente, de supprimer ou mettre en conformité le dispositif sous cinq jours (*art. L. 581-27 C. env.*). À l'expiration de ce délai, une astreinte de 200 euros par jour et par publicité, enseigne ou préenseigne maintenue (*art. L. 581-30 C. env.*) et l'autorité est tenue de procéder d'office aux travaux prévus à l'arrêté, aux frais de la personne concernée (*art. L. 581-31 C. env.*).

Sanctions pénales

Les autorités compétentes **sont listées à l'article *L.581-40* du *Code de l'environnement*** (notamment les agents de la police judiciaire, des réserves naturelles…).

(*art. L. 581-34 C. env.*) Est puni d'une amende de 7 500 euros :

- le fait d'apposer, de faire apposer ou de maintenir après mise en demeure une publicité, une enseigne ou une préenseigne :
  - Dans des lieux, sur des emplacements ou selon des procédés interdits ;
  - Sans avoir obtenu d'autorisation préalable (ou sans l'avoir respectée) ou sans avoir procédé à une déclaration préalable (ou en ayant produit une fausse déclaration) ;
  - Sans avoir observé les dispositions particulières prévues par le règlement local de publicité ;
- le fait de laisser subsister une publicité, une enseigne ou une préenseigne non conforme,
- le fait de s'opposer à l'exécution des travaux d'office.



À SAVOIR :

ENCADREMENT DES PUBLICITÉS À CARACTÈRE ÉCOLOGIQUE

Grâce à la loi AGEC[2] et depuis le 1er janvier 2023[3], chaque produit doit faire l'objet d'une « fiche produit des qualités et caractéristiques environnementales », mise à la disposition des consommateurs gratuitement et facilement accessible.
De plus, le responsable de la mise sur le marché de produits comportant des allégations à caractère environnemental ou utilisant les termes de développement durable ou ses synonymes doit établir une déclaration environnementale de l'ensemble des aspects environnementaux du produit conforme au programme de déclarations environnementales ou à un programme équivalent (*art. R. 412-51* à *R. 412-57 C. conso.).*

De plus, **en cas de publicité mensongère** (*art. L. 121-2* à *L. 121-4 C. conso.*), la personne se rend responsable d'un délit puni de deux ans de prison et une amende de 300 000 € (qui peut être porté jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires ou à 50 % des dépenses engagées pour la réalisation de la publicité. Ce taux est porté à 80% lorsque les pratiques commerciales trompeuses reposent sur des allégations en matière environnementale) (*art. L. 132-2 C. conso.*).



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

Vous constatez la présence d'un dispositif publicitaire (ou plusieurs) dans un espace situé a priori en dehors de l'agglomération ou dans un espace protégé.

➜ Suite page suivante

[2] Relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020
[3] Le décret n° 2022-748 du 29 avril 2022 relatif à l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits générateurs de déchets précise les filières et catégories concernés par chaque qualité ou caractéristique environnementale, et prévoit les modalités de mise à disposition de ces informations.



➜ QUE FAIRE ?

Prenez une photo des dispositifs publicitaires en question et localisez leur emplacement. Assurez-vous que les dispositifs en question sont bien illégaux : pour ceci, vérifiez notamment qu'ils sont bien présents en dehors de l'agglomération (présence des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération, présence ou non d'immeubles agglomérés) ou dans le territoire d'un parc naturel régional, et qu'un règlement local de publicité ne déroge pas à l'interdiction d'implantation.

Envoyer un courrier (voir modèle courrier type), en renseignant obligatoirement la localisation du panneau et sa description, à l'autorité compétente (le maire) en lui demandant de mettre en demeure la société responsable de l'implantation du panneau de retirer celui-ci. Mettez FNE Normandie en copie de ce courrier.

Si l'autorité compétente ne vous répond pas et que les panneaux ne sont pas enlevés, **informez-en** FNE Normandie en nous alertant sur Sentinelles de la Nature. Nous pourrons examiner les suites à envisager pour aboutir à l'enlèvement des panneaux.



Liens utiles

➜ Site web de l'association Résistance à l'Agression Publicitaire : **http://antipub.org/**

➜ Paysages de France : **http://paysagesdefrance.org**

➜ Page du ministère de la transition écologique sur les allégations environnementales :

https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/allegations-environnementales

https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/encadrement-allegations-environnementales-information-du-consommateur-produits

THÈME 8 : ACTIVITÉS ANTHROPIQUES

ALIÉNATION/ANNEXION DES CHEMINS RURAUX



ANNEXION DES CHEMINS RURAUX

QUEL STATUT JURIDIQUE POUR LES CHEMINS RURAUX ?

UN RIVERAIN PEUT-IL EN INTERDIRE L'ACCÈS ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Voies communales, chemins ruraux, chemins d'exploitation… Quelles différences ?

Voies communales : voies publiques, affectées à la circulation générale, ayant fait l'objet d'un classement dans le domaine public routier par le conseil municipal. Elles sont inaliénables et imprescriptibles.

Chemins ruraux : chemins appartenant aux communes, affectés à l'usage du public, qui n'ont pas été classés en voie communale. Ils font partie du domaine privé de la commune *(art. L. 161-1 C. rur.*). Selon l'article *L. 161-3* du *Code rural* et de la pêche maritime, « tout chemin affecté à l'usage du public est présumé, jusqu'à preuve du contraire, appartenir à la commune sur le territoire de laquelle il est situé ». « Le conseil municipal peut, par délibération, décider le recensement des chemins ruraux situés sur le territoire de la commune » (*art L161-6-1 C. rur*).

Chemins et sentiers d'exploitation : chemins et sentiers qui servent exclusivement à la communication entre divers fonds ou à leur exploitation. Ils sont, en l'absence de titre, présumés appartenir aux propriétaires riverains, mais l'usage en est commun à tous les intéressés. L'usage de ces chemins peut être interdit au public (*art. L. 162-1 C. rur.*).

POURQUOI CONSERVER LES CHEMINS RURAUX ?

- ➜ Éviter le nivellement du paysage rural ;
- ➜ Maintenir le bocage (car ils sont généralement bordés de haies) ;
- ➜ Conserver les derniers espaces naturels et refuges de la faune et de la flore en zone rurale ;
- ➜ Éviter que leur accès ne soit entravé par les riverains.



© Canva

CONNAÎTRE LE DROIT

L'aliénation et le délaissement des chemins ruraux

Pour être vendus, les chemins ruraux, faisant partie du domaine privé de la commune, n'ont pas à être déclassés. Cependant, ils ne seront vendus qu'après enquête publique et sous condition de ne plus être affectés à l'usage du public (*art. L. 161-10 C. rur*). Cette désaffection résulte d'un état de fait et non d'une décision de la mairie (CE, 24 mai 2000, n°195657).

L'affectation à l'usage du public *« est présumée,* *notamment par l'utilisation du chemin rural comme voie de passage ou par des actes réitérés de surveillance ou de voirie de l'autorité municipale. Lorsqu'elle est ainsi présumée, cette affectation à l'usage du public ne peut être remise en cause par une décision administrative. La destination du chemin peut être définie notamment par l'inscription sur le plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée* » (*art. L. 161-2 C. rur*). Donc, lorsqu'un recours est exercé à l'encontre d'une délibération autorisant la vente d'un chemin rural, le juge vérifie que ce dernier n'est effectivement plus emprunté par le public. S'il l'est toujours, il peut annuler la vente.

Il convient de préciser que, lorsqu'une commune cesse d'entretenir un chemin rural, n'y étant pas légalement tenue, un riverain de ce chemin peut faire jouer les règles de la prescription acquisitive pour obtenir un titre de propriété sur ce chemin, aux dépens éventuels de la biodiversité. En effet, une personne se comportant comme le propriétaire d'un bien peut en acquérir la propriété au bout d'un délai de 30 ans. La commune peut, dans ce délai, contester l'appropriation, sous réserve d'avoir connaissance de l'existence du chemin.

Enfin, l'article *L161-10-2* du *Code rural* introduit par la loi 3DS[1] autorise les communes à avoir recours à une procédure d'échange (sans enquête publique) permettant de modifier le tracé ou l'emprise d'un chemin. Avant cette loi, les communes devaient procéder en deux temps :

- L'aliénation d'une partie du chemin,
- L'acquisition simultanée d'une parcelle destinée à accueillir le nouvel itinéraire, nécessitant la réalisation d'une enquête publique. De plus, la décision d'aliénation du chemin rural était souvent annulée par le juge administratif dès lors que l'affectation à l'usage du public perdurait en attendant la création du nouvel itinéraire.

La lutte contre la dégradation des chemins ruraux

L'autorité municipale est chargée de la police et de la conservation des chemins ruraux (*art. L. 161-5 C. rur.)*. Ceci lui permet de s'opposer à certaines dégradations (destruction de haies, détérioration des sols etc, (*art. D. 161-14 C. rur.*) ou obstacles à la circulation dans le chemin (*art. D. 161-11 C. rur.*).

Des contributions spéciales peuvent être imposées par la commune ou l'association syndicale mentionnée à l'article *L. 161-11* aux personnes physiques ou morales responsables des dégradations apportées aux chemins ruraux en état de viabilité qui, de manière habituelle ou temporaire, les utilisent à quelque titre que ce soit.

La quotité des contributions est proportionnée à la dégradation causée.

[1] LOI n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale

La détérioration d'un chemin rural peut être assimilée à une détérioration de bien et donner lieu à des poursuites pénales (art. *322- 1* et *s. C. pénal*).

Le fait de placer des obstacles dans un chemin rural constitue une entrave à la libre circulation sur la voie publique, constitutive d'une contravention de 4e classe (art. *R. 644-2 C. pénal*).



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

Un riverain d'un chemin a récemment installé une barrière ou une clôture munie d'un panneau interdisant la circulation du public.

➜ QUE FAIRE ?

1. Vérifiez le statut du chemin sur www.geoportail.gouv.fr ou www.cadastre.gouv.fr. Vous pouvez également consulter le plan cadastral gratuitement dans la mairie de la commune concernée ou au service du cadastre du centre des impôts fonciers d'arrondissement, seul service à délivrer des copies certifiées conformes.



ATTENTION :

Les chemins non goudronnés mentionnés sur les cartes IGN ne sont pas tous publics. Ces cartes établies par vues aériennes exposent une situation de terrain. Il faut s'assurer du caractère public ou privé des chemins en allant consulter le plan cadastral de la commune concernée où sont mentionnées les voies publiques.
Un chemin privé sera lui mentionné avec un n° de parcelle cadastrale et sera en principe barré d'un trait montrant qu'il ne communique pas avec une autre voie. Dans le cas où le chemin rural aurait été vendu à un riverain, devenant ainsi privé, le plan cadastral mentionnera deux traits et un numéro de parcelle à la partie vendue.

2. Si le chemin est un bien public, il doit en principe pouvoir être emprunté par le public. En l'absence d'arrêté municipal interdisant la circulation :



© Canva

A. Il est possible de **faire intervenir (gratuitement) le conciliateur** qui tient des permanences à la mairie du canton. Au préalable, adressez un courrier à l'auteur des barrages. Suite à son inaction, à l'issue d'un délai d'un mois, demander une audience au conciliateur en s'adressant à la mairie du canton. Se munir de la lettre envoyée et d'une copie du plan cadastral certifiée par le service du cadastre, et d'une copie des textes utiles (Code rural et de la pêche maritime) en lui précisant que vous agissez en vertu de textes de loi et que ce chemin rural fait liaison d'un itinéraire.

B. À défaut, vous pouvez **envoyer une lettre recommandée au maire,** en caractérisant l'utilité publique du chemin, en signalant les entraves (barrières, clôtures, panneaux « voie privée », etc.) et en lui demandant de faire usage des pouvoirs qu'il tire du Code rural et de la pêche maritime pour rétablir la libre circulation.

C. En l'absence de réaction du riverain et en dépit des sommations du maire, demandez à ce dernier de **dresser un procès-verbal**. Ce procès-verbal, notifié au contrevenant, sera transmis au procureur pour que le tribunal judiciaire ordonne la remise en état des lieux avec, le cas échéant, condamnation au paiement d'une astreinte.



D. Si vous estimez que les démarches amiables ou administratives ne pourront suffire, vous pouvez **déposer plainte (contre X) en gendarmerie** en signalant les entraves à la libre circulation sur une voie publique. Le parquet sera saisi du dossier et jugera de l'opportunité de poursuites à l'égard du contrevenant si celui-ci ne régularise pas sa situation.

Dans tous les cas, **alertez FNE Normandie via Sentinelles de la Nature.**



Liens utiles

➜ Fiche réalisée par le département du Calvados : **http://www.calvados.gouv.fr/IMG/pdf/chemins_ruraux.pdf**

➜ Information géographique de référence : **https://www.geoportail.gouv.fr**

➜ Service de recherche, de consultation et de commande de plans cadastraux : **https://www.cadastre.gouv.fr/scpc/accueil.do**

THÈME 8 : ACTIVITÉS ANTHROPIQUES

REMBLAIS ET DÉBLAIS DU SOL

QUELS SONT LES IMPACTS DE LA MULTIPLICATION DES REMBLAIS ET DÉBLAIS SUR L'ENVIRONNEMENT ?

LE MAIRE PEUT-IL S'OPPOSER À DES TRAVAUX DE REMBLAIEMENT OU DE DÉBLAIEMENT ?

QUE FAIRE FACE À UN REMBLAI OU UN DÉBLAI ILLÉGAL ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définitions

Remblai : juridiquement qualifié d'« exhaussement du sol », c'est l'action de rehausser la terre. Il consiste en l'apport de toutes matières pour élever un terrain, combler un creux ou combler les vides d'une exploitation minière.

Déblai : juridiquement qualifié d'« affouillement du sol », c'est l'action d'enlever de la terre, des décombres, pour mettre un terrain à niveau (nivellement, terrassement) ou creuser le sol (création de fossés, de fondations, etc.). Attention, les carrières sont des extractions dont le but est le prélèvement à des fins d'utilisation de matériaux, alors que les affouillements ont pour but la réalisation d'un ouvrage (mare, plan d'eau...).

POURQUOI RÉGLEMENTER CES ACTIVITÉS ?

➜ Éviter la disparition d'espèces protégées (amphibiens, insectes, plantes...) ;

➜ Limiter le dépôt de déchets non autorisés (les matériaux du remblai sont trop souvent des déchets de toute nature) ;

➜ Réduire les phénomènes de crues en aval des travaux ;

➜ Éviter la dénaturation du paysage.

CONNAÎTRE LE DROIT

I. INTERDICTION DES REMBLAIS ET DÉBLAIS DU SOL DANS CERTAINES ZONES

Sans considération de surface ou hauteur/profondeur, tout remblai ou déblai est interdit dans u**ne zone du Plan Local d'Urbanisme** (PLU(i)) de la commune ou l'intercommunalité qui ne l'autorise pas, même avec l'accord du propriétaire du terrain, ainsi que dans les **zones inondables concernées par un Plan de Prévention des Risques d'Inondations** (PPRI) dont le règlement l'interdit.



© Pascal Kerbellec-Turmel

II. UN PERMIS OU UNE DÉCLARATION PRÉALABLE AUX TRAVAUX

Est exigé :

- **Un permis d'aménager** pour les affouillements et exhaussements du sol, (à moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire) dès lors que leur hauteur (si exhaussement) ou la profondeur (si affouillement) **excède 2 mètres** et qu'ils portent sur une **superficie supérieure ou égale à 2 hectares** (art. *R. 421-19, k) C. urb.*). Ce dernier

seuil est abaissé à 100 mètres carrés lorsque les travaux sont réalisés dans les secteurs sauvegardés (dont le périmètre a été délimité), les sites classés et les réserves naturelles.

- **Une déclaration préalable** est exigée pour les affouillements et exhaussements du sol dont la hauteur (si exhaussement) ou la profondeur (si affouillement) excède 2 mètres et qui portent sur une superficie **supérieure ou égale à 100 mètres carrés** (et inférieure à 2 hectares) (art. *R. 421-23, f) C. urb.*).

Dans certains cas, les opérations et travaux doivent aussi satisfaire les exigences d'autres législations, dont le respect de la procédure peut dispenser de l'obtention d'un permis d'aménager ou d'une déclaration préalable. Des exceptions existent ainsi en matière de droit des ICPE, de droit des déchets, de droit minier, de droit nucléaire et des règles d'occupation du domaine public.

Exemple : déclaration préalable ou autorisation préfectorale pour tous installations, ouvrages, travaux impactant les milieux aquatiques tels que la création de plans d'eau ou d'une digue, le comblement d'une zone humide… (art. *R. 214-1 C. env.*).

Un avis de dépôt de la demande de permis ou de la déclaration préalable aux travaux doit être affiché en mairie dans les 15 jours du dépôt. Le permis et la déclaration devront être affichés en mairie (dans les 8 jours et pendant deux mois) et sur le terrain (dès octroi et pendant toute la durée du chantier).

III. REFUS OBLIGATOIRE DE PERMIS ET OPPOSITION À DÉCLARATION EN CAS DE NON-CONFORMITÉ AUX RÈGLES D'UTILISATION DES SOLS

Il y a refus obligatoire lorsque les travaux projetés ne sont pas conformes aux dispositions relatives à l'utilisation des sols (POS, PLU(i), RNU, Loi Littoral, PPRI...), à l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions, l'assainissement des constructions et à l'aménagement de leurs abords et/ou s'ils sont incompatibles avec une déclaration d'utilité publique (art. *L. 421-6* et *L. 421-7 C. urb.*). Par conséquent, en cas de non-conformité des travaux avec les dispositions du règlement du PLU(i), ces travaux sont dans tous les cas illégaux, et ce même si le permis a été octroyé.

Les autorités compétentes (art. *L. 480-1 C. urb.*)

- Tous officiers ou agents de police judiciaire (maire...)
- Tous les fonctionnaires et agents de l'Etat et des collectivités publiques commissionnés à cet effet par le maire (ou président d'EPCI) ou le ministre chargé de l'urbanisme suivant l'autorité dont ils relèvent et assermentés.

Les sanctions

Sanctions administratives

Interruption des travaux avec toutes mesures de coercition nécessaires pour en assurer l'application immédiate : ordonnée par le maire, si l'autorité judiciaire ne s'est pas encore prononcée, sous la forme d'un arrêté (art. *L. 480-2 C. urb.*). En cas de carence du maire, le préfet de département est compétent.

Sanctions pénales

- Réalisation de travaux sans autorisation ou déclaration préalable : délit puni d'une amende « comprise entre 1 200 euros et un montant qui ne peut excéder (...)300 000 euros » (art. *L. 421-2*, *L. 421-4*, et *L. 480-4 C. urb.*).
- Lorsque ces mêmes travaux méconnaissent également une règle dite « de fond » d'urbanisme, comme un règlement de PLU(i) ou la loi « Littoral » (qui peuvent interdire de tels travaux), il y a cumul de plusieurs infractions. Les règles de fond sont applicables même sans exigence d'autorisation ou de déclaration préalable.
- L'interruption des travaux peut être ordonnée (art. *L. 480-2 C. urb.*) soit :
  - sur réquisition du ministère public agissant à la requête du maire, du fonctionnaire compétent ou d'une association agréée de protection de l'environnement,
  - par le juge d'instruction, même d'office, saisi des poursuites ou par le tribunal correctionnel.

En cas de continuation des travaux, les responsables encourent une amende de 75 000 € et une peine de trois mois d'emprisonnement (*L.480-3 C. urb.*).

La remise en état

La mise en conformité des lieux ou celle des ouvrages avec les règlements, l'autorisation ou la déclaration en tenant lieu, ainsi que la démolition des ouvrages ou la réaffectation du sol en vue du rétablissement des lieux dans leur état antérieur peuvent être ordonnées par le tribunal (art. *L. 480-5. urb.*) dans un délai déterminé, éventuellement sous astreinte (art. *L. 480-7 C. urb.*).



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

A. Vous constatez le comblement d'un vallon, d'un fossé, d'une zone humide… par de la terre ou des déchets inertes, le remblaiement d'une parcelle, des travaux de nivellement, de terrassement ou d'extraction qui sont apparemment illégaux et préjudiciables pour l'environnement (dans une zone naturelle et/ou en l'absence d'affichage d'autorisation de permis d'aménagement ou de déclaration préalable).

A. Un permis d'aménager a été accordé ou une déclaration n'a pas fait l'objet d'une opposition alors que les travaux contreviennent aux dispositions du règlement du PLU(i) ou du PPRI.

➜ QUE FAIRE ?

A. Consultez le PLU(i) (règlement et documents graphiques) et **le PPRI** (si la commune se trouve en zone inondable) pour savoir si les travaux peuvent être régularisés. Évaluez la superficie de ceux-ci et, si les seuils sont atteints, renseignez-vous en mairie pour savoir si les travaux ont fait

l'objet d'une demande de permis d'aménagement ou d'une déclaration préalable. Sinon, informez-en le maire, tenu de dresser un procès-verbal (art. *L. 480-1 C. urb.*). Dès qu'un procès-verbal a été dressé, le maire peut ordonner par arrêté l'interruption des travaux et prendre les mesures afférentes (sauf décision de l'autorité judiciaire). Si un permis d'aménager était requis, mais n'a pas été délivré, le maire doit prendre cet arrêté. En cas de carence du maire, prévenez la DDT(M) compétente pour relever les infractions.

Si les travaux ont lieu sur des milieux aquatiques (remblaiement d'une zone humide ou remblai dans le lit majeur d'un cours d'eau), contactez en plus les services de l'OFB (cf. Fiche – Atteinte à une zone humide).

B. Signalez à la mairie que la décision prise entre en contradiction avec le règlement du PLU(i) ou du PPRI. Transmettez-lui les faits précis, des photos, ainsi que les dispositions concernées.

Dans les deux cas, **informez** FNE Normandie qui, si une atteinte importante à l'environnement est avérée, pourra entreprendre des démarches.



Liens utiles

➜ Informations sur le permis d'aménager :
https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F17665

THÈME 8 : ACTIVITÉS ANTHROPIQUES

CIRCULATION D'ENGINS MOTORISÉS EN MILIEUX NATURELS



LES QUADS PEUVENT-ILS CIRCULER SUR UN CHEMIN RURAL ?

QU'EST-CE QU'UNE VOIE OUVERTE À LA CIRCULATION PUBLIQUE ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Définitions

Véhicule utilisé pour remplir une mission de service public : les véhicules d'intérêt général tels que les véhicules des services de police, de gendarmerie, de lutte contre l'incendie, ambulances, les véhicules d'intervention EDF, de surveillance SNCF, etc.

Voie ouverte à la circulation publique : cette notion n'est pas définie par la loi. Des interprétations variables de la législation, sources de conflits importants, persistent sur le terrain. Pour les juges, une voie est présumée « ouverte à la circulation publique » si elle est praticable par un véhicule de tourisme non spécialement adapté au « tout-terrain ». Les voies classées dans le domaine public routier de l'Etat, des départements et des communes ainsi que les chemins ruraux sont réputées ouvertes à la circulation publique. L'instruction gouvernementale du 11 décembre 2011 confirme cette interprétation.

Voies privées ouvertes à la circulation publique : les voies privées appartiennent à des particuliers ou à des personnes publiques. Leur ouverture à la circulation d'autrui dépend de leur seule volonté. Si la matérialisation de la fermeture n'est pas obligatoire, il est toutefois vivement conseillé de matérialiser la fermeture sur le terrain (panneau B7b d'interdiction d'accès aux véhicules à moteur, barrière, chaîne, plots...).

Les simples sentiers pédestres ou layons très difficilement circulables pour des véhicules non spécialement adaptés sont présumés fermés à la circulation de par leurs caractéristiques.

CONNAÎTRE LE DROIT

Les principes d'interdiction

La circulation des véhicules à moteur est interdite en dehors des voies classées dans le domaine public routier de l'État, des départements et des communes, des chemins ruraux et des voies privées ouvertes à la circulation publique des véhicules à moteur (art. *L. 362-1 C. env.*). **La pratique du hors-piste est donc interdite.**

POURQUOI RÉGLEMENTER LA CIRCULATION EN MILIEU NATUREL ?

•

➜ Éviter les dommages causés :

- aux milieux naturels (altération des habitats naturels : érosion du sol, pollution de l'air...)

- à la faune (nuisances sonores, dérangement, modification du comportement)

- à la flore (« piétinement » des plantes, voire destruction...) ;

➜ Sécuriser l'espace pour les autres usagers (marcheurs, cavaliers, cyclistes) ;

➜ Limiter la dégradation des pistes et chemins.



© Sentinelles de la nature

Les publicités photographiques montrant des scènes contraires à ces textes sont aussi interdites (art. *L. 362-4* et *R. 362-3* du *Code de l'environnement*).

La fermeture des voies (art. *L. 2213-1* à *L. 2213-4* du *Code général des Collectivités Territoriales*)

Le maire (ou le préfet – art. *L. 2215-1* et *L. 2215-3 CGCT*) peut **interdire par arrêté l'accès de certaines voies aux véhicules motorisés** dès lors que cet accès est susceptible de compromettre la tranquillité publique, la protection des espèces animales ou végétales, la protection des espaces naturels, des paysages ou des sites ou leur mise en valeur à des fins esthétiques, écologiques, agricoles, forestières ou touristiques. Ces arrêtés doivent viser les textes en vigueur, être motivés, désigner les milieux naturels à protéger, identifier les voies ou les véhicules interdits à la circulation, préciser les dérogations (pour les véhicules de secours...).

L'interdiction ne doit pas présenter un caractère général et absolu. Elle peut viser tant les voies publiques (ex : chemins ruraux) que les voies privées, en dépit de l'accord du propriétaire. Les collectivités peuvent aussi organiser des itinéraires de randonnées motorisées en accord avec le plan départemental d'itinéraires de randonnées motorisées.

La circulation dans les espaces naturels protégés et particuliers

Les décrets de classement d'un parc national, d'une réserve naturelle et les arrêtés préfectoraux de protection de biotope peuvent **interdire ou réglementer l'accès,** la circulation ou le stationnement au sein de l'espace classé (➜ voir Fiche - Atteinte aux espaces protégés).

En cas de passage répété des véhicules, modifiant l'état de l'écosystème aquatique, ces activités peuvent être soumises au régime de la nomenclature IOTA (art. *R. 214-1 C. env. rubrique 3.1.5.0*) et être soumis à des formalités administratives.

Terrain homologué

L'article *R. 421-19* du *Code de l'urbanisme* soumet à l'octroi d'un permis d'aménager « l'aménagement d'un terrain pour la pratique des sports et loisirs motorisés » (➜ voir Fiche – Remblais et déblais du sol).

La circulation sur le rivage de la mer

La circulation sur le rivage de la mer, dans les dunes et sur les plages est interdite, sauf pour les véhicules de secours, de police et d'exploitation et ceux bénéficiant d'une dérogation temporaire délivrée par le préfet (art. *L. 321-9 C. env.*).



© Alain Deschandole

La circulation en milieu forestier

Les routes forestières créées pour la desserte et l'exploitation des forêts constituent des voies privées régies par le droit privé. La circulation et le stationnement sur les pistes forestières sont réglementés par le *Code forestier,* la circulation en sous-bois est interdite (art R.163-11C.forestier). Les voies affectées à la Défense de la forêt contre les incendies (DFCI) sont interdites à la circulation des véhicules à moteur à l'exception de ceux utilisés par les services d'incendie et de secours (art *L.134-3 C.forestier*). Cette interdiction ne concerne pas les chemins ruraux.

À noter également que le stationnement devant une barrière forestière est lui aussi proscrit, afin que les secours et pompiers puissent circuler en cas d'urgence médicale ou départ de feu.

La circulation des véhicules nautiques

La pratique des sports motonautiques est souvent soumise à des restrictions et la navigation est interdite de nuit.

Tout véhicule nautique à moteur destiné à être utilisé en mer doit être préalablement enregistré auprès des services plaisance dans les directions départementales des territoires et de la mer (DDTM).

En Normandie, leur pratique en mer et dans l'Estuaire de la Seine est limitée à 2 miles du rivage, en dehors des aires de baignade. Des arrêtés départementaux peuvent réglementer la pratique de ces sports.

Manifestations sportives, concentrations de véhicules terrestres à moteurs (art. *R. 331-18* et suivants du *Code du sport*)

- Lorsque ces manifestations/concentrations se déroulent sur des circuits, terrains ou parcours (tels que définis à l'art. *R. 331-18 C. sport*), elles sont soumises à autorisation. Les concentrations de plus de 50 véhicules terrestres à moteur se déroulant sur les voies ouvertes à la circulation publique sont soumises à déclaration (art. *R331-20 C. sport*).
- Lorsqu'une épreuve ou une compétition de sports motorisés est organisée sur des voies non ouvertes à la circulation publique, le dossier de demande d'autorisation doit comprendre des documents d'évaluation d'incidences de l'épreuve sur l'environnement, et des mesures préventives et correctives (art. *R. 331-24-1 C. sport*).
- Lorsque ces manifestations ont lieu en tout ou partie dans un site Natura 2000, elles doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences sur ce site au regard de ses objectifs de conservation (➜ voir Fiche - Atteinte aux espaces protégés).



© Pixabay

Les exceptions

Ne sont pas concernés par les interdictions de circulation (art. *L. 362-2 C. env.*) :
les véhicules utilisés pour remplir une mission de service public,

- ceux utilisés à des fins de recherche, d'exploitation ou d'entretien des espaces naturels,
- ceux utilisés par les propriétaires ou leurs ayants droit chez eux.

Les autorités compétentes

- Les officiers (maire et adjoints, officiers et gradés de la gendarmerie) et agents de police judiciaire,
- Les inspecteurs de l'environnement (OFB, ONF - art. *L. 362-5 C. env.*).

Les sanctions (art. *L. 362-7 C. env.*)

Le non-respect des précédentes règles est puni de :

- l'amende prévue pour les contraventions de 5ème classe (1 500 euros d'amende au plus et jusqu'à 3 000 euros en cas de récidive – art. *R. 362-2* et *R. 362-3 C. env.*),
- l'immobilisation ou du placement en fourrière du véhicule en infraction (art. *L. 121-4*, *L. 234-1*, *L. 325-1* et suivants et *L. 417-1* du *Code de la route*).
- En milieu forestier, est puni de :
- L'amende prévue pour les contraventions de 5ème classe, la circulation de véhicule hors des routes et chemins.
- L'amende prévue pour les contraventions de 4ème classe, la circulation de véhicule sur des routes et chemins interdits à la circulation.



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

Au cours d'une balade en nature, vous êtes témoins de véhicules (4x4, quads, deux roues motorisés…) circulants en dehors des sentiers battus, circulant dans une zone humide, une forêt protégée…

➜ QUE FAIRE ?

- Si possible, relevez les plaques d'immatriculation et tentez de prendre des photos. Alertez la mairie, les gardes de l'ONF (en forêt) ou de l'OFB qui pourront intervenir pour verbaliser les contrevenants. Pour toute infraction sur le domaine public maritime, appelez la gendarmerie locale.
- Informez FNE Normandie de vos démarches sur Sentinelles de la Nature.



S'il s'agit d'une pratique récurrente réalisée sur un terrain ouvert à la circulation publique, mais présentant une forte sensibilité environnementale, vous pouvez envoyer un courrier à vos élus (communaux et départementaux) pour qu'ils prennent un arrêté d'interdiction de circulation sur la voie en question et pour les sensibiliser à l'adoption d'itinéraires de randonnées motorisées respectueux de l'environnement.



Liens utiles

➜ Note et schéma de synthèse de la DDTM Seine-Maritime :

Note : **https://www.seine-maritime.gouv.fr/content/download/43819/287213/file/Gestion%20des%20dechets%20VF.pdf**

Schéma de synthèse : **https://www.seine-maritime.gouv.fr/content/download/43820/287217/file/Gestion%20des%20dechets_schema%20v3.pdf**

➜ Guide du gouvernement : **https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide%20lutte%20déchets.pdf**

THÈME 8 : ACTIVITÉS ANTHROPIQUES

CAMPING, CARAVANAGE ET HABITATIONS LÉGÈRES DE LOISIRS



OÙ EST-IL INTERDIT DE CAMPER OU D'INSTALLER UNE CARAVANE ?

QUELLE RÉGLEMENTATION POUR LES HABITATIONS INSOLITES ?

COMPRENDRE L'ATTEINTE

Clarification des termes employés

Bivouac : campement temporaire dans un endroit peu ou pas aménagé, généralement pratiqué en pleine nature par des personnes exerçant des activités de plein air (randonnée, escalade, VTT, kayak ...). Un bivouac se fait du coucher du soleil à son lever, une seule nuit au même endroit et avec un campement léger et sommaire (tente ou pas).

Camping sauvage : camping souvent pratiqué dans un endroit peu ou pas aménagé, par des personnes ayant un véhicule et restant plusieurs nuits au même endroit.

Caravane (art. *R. 111-47 C. urb.*) : « les véhicules terrestres habitables qui sont destinés à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs, qui conservent en permanence des moyens de mobilité leur permettant de se déplacer par eux-mêmes ou d'être déplacés par traction et que le *Code de la route* n'interdit pas de faire circuler ».

POURQUOI RÉGLEMENTER ?

•

➜ Assurer la sécurité et la salubrité publique ;

➜ Préserver les paysages et les milieux naturels contre les abus qui engendrent souvent des dégradations de l'environnement et du paysage (ex : pas de ramassage des ordures).

Habitations légères de loisirs (art. *R. 111-37 C. urb.*) : « les constructions démontables ou transportables, destinées à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs » (ex : maisons mobiles, bungalows, chalets démontables et caravanes fixées au sol). La disparition des éléments de mobilité d'une caravane, d'un « mobil-home », etc. en fait des habitations légères de loisirs.

Résidences mobiles de loisirs (Mobile-Home) (art. *R. 111-41 C. urb.*) : « les véhicules terrestres habitables qui sont destinés à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs, qui conservent des moyens de mobilité leur permettant d'être déplacés par traction mais que le *Code de la route* interdit de faire circuler ».

CONNAÎTRE LE DROIT

I. Habitations légères de loisirs (HLL)

Les habitations légères de loisirs peuvent être implantées dans les parcs résidentiels de loisirs spécialement aménagés à cet effet, les terrains de camping régulièrement créés (à l'exception de ceux créés par une déclaration préalable ou sans autorisation d'aménager, par une déclaration en mairie, en application des dispositions du *Code de l'urbanisme* dans leur rédaction antérieure au 1er octobre 2007 ou constituant des aires naturelles de camping), dans les villages de vacances classés en hébergement léger et les dépendances des maisons familiales de vacances agréées au sens du *Code du tourisme* (art. *R. 111-38 C. urb.*).

En dehors de ces emplacements, leur implantation est soumise au droit commun des constructions (art. *R. 111-40 C. urb.*). Cela signifie que l'implantation d'une HLL sur une parcelle privée devra faire l'objet d'un permis de construire. Dans tous les cas, leur implantation doit respecter les interdictions des PLU(i) et de la loi Littoral.



© Sentinelles de la nature

II. Résidences mobiles de loisirs

Les résidences mobiles de loisirs ne peuvent être installées que dans les parcs résidentiels de loisirs (à l'exception de ceux créés après le 1er octobre 2007 et exploités par cession d'emplacements ou par location d'emplacements d'une durée supérieure à un an), dans les terrains de camping régulièrement créés (à l'exception de ceux créés par une déclaration préalable ou créés sans autorisation d'aménager, par une déclaration en mairie, sur le fondement des dispositions du *Code de l'urbanisme* dans leur rédaction antérieure au 1er octobre 2007 ou constituant des aires naturelles de camping), et dans les villages de vacances classés en hébergement léger au sens du *Code du tourisme* (art. *R. 111-42 C. urb.*).
Les résidences mobiles de loisirs peuvent être entreposées, en vue de leur prochaine utilisation, sur les terrains affectés au garage collectif des caravanes, les aires de stationnement ouvertes au public et certains dépôts de véhicules (a*rt. R. 111-45 C. urb.)*.



À NOTER :

Sont autorisés les auvents, rampes d'accès et terrasses amovibles accolés aux résidences mobiles de loisirs et habitations légères de loisirs dans les lieux d'implantation respectifs de ces derniers.

III. Bivouac, camping et caravanage

Sous réserve de l'opposition du locataire/propriétaire et des interdictions listées ci-après, le bivouac/ camping isolé est libre (art. *R. 111-32 et suivants C. urb.*). Il en est de même du stationnement de caravanes. Néanmoins, le stationnement en dehors d'un parc résidentiel de loisirs, d'un terrain de camping, d'un village de vacances classé en hébergement léger ou d'une dépendance de maison familiale de vacances agréée pendant plus de trois mois par an, consécutifs ou non, est soumis à déclaration préalable (art. *R. 421-23 C. urb.*).

Les interdictions particulières

Secteurs	Camping pratiqué isolément	Installation/stationnement de caravanes
Emprise des routes et de voies publiques	Interdit (art. *R. 111- 32 C. urb.*)	Régi par le *Code de la route*
Sauf dérogation : • Domaine public maritime, • Sites inscrits et classés (même en instance de classement), • Champ de visibilité des monuments historiques, • Les Sites Patrimoniaux Remarquables, • Dans un rayon de 200 m autour des points d'eau captée	Interdit (art. *R. 111-33 C. urb.*)	Régi par le *Code de la route*
Espaces boisés classés, forêts classées au titre du *Code forestier*	Interdit si compromet la conservation des boisements	Interdit (art. *R. 111-48 C. urb.*)
Zone des 100 m des espaces non urbanisés du littoral	Interdit (art. *L. 121-16 C. urb.*)	Interdit (art. *L. 121-18 C. urb.*)
Espaces naturels sensibles des départements	Interdiction possible (art. *R. 113-15 C. urb.*)	Interdiction possible (art. *R. 113-15 C. urb.*)
Parcs nationaux et réserves naturelles (voir règlement du parc ou de la réserve)	Interdiction possible en application du règlement du parc ou de la réserve (art. *R. 331-64* et *R. 332-70 C. env.*).	Interdiction possible en application du règle¬ment du parc ou de la réserve (art. *R. 331-64* et *R. 332-70 C. env.*).

Par ailleurs, le document d'urbanisme applicable peut interdire le camping (art. *R. 111-34 C. urb.*) ou le caravanage (art. *R. 111-49 C. urb.*) dans des zones qu'il désigne spécifiquement.

Enfin, le maire peut aussi interdire la pratique dans certaines zones lorsqu'elle risque de porter atteinte à la salubrité, à la sécurité ou à la tranquillité publiques, aux paysages naturels ou urbains, à la conservation des perspectives monumentales, à la conservation des milieux naturels ou à l'exercice des activités agricoles et forestières. Toutefois, ces interdictions doivent être portées à la connaissance du public afin d'être opposables, par affichage en mairie et par apposition de panneaux aux points d'accès habituels aux zones visées.

Les autorités compétentes (art. *L. 583-3 C. env.*)

- Tous officiers ou agents de police judiciaire.
- Tous les fonctionnaires et agents de l'Etat et des collectivités publiques commissionnés à cet effet par le maire.

Les sanctions

Les infractions sont d'une amende comprise entre 1 200 euros et 300 000 euros (art. *L. 480-4 C. urb*).

La remise en état des lieux : Le tribunal peut ordonner, dans un délai imparti et éventuellement sous astreinte (art. *L. 480-5* et. *L. 480-7 C. urb.*) :

- la mise en conformité des lieux ou celle des ouvrages avec les règlements, l'autorisation ou la déclaration en tenant lieu,
- la démolition des ouvrages,
- a réaffectation du sol en vue du rétablissement des lieux dans leur état antérieur.

Dispositions spécifiques aux parcs nationaux et réserves naturelles : Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait de contrevenir à la réglementation applicable au cœur du parc national ou à la réserve naturelle concernant le bivouac, le stationnement et le camping dans un véhicule ou une remorque habitable ou tout autre abri mobile (art. *R. 331-64* et *R. 332-70 C. env.*).



© Canva



COMMENT AGIR ?

➜ CAS DE FIGURE

A. Vous découvrez un ou plusieurs camping-car(s) installé(s) dans une zone naturelle sensible où la réglementation l'interdit. Au vu de la configuration des lieux et de l'activité des occupants (dépôts de déchets, perturbation de la faune locale, etc.), il existe un risque réel d'atteinte aux milieux naturels.

B. Vous constatez l'apparition d'habitation insolite près de chez vous ou dans une zone naturelle fragile.

➜ QUE FAIRE ?



A. S'il s'agit d'un seul camping-car, informez l'occupant(e) de l'interdiction et du caractère sensible de la zone. S'il s'agit de plusieurs camping-cars et qu'il vous paraît compliqué d'engager le dialogue, alertez le maire, qui devra dresser un procès-verbal d'infraction. Faites de même si l'occupant(e) d'un camping-car seul persiste et ne remet pas les lieux en état.

   Demandez au maire d'ordonner la remise en état des lieux (police des déchets le cas échéant). En cas d'inaction du maire, demandez au préfet d'intervenir.

B. Dans le cas d'une habitation insolite, vérifiez les éléments suivants :
   - Vous référer au PLU(i) et vérifier si le projet respecte les règles d'occupation du sol.
   - Demander aux installateurs s'ils ont bien rempli les formalités administratives.
   - Si l'implantation d'habitations insolites provoque une dégradation de l'environnement, il est important de le signaler à FNE Normandie qui regardera si la réglementation environnementale est respectée.



Liens utiles

➜ Site du gouvernement sur le caravanage :
https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2719

➜ Site du gouvernement sur le camping :
https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2058

➜ Fiche sur les habitats atypiques et alternatifs :
https://www.bruded.fr/wp-content/uploads/2018/05/fiche_-habitats-alternatifs-et-dmontablesdgaln.pdf

➜ Règlementation de chaque parc :
https://www.lecampingsauvage.fr/legislation-et-reglementation/camping-sauvage-bivouac#